**Sommaire**



**Éditorial**……………………………………………………………………………………………**p. 3**

*Par le Général de corps d’armée C. DAMAY*

**Adresse du Commandant du CESAT**…………………………………………… **p. 5**

*Le Général de division A. VAR*

**Un penseur militaire**

**Jean GUITTON** ………………………………………………………………………….**p. 9**

*Par Monsieur M. MOTTE*

**Articles à consulter sur les sites[[1]](#footnote-1) du CESAT**

**Du Rhin au Danube**

*Par le Lieutenant-colonel C. FRANC*

**Si ça tire, envoyez les forces spéciales!**

*Par le Chef d’escadrons F. BADEL*

**LOT: plus qu’un métier à apprendre, un concept à repenser**

*Par le Chef d’escadrons R. CAZENAVE-LAVIE*

# Doit-on former l’armée afghane au combat en montagne?

*Par le chef de bataillon B. LEDUC*

L’histoire militaire: un outil essentiel

*Par le Chef d’escadrons B. CHAMBERLAND*

# Une préparation crédible par une simulation plus réaliste

# *Par le Chef d’escadrons D. CHRIST*

**Articles d’intérêt général**

Première guerre du golfe (août 1990-février 1991) ………………………………p. 19

### Par le Lieutenant-colonel P. COQUET

**Israël – Hezbollah: la fin des illusions stratégiques?**……………………………**p. 25**

### Par le Commandant J-P. Le SAINT

**De la défense à la sécurité**……………………………………………………….……**p. 37**

*Par le Général (CR) É. de La MAISONNEUVE*

**Libres opinions[[2]](#footnote-2)**

# Embuscade en Afghanistan (18août 2008)…………………………………………… p. 45

# *Par le Général (CR) F. CANN*

# Revenir sur la vérité de la guerre……………………………………………………….p. 53

### Par le Chef de bataillon G. de La ROQUE

**La mer, espace de manœuvre d’où projeter force et puissance** …………….…..**p. 57**

# *Par le Capitaine de vaisseau E. LACCOURS*

# L’armée allemande en quête d’avenir…………………………………………………p. 61

### Par le Major i.G. Holz CARSTEN

**Le Centre d’Entraînement au Combat**…………………………………………………**p. 63**

### Par le Chef de Bataillon S. CAILLE

**La numérisation de l'espace de bataille**………………………………………...…….**p. 65**

### Par le Comandant (Armée allemande) SCHULTE-BORGHOFF

**La NEB en quête des meilleurs tubes**………………………………………………....**p. 67**

### Par le Chef de bataillon N. DELORT

**Enfants-soldats: un vide doctrinaire français**………………………………………..**p. 69**

*Par le Chef d’escadrons É de LAPRESLE*

# La recherche opérationnelle…………………………………………………………….p. 71

### Par le Chef d’escadrons HERBINET

**Dynamiser les ACM**……………………………………………………………………….**p. 75**

### Par le Colonel (ORSEM) B. BON

**Votre tribune: réponses aux auteurs**

**«Le repli intérieur de 1924 et ses conséquences»** (voir Cahiers n° 12)

*Avis du Capitaine (ORSEM) M. MEISSONNIER*………………..……………………..**p. 95**

**Leçons d’histoire**

### Par le Lieutenant-colonel M. GOYA

###### Histoire de la formule de remise de commandement………………………………p. 99

**Le bilan de la présence britannique en Irak (2003-2008)**…………………………....**p. 101**

###### On a aimé

**Du béret rouge au képi bleu**……………………………………………………………..**p. 107**

**Du Caire à Damas**………………………………………………………………………….**p. 109**

**Irak, les armées du chaos**………………………………………………………………..**p. 111**

**Le climat, la bataille et la guerre**………………………………………………………..**p. 113**

**Nous avons pacifié Tazalt**……………………………………………………………….**p. 115**

**Atlas d’une nouvelle Europe**…………………………………………………………….**p. 117**

**Éditorial**



*Par le Général de corps d’armée Christian DAMAY,*

*Commandant le quartier général du CRR-FR[[3]](#footnote-3)*

**L’**année 2008 a été riche en évènements qui vont façonner notre outil de défense pour les années à venir: Livre Blanc, Revue Générale des Politiques Publiques, rapprochement avec l’OTAN, Loi de Programmation Militaire…. Par leur ampleur et leur portée, les décisions prises concerneront tous les organismes militaires à des degrés divers et modifieront profondément les habitudes de travail. Dans ce contexte évolutif, l’état-major du Corps de Réaction Rapide – France fait figure d’exception, tant les raisons qui ont présidé à sa création ont anticipé les évolutions annoncées.

Ainsi, lorsque le Livre Blanc mentionne l’ambition européenne de la France en matière de défense tout en soulignant la complémentarité entre l’Union Européenne et l’Alliance Atlantique, il apparaît que les différents scénarios d’emploi du CRR-FR sous l’égide de l’OTAN ou de l’UE, ainsi que la multinationalité vécue au quotidien dans un état-major où se côtoient des représentants de 15 pays, créent naturellement les conditions pour faire face à ces défis avec succès.

De même, les liens étroits et permanents tissés avec les états-majors des structures de commandement et de forces de l’Alliance[[4]](#footnote-4) permettent au CRR-FR de se positionner au cœur du dispositif de transformation des forces armées occidentales. En particulier, grâce aux exercices multinationaux et aux nombreux forums d’échange organisés par l’OTAN et par l’UE, le Corps participe activement aux études et aux travaux en cours sur l’approche globale des opérations[[5]](#footnote-5).

En outre, le partage entre nations alliées de l’expérience vécue sur les théâtres d’opérations les plus importants permet au CRR-FR d’alimenter sa propre réflexion, puis d’en faire bénéficier l’ensemble des forces terrestres françaises grâce aux stages qu’il organise régulièrement à leur profit dans des domaines d’intérêt majeur comme la planification opérationnelle et le renseignement.

La vocation première du CRR-FR est d’être un état-major de composante terrestre capable de mettre en œuvre et de coordonner l’ensemble des fonctions opérationnelles de niveau tactique. Cependant, dans le cadre des engagements actuels dont les phases décisives se jouent essentiellement au sol, et à condition de pouvoir intégrer quelques renforts interarmées, il dispose de toutes les fonctions opératives nécessaires pour armer un PC de force sur un théâtre d’opération.

Répondant aux défis des engagements modernes tout en garantissant la meilleure cohérence possible avec nos alliés, le CRR-FR bénéficie donc d’une position particulièrement privilégiée dans le cadre de l’évolution de notre outil de défense.

Multinational, interarmes et interarmées, certifié HRF et NRF selon les critères exigeants de l’OTAN, il constitue aujourd’hui une véritable école d’application pour nos jeunes officiers brevetés ainsi qu’un tremplin pour tous ceux qui aspirent à une carrière opérationnelle de haut niveau.

# L’adresse du Commandant

# du Collège de l’enseignement supérieur

# de l’armée de terre



*Le Général de division André VAR*

**C**hers lecteurs et, je l’espère, chers rédacteurs.

Votre verve et le succès des cahiers du CESAT nous rattrapent. J’ai décidé, l’an dernier, d’augmenter le rythme de parution passant de 3 à 4 éditions par an. Mais ce n’est pas suffisant ni surtout pas assez réactif. L’actualité, cette maîtresse tyrannique de l’éditeur en herbe que je suis, demande que vos opinions soient plus vite mises à disposition de tous pour que le débat s’installe.

Il va falloir faire autrement. J’envisage donc de faire basculer mon effort en termes de media du papier, le cahier dans sa forme actuelle, à l’électronique en offrant un cahier disponible sur Intranet et Internet.

Plus complète, cette version électronique contiendra les articles que nous ne pouvons pas publier à l’heure actuelle par manque de place dans le format habituel. Elle sera aussi plus actuelle car le délai entre la sélection des articles et leur parution est beaucoup trop long. Elle ne supprimera pas toutefois la version traditionnelle papier pour permettre une diffusion au-delà du cercle habituel à des lecteurs qui ne nous connaissent pas et leur faire découvrir la richesse de vos contributions.

Tirez tout l’avantage possible de cette nouvelle formule en continuant à faire part de vos avis et n’hésitez pas à exprimer vos interrogations et désaccords avec les thèses présentées, le cas échéant.

Je profite également de ce numéro de fin d’année, pour vous souhaiter réussite professionnelle et bonheur familial, et je ne peux pas m’empêcher d’y ajouter inspiration pour ajouter votre nom à la liste déjà longue des rédacteurs des cahiers du CESAT.

## Un penseur militaire



Jean GUITTON



*Par Monsieur Martin MOTTE,*

*Maître de conférences de l’Université de Paris IV Sorbonne,*

*détaché aux Ecoles militaires de Saint-Cyr-Coëtquidan*

**U**ne fois n’est pas coutume, le penseur militaire d’aujourd’hui n’est pas un soldat de métier mais le philosophe catholique Jean Guitton. Son intérêt pour la stratégie ne tient pas seulement au fait qu’il grandit durant la Première Guerre mondiale et passa la Seconde dans un camp de prisonniers en Allemagne, mais plus encore à son amitié de trente ans avec le général Weygand, disciple de Foch et dépositaire de sa pensée. C’est donc à bon escient que le général de La Chapelle, en 1952, demanda à Guitton de venir parler devant les élèves de l’École de Guerre. L’expérience déboucha en 1969 sur un volume intitulé «***La pensée et la guerre****»[[6]](#footnote-6)*. Dans sa préface, Guitton explique ses motivations: *«La politique, la stratégie ne sont que des moyens pour rapprocher l’homme de sa fin ultime qui est la possession de la vérité et du bonheur»*; or, comme c’est précisément de cette fin que traite la philosophie, elle ne peut jeter un voile pudique sur la guerre: *«L’art de faire la guerre est une technique qui, malgré le mal de la mort qu’il manie, vise un bien, préserver une nation de cet échec radical que serait la perte de son indépendance».* Mais si le philosophe a beaucoup à apprendre du stratège, la réciproque n’est pas moins vraie. D’une part en effet la stratégie, sur son versant théorique, est tributaire des méthodes intellectuelles développées par la philosophie. D’autre part la philosophie conditionne indirectement la pratique guerrière, puisque *«la distinction des moyens admis et des moyens interdits dans la guerre suppose une métaphysique»*. Ce point avait déjà été vu de Platon, mais l’apparition de l’arme atomique, et avec elle la possibilité d’un *«suicide réciproque»* de l’humanité, lui donnent une importance cruciale. Dans le même temps, la guerre psychologique connaît un essor sans précédent. Or, la psychologie est l’un des domaines traditionnels de l’investigation philosophique. Les défis de la modernité obligent donc philosophie et stratégie à converger en ce que Guitton propose d’appeler une *«métastratégie»*.

# Hitler, la révolution et la guerre

La première des quatre études dont se compose le livre est une conférence prononcée par Guitton en mai 1940. Partant du principe que *«la connaissance de l’adversaire»* est la base de toute stratégie, il se penche sur le cas Hitler, *«homme magnétique, médium, derviche»*. La misère intime du *Führer*, son absence *«de vie personnelle, de vie intérieure»*, font de lui un véritable *«sismographe des âmes»*: porte-parole des instincts grégaires, *«il est l’homme-foule, l’Allemand inconnu, le soldat inconnu ressuscité»*, celui auquel peut s’identifier tout un peuple réduit à l’état de masse en fusion. Lui-même en est parfaitement conscient et avoue qu’il a emprunté sa *«stratégie psychique»* aux bolcheviks. En effet, bien que fondés sur des principes opposés, le national-socialisme et le bolchevisme poursuivent le même but, la révolution, avec les mêmes méthodes, la propagande et la subversion. Ces méthodes aussi anciennes que la guerre ont gagné en importance depuis l’avènement du suffrage universel, car dès lors que le peuple est réputé souverain, sera le véritable souverain celui qui, moyennant un matraquage médiatique de tous les instants et l’exploitation des plus obscures pulsions, réussira à se faire passer pour la volonté incarnée du peuple.

À la *«stratégie psychique»* dirigée vers l’opinion intérieure répond une *«stratégie psychique»* tournée contre l’ennemi extérieur. *«La propagande commence par dissocier les forces adverses. Puis, le moment venu, intervient le coup de surprise. L’armée se montre partout à la fois. Il s’agit d’une opération en quelque sorte chirurgicale avec anesthésie préalable»*. Ces deux étapes sont l’analogue politico-militaire du couple tactique fixation-exploitation. Hitler anesthésie ses adversaires en se réclamant de leurs propres valeurs (le principe des nationalités et le pacifisme), en utilisant leurs dissensions diplomatiques et en entretenant dans leur sein des cinquièmes colonnes, puis la *Wehrmacht* opère le patient. Quant à la stratégie militaire nazie, elle réussit en raison de son caractère hérétique: professant que *«c’est toujours l’impossible qui réussit et c’est le plus invraisemblable qui est le plus certain»*, Hitler n’hésite pas à s’affranchir des dogmes stratégiques les mieux établis. Ainsi a-t-il débarqué en Norvège sans avoir la maîtrise de la mer, mouvement que les Alliés n’ont pu contrer précisément parce qu’une telle audace leur semblait impossible. Ici encore, c’est l’effet psychique de sidération qui assure le succès.

En stratégie comme en politique, Hitler est donc un révolutionnaire. Mais, note Guitton, *«il existe deux types de révolutionnaires, selon qu’on se propose un but fini ou un but infini»*. C’est ce qui distingue Napoléon et Hitler: le premier était certes mégalomane, mais son sens de l’État, c’est-à-dire du fini, agissait comme un élément modérateur, raison pour laquelle il put fonder une constitution, un code civil, etc... Au contraire, Hitler est tout entier lancé à la poursuite d’objectifs illimités, *«le bouleversement universel, la domination du monde»*. Il ne peut donc rien fonder, *«car il est davantage un mystique révolté, une intelligence révolutionnaire, ayant une action annihilatrice»*.

Ici, Guitton pose implicitement une idée qu’il explicitera plus loin dans son livre: la rationalité stratégique consiste à proportionner les moyens et les objectifs. Mais on ne peut proportionner que des grandeurs finies. Se fixer des objectifs infinis, c’est donc nécessairement sortir de la rationalité stratégique. Aussi, suggère Guitton, les succès de Hitler sont précaires. Sa *«stratégie psychique»* repose exclusivement sur le mensonge intérieur et sur le bluff extérieur, qui ne peuvent être efficaces qu’à court terme. *«En longue durée, l’erreur n’a pas d’avenir. Car l’esprit est fait pour connaître ce qui est conforme à la raison et l’expérience de ce qui est vrai»*. Un jour viendra par conséquent où les Allemands n’écouteront plus la propagande nazie et où les Alliés ne se laisseront plus sidérer par l’audace démentielle de Hitler, qui se retournera inéluctablement contre lui.

Les événements ont confirmé les intuitions philosophiques de Guitton. Non seulement les mensonges du *Führer* ont progressivement perdu leur efficacité, mais ils ont rongé sa propre lucidité: en 1945, il n’était plus qu’un drogué déplaçant sur la carte des divisions réduites en fait à l’équivalent d’un bataillon et ne pouvant matériellement pas recevoir ses ordres. Sa fin confirme une remarque de Liddell Hart que Guitton reprend dans sa préface: *«Quiconque prend l’habitude d’escamoter la vérité dans l’intérêt de l’action immédiate voit s’altérer la rigueur de sa pensée»*. La stratégie étant la traduction en actes d’une politique, le nihilisme politique ne peut mener qu’au néant stratégique.

# L’art de penser et la conduite de la guerre

Le deuxième essai reprend comme les suivants l’enseignement de Guitton à l’École de Guerre. Il vise à élucider le *«rapport secret entre les méthodes de l’homme de guerre et les méthodes de l’homme de pensée»*, rapport dont témoigne notamment Descartes puisque *«le père de la philosophie française était à la fois un philosophe et un soldat»*.

Deux erreurs guettent classiquement les penseurs: la première consiste à systématiser trop vite, au mépris du réel, la seconde à se perdre dans les détails d’un seul problème. Ces deux erreurs contiennent chacune une part de vérité. La seconde a raison de se concentrer sur un seul problème, car cela évite la dispersion intellectuelle. Encore faut-il avoir choisi un problème central, un problème qui par contiguïté éclaire tous les aspects de l’existence, et l’envisager dans sa signification la plus haute, non dans ses détails contingents. En cela on rejoint l’ambition généralisante de la première méthode, mais on la rejoint à partir du réel et non de postulats *a priori*. Autrement dit, la saine pensée est celle qui distingue l’universel à même le particulier, mais un particulier significatif. Trouver le bon *«point d’application»*, dit Descartes, c’est là *«toute la méthode»*.

On voit immédiatement la parenté avec la stratégie, qui cherche à identifier le centre de gravité de l’ennemi, le point dont la rupture fera tomber l’ensemble de son dispositif. *«Le stratège conseille d’attaquer l’armée des adversaires alliés au point de jonction de leurs deux forces; de même dans la bataille dont l’objectif est la vérité. C’est par les jonctions, les liaisons et les jointures que nous discernons le mieux les dessous des choses et leur substructure et leur essence»*.

Pour Guitton, l’analyse du réel procède essentiellement par *«trois ascèses»*, *«unir, dissocier, surmonter»*, ou encore affirmation-négation-conciliation, ou encore thèse-antithèse-synthèse. *«Cette méthode royale n’est pas une méthode parmi d’autres méthodes, mais LA MÉTHODE même de la pensée»*, la dialectique qui épouse la structure du monde et de l’esprit humain, celle qu’on voit à l’œuvre chez les néo-platoniciens comme dans la Trinité chrétienne.

Premier temps: unir, c’est-à-dire poser l’affirmation ou la thèse qui va donner son unité à toute la suite du processus. Son analogue militaire est la mission, le *«De quoi s’agit-il?»* de la méthode popularisée par Foch. En se reposant cette question à chaque étape du raisonnement tactique, l’officier sera assuré de ne pas perdre de vue son objectif. Là est *«l’unique nécessaire»*, *«le point d’application»* à ne pas confondre avec l’inessentiel, c’est-à-dire les moyens. *«On se prépare ainsi au sacrifice. Qu’est-ce en effet que le sacrifice, sinon l’opération par laquelle nous acceptons de voir disparaître certains de ces moyens, ou de les modifier radicalement? Le but importe seul et il ne dépend pas nécessairement de tel ou tel moyen: tout moyen est contingent, provisoire et variantable»*.

Par quoi l’on est déjà entré dans le deuxième temps, celui de la séparation, négation ou antithèse. L’intention initiale, unique et simple en elle-même, s’y heurte à la complexité du réel, qu’elle doit surmonter pour arriver à la synthèse. Il faut donc décomposer le problème en opérations successives. Ici encore on relève la parenté entre la méthode cartésienne et la méthode militaire. *«L’idée de diviser une tâche “en autant de parcelles qu’il se pourrait pour la mieux résoudre” est peut-être chez Descartes issue de son passage dans les camps: car de tout temps, l’armée divise, elle sectionne et l’espace et le temps, elle apprend à répartir les devoirs, si bien qu’elle appelle “division” la principale de ses “unités”»*. Par exemple, *«l’idée simple de manœuvre»* se décompose en stratégie et en tactique.

La dialectique du philosophe consiste donc à poser une thèse, puis à l’éprouver en se suscitant mentalement un contradicteur, puis à intégrer l’affirmation et la contradiction en un accord supérieur. Mais le militaire a ici un avantage sur le philosophe: il n’a pas à imaginer un contradicteur, il en a un bien réel en la personne de l’ennemi. La négation, l’antithèse n’est pas pour lui une fiction, mais une volonté et une force agissantes, réagissantes. *«À la thèse correspondent notre situation et notre intention propres. À l’antithèse correspondent la situation et l’intention de l’adversaire»*. La synthèse consiste dès lors à *«créer un déséquilibre qui vous soit favorable»*.

Dans les opérations militaires, l’antithèse se concrétise généralement sous la forme de la surprise. Le bon général est par conséquent celui qui possède *«la faculté du contre-aléatoire»*, laquelle suppose entre autres l’existence de réserves permettant de repousser une attaque imprévue, de colmater une brèche, d’exploiter une fenêtre de vulnérabilité dans le dispositif adverse, etc... Grâce à cette réserve, le général peut *«créer l’événement, qui est au fond la négation de la négation»*.

En conclusion, Guitton n’esquive pas l’objection des empiristes: comment de si hautes spéculations peuvent-elles aider le chef pris dans le feu de l’action? Il la réfute en citant Foch, auquel on demandait un jour si l’acquis de ses études stratégiques l’avait jamais aidé à résoudre un problème militaire concret: *«Nullement»*, répondit-il, *«mais cela me donne confiance»*. Le chef ne peut guère en effet reprendre étape par étape la méthode dialectique, puisqu’il lui faut le plus souvent décider dans l’instant. Mais comme le disait Napoléon, sa décision sera d’autant plus juste qu’il aura profité du temps de paix pour étudier à fond la guerre en suivant cette règle d’or du travail intellectuel. Car alors il se sera assimilé les principes de la stratégie, dont l’application lui sera devenue instinctive.

# La pensée hégélienne et la conduite de la guerre

Les cours de Guitton à l’École de Guerre eurent pour toile de fond la Guerre froide, qui fut ultimement une lutte entre la philosophie marxiste et la philosophie spiritualiste. Aussi le Général de La Chapelle lui avait-il demandé d’élucider la stratégie marxiste dans ses rapports avec l’hégélianisme, dont le marxisme n’est que la version de gauche. C’est l’objet du troisième essai, fondé sur la conviction qu’*«il existe une correspondance, mal définissable mais bien réelle, entre la philosophie prédominante d’une nation à une époque donnée et les méthodes qu’elle applique aux techniques, fût-ce la stratégie»*.

Pour Platon, la dialectique est un mode d’investigation du monde débouchant sur une réalité transcendante, la vérité divine, dont les phénomènes d’ici-bas ne sont que des reflets à tout jamais imparfaits. Pour Hegel au contraire, la dialectique se confond de bout en bout avec le processus historique. Son terme n’est donc pas transcendant mais immanent: il se réalise intégralement dans la politique. Marx en tire les conséquences en écrivant que la philosophie vise moins à comprendre le monde qu’à le transformer. La dialectique s’identifie chez lui à la lutte des classes, confrontation entre une thèse, l’exploitation de l’homme par l’homme, et une antithèse, le soulèvement des opprimés, se résolvant en une synthèse, l’égalité entre les hommes.

L’hégélianisme et le marxisme sont des messianismes sécularisés, puisqu’ils transfèrent à l’homme et à l’histoire la vérité que Platon accordait à Dieu seul. Marx en déduit fort logiquement que le paradis – la société sans classes – peut être atteint sur cette terre. Il ne peut même être atteint que là, puisqu’il n’existe pas d’autre monde. La dialectique hégéliano-marxiste aboutit donc à une confusion du spirituel et du temporel. Elle repose par ailleurs sur *«des concepts contraires l’un à l’autre»* alors que la tradition philosophique classique envisageait plutôt des *«concepts complémentaires l’un de l’autre»*. Au cœur de la vision hégéliano-marxiste du monde, il y a en somme *«un conflit radical et nécessaire»*.

Cette conception favorise *«l’idée que la guerre est la loi permanente»* des relations humaines et *«qu’il ne faut pas s’en surprendre, ni même travailler à la diminuer, puisque le bien suprême ne peut sortir que de l’extrême opposition»*. Elle rejoint en cela le darwinisme social, qui transpose à la politique l’idée de lutte pour la vie (Marx avait d’ailleurs été fort intéressé par les conceptions de Darwin). Il y a là une rupture majeure d’avec la conception antérieure de la guerre comme *«ordalie»*, comme confrontation *«parenthétique et conventionnelle»* encadrée en amont par le rituel de la déclaration de guerre et en aval par celui du traité de paix. Avec l’hégéliano-marxisme, *«tout, à certains égards, est guerre, même la paix»*, d’où la notion de *«guerre froide»*.

De ce fait, les soviétiques ont pris l’avantage dans la définition d’une stratégie du temps de paix. Lorsqu’un rapport de forces défavorable leur interdit de faire parler la poudre, ils jouent la carte de la lutte des classes ou de *«l’offensive de la paix»* par le relais des mouvements pacifistes occidentaux, comme Hitler l’avait fait pendant la *«drôle de guerre»*. À son instar en effet, ils ont admirablement compris *«la prévalence du résultat psychique, l’importance fondamentale du facteur humain»* que l’on peut manipuler par la propagande. L’une de leurs méthodes favorites consiste à culpabiliser l’adversaire de manière à lui faire baisser la garde sans combats.

Mais les parentés entre la stratégie hitlérienne et la stratégie soviétique jettent le doute sur cette dernière, dont l’efficacité à court terme n’est pas nécessairement gage de victoire à long terme. Guitton récuse la prétention hégéliano-marxiste à élucider et à piloter intégralement les lois de l’histoire, tâche qui excède la raison humaine. Cette prétention est certes un formidable outil de propagande, mais elle ne produit au fond qu’*«une connaissance inférieure, artificielle et illusoire»* détournant l’homme de *«la recherche ouverte, désintéressée, laborieuse du réel, toujours complexe, multiforme, inattendu»*. Elle aboutit donc à *«primariser l’intelligence»*, ce qui *«à la longue ne peut avoir que des effets nocifs, puisque l’esprit doit se soumettre à la réalité et non pas soumettre la réalité à ses lois»*.

En outre, la dialectique hégéliano-marxiste a des conséquences morales désastreuses, car elle permet de *«diviniser tel état de fait ou de force, en assurant que cet état a une valeur secrète comme moment nécessaire d’une évolution nécessaire dans une Histoire nécessaire»*. Or *«une méthode qui nie pratiquement les Valeurs ultimes ne peut pas longuement réussir»*, mais se désigne tôt ou tard à la réprobation universelle. Vingt ans après, de fait, la chute du mur de Berlin scellait la fin du système soviétique, mort de son autisme et vomi par tous ceux qui gémissaient sous son joug.

On se tromperait lourdement en n’attribuant plus aux analyses de Guitton qu’un intérêt historique, car outre que le cadavre du communisme bouge encore, d’autres messianismes dévoyés sont et seront toujours à l’œuvre. L’islamisme, par exemple, procède lui aussi d’une confusion entre le temporel et le spirituel en ce qu’il prétend réaliser sur terre le royaume des cieux. Comme l’hégéliano-marxisme, il ne pense pas la politique dans sa finitude mais en fait le théâtre d’un *jihad* à mort entre deux principes radicalement incompatibles, dont l’enjeu est la domination du monde entier. Force est malheureusement de constater que les États-Unis lui ont emboîté le pas: leur prétention messianique à imposer partout la démocratie n’a fait que renforcer l’islamisme. Quant au capitalisme débridé, ses liens historiques avec le darwinisme social pérennisent l’idée que la vie n’est qu’un interminable combat. La leçon de Guitton garde donc toute son actualité: *«Dans un monde sans croyances et sans valeurs communément admises, la guerre risque de devenir un phénomène déréglé sans commencement déclaré, sans terme signifié, sans contrôle et sans lois».*

# Philosophie de la dissuasion à l’ère nucléaire

Dans son dernier essai, Guitton s’attaque à la stratégie nucléaire, dont il tente de préciser le sens par comparaison avec la stratégie classique. Comme l’a montré Clausewitz, toute stratégie a pour objet de *«compenser l’écart»* entre l’intention initiale du général et la réalité imprévisible des événements. Elle y parvient subjectivement par le biais des forces morales, qui permettent de tenir face à l’adversité, et objectivement par des *«dispositions contre-aléatoires»* telles que l’existence de réserves ou la possibilité de se replier. Aléas et contre-aléas peuvent et doivent être appréhendés à travers le calcul des probabilités, qui constitue donc le cœur de la stratégie. Le stratège calcule le probable pour ne pas être surpris et ruse pour *«altérer chez l’ennemi le calcul du probable»*, c’est-à-dire pour le surprendre.

Le probable n’est pourtant pas certain, de sorte que la décision stratégique reste toujours un pari. Selon Guitton, *«l’art du pari est d’annuler le risque en prenant le temps pour allié»*. Un pari bien combiné offre en effet deux issues: soit le succès immédiat, soit un revers qui ne compromet pas un succès ultérieur, ou mieux qui le favorise. Ainsi le général battu qui fait retraite multiplie-t-il *«les chances de voir l’adversaire s’épuiser en prolongeant ses lignes de ravitaillement»* tandis que lui-même raccourcit les siennes, c’est-à-dire se renforce. En ce cas, le poursuivant va *«de victoire en victoire jusqu’à la défaite»*, le poursuivi *«de défaite en défaite, jusqu’à la victoire»*.

Mais les choses changent avec l’apparition de l’atome. *«La stratégie nucléaire ne dispose pas de report à l’avenir. Elle n’est pas un jeu sur les longues durées. Les guerres presse-boutons pourraient durer un quart d’heure»*, et un pari perdu y aurait des conséquences irrémédiables. Guitton se tourne donc vers le philosophe par excellence du pari, Blaise Pascal, mathématicien de génie qui développa le calcul des probabilités à propos des jeux de société et théologien qui l’appliqua ensuite au Salut, équivalent dans l’Au-delà du gain au jeu ici-bas. La différence est que ce dernier est un enjeu fini et le Salut un enjeu infini. Or, *«les problèmes de pari se modifient du tout au tout si j’introduis dans le pari une quantité infinie»*. Les libertins auxquels s’adresse Pascal savent fort bien hasarder leur argent au jeu lorsqu’ils ont une chance raisonnable de gagner une somme supérieure, mais refusent de réfréner leurs instincts déréglés en prévision d’un Salut hypothétique. Pascal y voit une étrange inconséquence, car *«s’il y a l’infini à gagner ou à perdre et le fini seulement à hasarder, alors il est raisonnable de donner le fini pour espérer l’infini».*

La bombe atomique est justiciable du même raisonnement, quoiqu’en sens inverse. Avec elle en effet, ce n’est plus l’infini positif du paradis mais *«l’infini négatif»* de l’annihilation totale qui s’introduit dans le calcul. *«Et il entraîne l’abolition de ce pour quoi on fait tant de guerres. Le jeu n’en vaut plus la chandelle. La guerre devient le type éclatant et indéniable de l’aberration».* Jusque-là, l’erreur stratégique par excellence était de se fixer des buts infinis, puisque tous les moyens étaient finis; ce fut, on l’a vu, le péché originel de l’hitlérisme. La bombe atomique renverse les données du problème: *«Nul but de guerre, nul espoir de victoire ou de conquête, dès qu’on emploie le moyen infini, qui détruit toute fin»*.

C’est pourquoi la stratégie nucléaire ne peut tendre qu’à la dissuasion. Mais celle-ci repose sur un paradoxe: elle n’est crédible que si l’adversaire pense que je peux sortir de ma posture dissuasive. S’il est certain que je bluffe, il ne se laissera pas dissuader. *«Pour que la guerre absolue n’ait jamais lieu, il faut qu’elle puisse avoir lieu à tout instant»*. Aussi la dissuasion ne doit-elle en aucun cas être considérée comme une garantie définitive contre le risque de guerre. D’ailleurs, en dévalorisant la guerre conventionnelle, elle stimule le recours à la *«petite guerre»*, moyen de contourner la dissuasion en restant théoriquement sous le seuil nucléaire, mais qui peut déclencher une ascension aux extrêmes conduisant à ce seuil. Le risque est encore plus grand avec les armes bactériologiques, également mentionnées par Guitton, car *«à partir du moment où la guerre n’est plus une ordalie soumise à des conventions, toute forme d’extermination est possible»*.

Enfin, la dissuasion nucléaire ne peut fonctionner qu’entre partenaires décidés à ne pas se suicider. *«Mais supposons qu’intervienne un troisième partenaire qui n’admette plus ce postulat tacite, soit parce qu’il désire la mort, soit parce qu’il croit à une chance d’obtenir l’infini. Une police peut protéger un chef d’État dans tous les cas, sauf si l’assassin a fait le sacrifice de sa vie. On ne peut se protéger contre Ravaillac».* Guitton tente de définir le profil de ce perturbateur. Il peut s’agir d’un pays menacé de surpopulation, n’ayant le choix qu’entre *«la mort par la faim et la fin par la mort»*, voire pouvant espérer conserver au terme de la guerre nucléaire un restant de population suffisant pour conquérir toute la planète. Il peut aussi s’agir d’acteurs ayant sombré dans le nihilisme, car si *«l’existence est absurde»*, grande est la tentation *«de se réfugier dans le néant et d’y entraîner les autres».*

Guitton ne met aucun visage sur le premier perturbateur, mais il songe manifestement à la Chine. Pour le deuxième, il se réfère explicitement au vide de valeurs qui mine la jeunesse occidentale et qu’a révélé la crise de mai 1968. Le propos demande à être actualisé, mais il n’est pas dépassé: la faim rôde toujours sur notre humanité, où par ailleurs les armes de destruction massive se démocratisent, et les mises en garde de Guitton contre les conséquences du nihilisme occidental n’étaient pas vaines, comme le confirment les carnages récurrents commis par des adolescents dans leurs lycées ou l’attentat au sarin dans le métro de Tokyo. L’islamisme, quant à lui, combine ces deux ordres de problèmes: à la base, il recrute dans des milieux tellement déshérités que l’attentat-suicide y apparaît comme un moindre mal, surtout s’il donne directement accès au paradis (caricature démoniaque du pari de Pascal); au sommet, il reflète sans doute moins les certitudes religieuses de ses idéologues que les doutes d’un islam de plus en plus battu en brèche par la modernité. Comme chacun sait, la jeunesse de Ben Laden a eu pour cadre l’Occident soi-disant libéré des années 1970… Non, le livre de Jean Guitton n’a malheureusement rien perdu de son actualité.

## Articles d’intérêt général



Première guerre du golfe

(août 1990-février 1991)



*Par le Lieutenant-colonel Philippe Coquet*

**L**a crise du Golfe, causée par l’invasion du Koweït par l’Irak, est par bien des aspects la première crise de l’après-guerre froide. Elle replonge le monde pour sept mois, dont six semaines de conflit armé, dans une atmosphère de guerre, déterminée à la fois par la volonté de Bagdad de s’assurer le leadership du monde arabe, et par la nécessité pour l’Occident industrialisé de protéger le «grenier à pétrole» du Golfe persique. L’ampleur de la riposte américaine à l’invasion est la première illustration effective de ce que pourrait être le «leadership» américain dans ce nouvel environnement. En effet, le système international réagit à la crise d’une manière nouvelle. La coopération soviéto-américaine indique en particulier ce que sera la place effective, nécessairement plus réduite que par le passé, de l’Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) dans le système international. De plus, le recours intensif au Conseil de sécurité et à la Charte laisse espérer une réactivation du rôle de l’Organisation des Nations Unies (ONU) dans le maintien de la sécurité internationale. Pour Washington, cette crise contribue à jeter les fondements d’un nouvel ordre international, et d’abord à décourager les ambitions libérées par le reflux de la capacité de contrôle qu’avaient les deux superpuissances sur les conflits locaux. Élément capital, les Grands s’entendent sur l’essentiel: ne pas utiliser une crise régionale pour alimenter en tensions le système international.

L’acceptation d’un cessez-le-feu par l’Iran en 1988 avait, du point de vue de l’Irak, confirmé sa victoire, c’est-à-dire le bien-fondé des options de son président – même si, sur le terrain, la situation n’est pas très différente de celle qui prévalait en 1980. Le pays se trouve alors dans une situation ambivalente. Son potentiel militaire ayant été singulièrement renforcé par le long conflit avec l’Iran, Saddam Hussein entend s’en prévaloir pour mener une politique de puissance régionale dans le Golfe, mais également sur le terrain israélo-arabe. Il espère une nouvelle fois le soutien des monarchies du Golfe, qui ont financé sa guerre contre l’Iran. Aussi exige-t-il l’abrogation de la dette ainsi qu’une aide à la reconstruction, une sorte de «prix du sang» pour un pays qui fut le rempart des régimes locaux face à la menace de déstabilisation iranienne. De surcroît, Saddam Hussein est convaincu que le Koweït et les Émirats, dont la surproduction pétrolière fait baisser les cours, mènent contre son pays une véritable guerre économique. Dans cette perspective, les vieilles revendications territoriales irakiennes sur les îles de Bubyan et Warda sont ravivées. Entamées à partir du mois de janvier 1990, les négociations entre Koweïtiens et Irakiens n’aboutissent pas, malgré l’entremise secrète du roi Hussein de Jordanie.

Peu à peu, l’inquiétude perce, alimentée par une série de rumeurs et de faits inquiétants: le 5 avril 1989, Saddam Hussein adresse une mise en garde à Israël contre toute agression qui prendrait pour cible les installations irakiennes; le 15 septembre, un journaliste britannique, accusé d’espionnage, est arrêté puis exécuté; le 7 décembre 1989, Bagdad annonce le lancement réussi d’une fusée à trois étages. Les Israéliens assurent que les Irakiens sont à deux ans de produire une bombe atomique; en avril 1990, on saisit à Londres des «krytons» (détonateurs atomiques) tandis que l’affaire du «super canon», dont des éléments constitutifs sont interceptés en Europe, défraye la chronique…. Ces éléments, sur fond de prolifération nucléaire, balistique et chimique, entraînent une vive tension avec la Grande-Bretagne et les États-Unis.

À partir du 2 août 1990, à l’aube, les forces irakiennes envahissent brutalement le petit émirat de la dynastie Al Sabah. Le calcul irakien est, selon toute probabilité, d’opérer une action soudaine au cœur même du Koweït conduisant à l’arrestation des membres de la famille princière et à leur remplacement par un gouvernement plus compréhensif – le pays étant censé devenir un «satellite» irakien disposé à lui accorder accès maritime et financement pour sa reconstruction. Toutefois, la famille princière réussit à se réfugier à temps à l’ambassade des États-unis à Koweit-city et, de là, en Arabie Saoudite. L’opposition nationaliste et démocratique koweïtienne, qui jusqu’alors menait une opposition active à l’autoritarisme de la famille régnante, choisit de s’opposer à l’invasion irakienne plutôt que de collaborer avec elle. De plus, les États-Unis réagissent avec une grande fermeté, décidant l’envoi immédiat de troupes en Arabie Saoudite, appelant à un retrait irakien inconditionnel du Koweït et suggérant même par moments une volonté d’utiliser la crise pour renverser le régime de Saddam Hussein. Cette position est renforcée par une condamnation non moins ferme de Bagdad par Moscou, par les pays européens et par une douzaine de pays arabes hâtivement réunis au Caire à l’instigation de Washington. Le comportement des autorités irakiennes confine à partir de là à une fuite en avant: annexion de l’Émirat, utilisation de civils étrangers comme boucliers humains, concessions à l’Iran, dumping pétrolier. Sur le plan du discours, Bagdad multiplie les registres: appel au nationalisme arabe et à l’Islam, évocation du clivage Nord-Sud et la défense de la paix, du «traitement particulier» de l’Irak. Pour autant, si la position irakienne rencontre des échos assez larges en terre arabe, tout particulièrement au sein des opinions publiques, les réactions internationales ont tendance à être unanimes dans leur hostilité. La rhétorique de la «guerre juste» occupe ainsi une place de choix dans les discours officiels.

La résolution 660 du Conseil de sécurité de l’ONU exige le retrait immédiat et inconditionnel de l’Irak, alors que la Ligue arabe condamne l’agression irakienne; suit la résolution 661, qui décrète un boycottage général, commercial, financier et militaire de l’Irak. Le 7 août, les États-Unis déclenchent l’opération «Bouclier du Désert» afin de protéger l’Arabie saoudite. En octobre, avec le soutien des Nations Unies, ils parviennent à assembler une vaste coalition armée occidentale et arabe (près de 700.000 soldats dont 500.000 américains, provenant de 26 pays dont la France, la Grande-Bretagne, l’Égypte et la Syrie, 4.000 chars et 1.500 avions); ils jugent alors que seul le recours à la force armée permettra d’évacuer le Koweït. Le 29 novembre, le Conseil de sécurité adopte la résolution 678 autorisant les Alliés à «user de tous les moyens nécessaires», après le 15 janvier, pour contraindre l’Irak à se retirer du Koweït. À partir du mois d’octobre, l’opération «Tempête du Désert» est mise au point et planifiée en deux phases: une aérienne, dont on espère que l’ampleur contraindra Saddam Hussein à l’abandon, puis une phase aéroterrestre si cela ne devait pas être le cas. Parallèlement, on offre au président irakien une porte de sortie honorable mais ces entretiens, et d’autres plus discrets (coté français notamment), restent sans effet.

Le 17 janvier, dans la nuit, l’offensive aérienne débute et durera jusqu’au 24 février. Aux bombardements massifs, les Irakiens répliquent par des tirs de missiles Scud, y compris sur Israël. D’ultimes tentatives diplomatiques sont lancées, du côté iranien (2 février 1991) et surtout soviétique. Le 22 février, rejetant le plan de paix proposé, George Bush lance un ultimatum à l’Irak. En l’absence de réactions de Bagdad, le 24 février, les forces terrestres alliées lancent leur opération contre l’armée irakienne stationnée au Koweït. En moins de quatre jours, l’Émirat est libéré. Le 28, Tarek Aziz, au nom de l’Irak, accepte sans condition les douze résolutions du Conseil de sécurité. Un cessez-le-feu entre alors en vigueur. Si la bataille en elle-même fut brève, violente et à sens unique, la coalition – en particulier les États-Unis – semble avoir éprouvé un certain nombre de difficultés qui ne sont apparues au grand jour que très progressivement après le conflit; en outre, Saddam Hussein est resté au pouvoir à Bagdad.

Indéniablement, la guerre du Golfe de 1991 constitue un laboratoire pour les nouveaux systèmes d’armes et les doctrines d’emploi des forces armées américaines. Elle marque l’entrée dans l’ère de la haute technologie (drones, missiles de croisière, avions furtifs, munitions «intelligentes», systèmes GPS…), dans laquelle l’un des adversaires possède une image claire des événements, alors que l’autre est rendu sourd, muet et aveugle. Pour la première fois, les forces aériennes, et non plus les forces terrestres, jouent le rôle prédominant. Outre le fait qu’il permet de conjurer de façon magistrale le syndrome vietnamien, le conflit représente un test pour la doctrine Powell de l’«engagement décisif», ainsi que pour la coopération interarmées quelques années après le vote du «*Goldwater-Nichols Act»* de 1986, évoqué ci-dessous.

La Doctrine Powell, née de l’expérience vietnamienne et des déconvenues militaires des années 1970, consiste en de nouveaux principes d’engagement dans une intervention militaire. Ceux-ci se résument à une série de critères à respecter avant d’engager la puissance militaire américaine (objectifs bien définis, menace avérée contre les intérêts vitaux du pays, évaluation des risques, coûts et conséquences, durée limitée et soutien public). D’après cette doctrine, toutes les ressources et capacités disponibles doivent être utilisées en cas de conflit, afin submerger l’ennemi, et donc de minimiser les pertes américaines et de forcer une capitulation rapide de la partie la plus faible. Si, pendant le conflit du Koweït, les forces irakiennes furent défaites au prix de pertes étonnamment basses par la coalition, cette même doctrine empêcha toute gesticulation militaire préalable au déclenchement de la crise de la part de l’Administration Bush. Ainsi, elle explique en partie que la politique de dissuasion vis-à-vis de l’Irak ait échoué. De surcroît, cette doctrine contribua fortement à la décision de mettre fin aux hostilités de façon prématurée après cinq jours d’offensive terrestre. Cette obsession à en finir rapidement et à ne pas se laisser «embourber» dans un soutien aux insurgés du sud de l’Irak limita l’aptitude de la puissance américaine à imposer les conditions souhaitées pour l’après-conflit dans la région.

Quant au «*Goldwater-Nichols Act»*, il a complètement réorganisé la structure de commandement des forces armées américaines à la fin des années 1980. Le conseil militaire se trouve centralisé par le président du Comité des États-majors interarmées en opposition aux chefs de chacune des armées et services. Cette restructuration permet en théorie de combiner les efforts, d’avoir un planning intégré, des ressources partagées et une réduction ou une élimination de la rivalité interservices entre les commandants. Or, il est désormais connu que les «différences culturelles» existant entre les diverses armées et en leur sein même et le style de commandement très décentralisé du commandant de théâtre ont contribué à l’échec de la stratégie visant à détruire la garde républicaine irakienne. Le problème fut par ailleurs amplifié par la mauvaise interprétation faite par la coalition des capacités réelles de l’armée irakienne, précocement révélées par la bataille de Khafji.

Pour ce qui est du potentiel et des limites de la puissance aérienne américaine (106.000 sorties en 42 jours), force est de constater que les succès rencontrés permirent à l’offensive terrestre de se dérouler avec une sérénité certaine. Cependant, au regard des succès irakiens en matière de déception, de camouflage et de dissimulation de l’étendue de leurs capacités nucléaires, chimiques ou balistiques, on peut dire aujourd’hui que la campagne aérienne ne fut pas parfaite et ne permit pas à l’Air Force de réaliser son rêve de victoire par la seule puissance aérienne. Les efforts budgétaires importants consentis sous l’Administration Reagan ont certes permis aux forces américaines d’utiliser des systèmes d’armes à la pointe de la technologie. Cependant, si la technologie fut parfois défaillante, ce sont surtout certains «trous capacitaires» inattendus qui furent révélés par les opérations. Dans toutes les composantes, de petits programmes de cohérence opérationnelle avaient fait les frais de la course à la sophistication et furent «oubliés»: les capacités de déminage terrestre et maritime, les systèmes de transmission parfois peu adaptés voire incompatibles….

Ce n’est pas la seule nuance à apporter au succès des armes de la coalition. La campagne du Koweït contribua à créer dans l’opinion publique et les médias, tout comme dans les cercles de la défense, de nouvelles attentes – illusoires – concernant les pertes humaines. La thématique d’une «guerre propre» faisant la part belle aux «frappes chirurgicales» à base d’armes «intelligentes» se répandit dans l’opinion. Supervisant les campagnes aériennes et terrestres, le général Powell et les officiels de la Maison-Blanche s’attachèrent non seulement à limiter les pertes militaires amies (235 tués) et les victimes civiles, mais également les pertes des forces irakiennes. D’après différentes sources, les morts irakiens sont pourtant estimés entre 50 et 150.000… Ce facteur a contribué à ce que la coalition décide de conclure l’offensive terrestre avant que la destruction de la garde républicaine de Saddam Hussein ne soit achevée, et refuse d’aller jusqu’à Bagdad.

Enfin, l’Administration a souvent fait preuve d’hésitations et d’ambiguïtés quant à l’objectif politique recherché. Sur ce point, il est révélateur qu’il ait été décidé d’arrêter les opérations de façon hâtive, après cent heures d’offensive terrestre, alors que la confusion du combat n’était pas encore levée. De plus, le président Bush et ses conseillers écartèrent l’option d’une occupation de Bagdad, arrêtèrent leurs forces avant la destruction de la garde républicaine et ne protégèrent ni n’armèrent les insurgés. Les ambiguïtés sur le règlement de l’après-guerre apparurent au grand jour lorsque l’Administration se prononça en faveur d’un maintien des sanctions économiques jusqu’à ce que Saddam Hussein quitte le pouvoir. Or, le départ du leader irakien ne devint un objectif avoué de Washington qu’après le désengagement des forces de la coalition. De même, dix-huit mois après avoir abandonné les Chiites à leur sort au sud de l’Irak, l’Administration Bush fit machine arrière et mit en place une zone d’exclusion aérienne au-dessus du sud du pays afin de les protéger.

Au final et de façon assez paradoxale, il apparaît que le président américain n’est pas parvenu à exploiter les bénéfices d’une victoire pourtant éclatante. Si cela avait été le cas, sans doute aurait-il pu déterminer un ordre du jour différent dans la région et façonner le cours des événements – selon ses propres termes. Bien que le recul historique manque encore pour avancer une telle affirmation, on peut supposer que les germes de la guerre en Irak de 2003 se trouvent dans la fin prématurée de celui de 1991.

**Israël – Hezbollah:**

**la fin des illusions stratégiques?**



*Par le Commandant Jean-Patrice Le SAINT,*

*officier rédacteur de la division «concepts»,*

*du Centre d’études stratégiques aérospatiales*

**Cet article, écrit au printemps, revient sur la guerre de l’été 2006. S’appuyant en particulier sur des témoignages recueillis lors d’un déplacement en Israël dans le cadre d’une rencontre entre l’ÉMAA[[7]](#footnote-7) et son homologue israélien, l’auteur s’attache à remettre en cause certaines idées reçues, en particulier quant aux effets d’une stratégie « tout aérienne ».**

**L**e 12 juillet 2006, un commando du Hezbollah infiltre la frontière nord de l’État d’Israël pour y mener un coup de main qui conduira à l’enlèvement de 2 soldats de Tsahal, et à la mort de 8 autres. Cette provocation, jugée inacceptable par l’État hébreu, constitue l’élément déclencheur d’une vaste offensive qui, du 12 juillet au 14 août, visera à éradiquer définitivement la capacité de nuisance de la milice chiite. À l’issue de 34 jours de combats, la situation se stabilise sur un *statu* *quo* imposé par la communauté internationale. «Guerre ratée, sans être perdue»[[8]](#footnote-8) par Tsahal, cette 6ème confrontation Israélo-arabe conforte dans le même temps l’aura du Hezbollah dans la sphère islamiste combattante. S’il est impossible de désigner clairement le véritable vainqueur, le Liban, durablement saigné à blanc, est sans aucun doute le grand perdant dans ce conflit.

Les opinions publiques ont retenu de la guerre Israël-Hezbollah qu’elle avait été marquée par un emploi massif de la force, sans que celle-ci permette d’obtenir de résultats décisifs, et au prix de destructions humaines et matérielles excessives. Le recours prépondérant à la puissance aérienne, sur toute la durée des opérations, signerait en outre son inadéquation au contexte. À l’heure du bilan, les experts dénoncent les incohérences d’une doctrine consacrant l’ascendant de l’arme aérienne, et les limites de la haute technologie, dont on sait qu’elle constitue le fer de lance de la «transformation» de Tsahal. La guerre de l’été 2006 serait-elle la charnière d’un nouveau paradigme dans la conduite des opérations de coercition de force?

Tenter de répondre à la question relève de la gageure. Au-delà des faits permettant de reconstituer l’articulation de cette confrontation, le bilan objectif et les enseignements tirés varient sensiblement d’une source à l’autre. Le jeu des analyses à froid conduit à des conclusions différentes, et souvent partisanes. Il est néanmoins possible, en replaçant l’engagement de Tsahal dans son contexte, de relativiser certaines idées reçues, et de dégager des pistes de réflexion susceptibles d’éclairer notre approche des opérations de demain.

# Genèse d’une guerre annoncée

L’«événement» du 12 juillet, jugé bénin au regard de la réaction disproportionnée de Tsahal, a été vite perçu comme l’alibi d’une guerre préparée de longue date. Effectivement, l’évolution du contexte géopolitique au Proche-Orient et de la situation intérieure en Israël rendait la guerre inéluctable.

L’antagonisme Israël-Hezbollah est ancien. Sans remonter à la création du «Parti de Dieu», en 1982, les bombardements de harcèlement du Hezbollah contre le nord d’Israël conduisent Shimon Peres à lancer en 1996 l’opération «Raisins de la colère». Le bombardement de Canaa, qui déclenche un drame humanitaire (100 victimes civiles) contraint Tsahal à interrompre immédiatement son offensive. Peres négocie un cessez-le-feu avec le Hezbollah, considéré de fait comme un interlocuteur légitime, et accepte sa présence sur la zone frontalière.

En 2000, Ehud Barak ordonne à Tsahal de se retirer du Sud-Liban. En contrepartie de ce renoncement à son ancienne «zone de sécurité», Israël s’arroge implicitement le droit de frapper tout auteur d’une éventuelle agression à sa frontière nord. Au Liban, le Hezbollah instrumentalise ce départ comme une fuite, et se pose comme celui qui est parvenu à chasser Israël. À partir de cette époque, la milice, qui jouit d’un prestige certain dans la zone, à majorité chiite, renforce ses capacités de combat. Elle arme et entraîne des milliers de combattants, et constitue un réseau de bunkers souterrains, équipés pour soutenir des sièges de longue durée. Cette montée en puissance n’échappe pas à Tsahal mais, pour l’heure, Israël concentre son attention sur un autre front. Il s’agit en effet de faire face à la seconde intifada, lancée à l’automne 2000, et dont Israël viendra à bout en 2002 (opération «Rempart»).

La période 2002-2005 est consacrée au processus de paix, à la mise en œuvre du démantèlement des colonies israéliennes à Gaza, et à la préparation d’un projet analogue en Cisjordanie. Ici encore, Sharon ne concède ce sacrifice qu’au prix de la possibilité de riposter plus fort à toute «provocation». Au Liban, la résolution 1559 du Conseil de sécurité des Nations Unies[[9]](#footnote-9) prescrit le départ des troupes d’occupation syriennes[[10]](#footnote-10), et le démantèlement de toutes les milices, sous contrôle libanais. Le Hezbollah saisit le prétexte des fermes de Chebaa[[11]](#footnote-11), dont l’occupation par les troupes israéliennes est montrée comme illégale, pour ne pas obéir.

Début 2006, le contexte général s’assombrit. Le Hamas palestinien, qui ne cache pas ses liens avec le Hezbollah, rejette la feuille de route du processus de paix et, fort de son succès aux élections législatives, constitue un nouveau gouvernement. En Iran, le président Ahmadinejad annonce qu’il va «rayer Israël de la carte». La Syrie, un moment déstabilisée par sa perte d’influence au Liban, se raidit. Et le Hezbollah arme massivement, en prenant livraison de plus de 10.000 fusées et roquettes d’origine russe (*Katiouchas*) ou iraniennes (*Fajr* ou *Zelzal*). Au printemps, le Hamas et le Hezbollah prennent Israël en étau, en effectuant des tirs sporadiques à l’encontre de cibles civiles, afin de contraindre Tsahal à une riposte qui le prendra au piège des dommages collatéraux, et de faire perdre à Israël le bénéfice de ses acquis stratégiques et diplomatiques des années précédentes, tout en faisant diversion vis-à-vis de l’Iran.

Il est bien clair aux yeux de tous que, sous peine de perdre la face dans la région, Israël devra réagir avec l’intensité justifiée par ses renoncements passés. Cette option est d’autant plus évidente qu’au sein de l’État hébreu, les dernières années ont vu de profondes mutations. Le sionisme, fondement traditionnel de l’identité nationale, accuse un recul sensible. Les retraits unilatéraux ont fait l’objet de vives contestations, y compris au sein de l’armée. Le moral de Tsahal, autre force structurante en Israël, est au plus bas. Dans l’esprit des hauts décideurs politiques et militaires, une «bonne guerre» serait à la fois en mesure de permettre à Israël de montrer sa détermination, de refaire la cohésion de Tsahal et, au-delà, de ressouder la population derrière son armée. Il ne reste plus qu’à attendre l’événement déclencheur. L’incident du 12 juillet place Israël en état de légitime défense. La guerre attendue peut avoir lieu…

**Cohérence du «tout aérien»[[12]](#footnote-12)**

Du point de vue des militaires israéliens, le Hezbollah, qui dispose d’une organisation fortement structurée, de capacités de commandement, et de moyens d’action stratégiques et tactiques, est en premier lieu considéré comme une force armée. Il est aussi un mouvement pesant sur la scène politique libanaise: les élections du printemps 2005 lui ont offert 35 places au parlement, 2 hezbollahis siègent au gouvernement[[13]](#footnote-13), et son activisme socio-économique lui assure de réelles sympathies au sein de la population. Il est ainsi un État dans l’État. Sa neutralisation semble donc cohérente avec une approche systémique traditionnelle. Mais le Hezbollah est également un mouvement de guérilla, qui n’hésite pas à recourir à des modes d’action terroristes[[14]](#footnote-14) pour frapper indistinctement les populations civiles. La riposte doit donc être «sans pitié»; le nom de l’opération («Changement de direction») signe l’arrêt des concessions diplomatiques et la détermination israélienne.

Pourtant, les résultats décisifs doivent être obtenus rapidement. Israël n’ignore pas qu’au moindre faux pas, son engagement, pour légitime qu’il soit au départ, suscitera l’opprobre de la communauté internationale. En outre, le peuple hébreu n’est pas disposé à payer le prix du sang. Le souvenir du «bourbier libanais», qui a causé la perte de 1.280 soldats entre 1978 et 2000, est prégnant[[15]](#footnote-15). La population est lassée par l’état de guerre incessant, et les mères ne sont en majorité plus disposées à consentir le sacrifice de leurs enfants à Israël[[16]](#footnote-16).

Aux yeux du haut commandement militaire, la seule option permettant de concilier l’atteinte des objectifs de guerre et la maîtrise des pertes humaines consiste à mener des attaques parallèles, visant simultanément à neutraliser le leadership du Hezbollah, réduire son potentiel de combat et son aptitude à durer. Elle passe par la destruction de ses centres de commandement, de ses entrepôts, de ses capacités de nuisance stratégiques (roquettes). Elle nécessite aussi, au plan tactique, de circonscrire la menace avant de l’éradiquer définitivement, ce qui suppose de la priver de tous les moyens concourant à son flux logistique.

De par les possibilités offertes par la puissance aérienne, le choix d’une stratégie privilégiant l’emploi de l’aviation semble le plus à même de remplir ces objectifs, et ce d’autant qu’il est cohérent avec la nouvelle doctrine de Tsahal, et avec les plans élaborés de longue date et sans cesse actualisés.

La doctrine de contre-guérilla israélienne, dite du «vautour contre le serpent», fait en effet de l’armée de l’air la force offensive (les vautours), censée détruire les guérillas (les serpents), où qu’elles se trouvent. Tandis que les avions de combat détruisent leurs places fortes, les hélicoptères se chargent de leurs combattants, et les drones assurent le ciblage. Les forces de surface assurent l’imperméabilité des frontières et, au besoin, mènent des incursions rapides en territoire hostile pour neutraliser les poches de résistance qui auraient échappé à la puissance aérienne[[17]](#footnote-17). Par ailleurs, un plan d’enveloppement du Sud-Liban est élaboré dès 2001, à l’initiative de Sharon. Faisant la part belle à la Heyl Ha’Avir[[18]](#footnote-18), ce plan prévoit de redonner à Tsahal l’avantage sur le terrain, en combinant bombardements aériens, raids aéroportés et opérations amphibies[[19]](#footnote-19).

Le chef du gouvernement israélien, Ehud Olmert, et son ministre de la Défense, Amir Peretz, ne disposent ni l’un, ni l’autre du bagage culturel leur permettant de juger de la pertinence des options militaires proposées. Ils se reposent donc entièrement sur leur chef d’état-major, Dan Haloutz. Ce dernier, nommé en 2005, est un pilote de chasse formé à l’école de Warden. Convaincu de la suprématie de *l’Airpower*, il défend sans réserve un plan dont les bases ont été posées plusieurs années avant son accession aux responsabilités suprêmes. Toutefois, sans se prononcer sur sa pertinence ni préjuger des résultats, l’histoire est là pour montrer qu’il ne s'agissait pas d’un plan inconsidéré, monté dans la précipitation[[20]](#footnote-20), mais d’un choix porté par l’analyse stratégique de l’adversaire, les attendus de la population israélienne (gouvernement compris), et l’héritage des remaniements doctrinaux.

# Pour quels résultats?

La doctrine du «vautour contre le serpent» ne produit pas les effets escomptés. Par un ciblage efficace, l’armée de l’air parvient à réduire les capacités identifiées de commandement, à couper le Hezbollah de l’extérieur (mise en place d’un blocus aérien, terrestre et naval) et à réduire au silence les fusées *Zelzal* qui, fait inédit dans l’histoire israélienne, faisaient peser une menace sur 90 % du territoire. Mais le bombardement de cibles civiles, dont l’aéroport de Beyrouth, jette un lourd discrédit sur Tsahal, définitivement blâmé après la «bavure» de Canaa, le 30 juillet, qui occasionne plusieurs dizaines de victimes, dont des enfants[[21]](#footnote-21). En outre, l’offensive israélienne ne parvient pas à bout des tirs de roquettes à courte portée *Katioucha* qui continueront à s’abattre sur le nord d’Israël jusqu’à la fin des hostilités, à la cadence moyenne de 150 à 200 frappes journalières[[22]](#footnote-22).

Sous la pression de la mobilisation de la communauté internationale, qui œuvre à la mise en place d’un cessez-le-feu, et alors qu’en Israël de nombreuses voix s’élèvent contre l’action du gouvernement, Tsahal lance le 11 août 45.000 hommes dans la bataille. Mal équipés, mal entraînés, victimes de nombreuses incertitudes dans l’élaboration et la transmission des ordres, ces soldats de la dernière heure ne parviennent pas à emporter la décision. Le 14 août, lorsque l’arrêt des combats prend effet, les buts de guerre initiaux n’ont pas été atteints: les 2 soldats capturés le 12 juillet n’ont pas été libérés, les tirs du Hezbollah n’ont pas cessé, aucun de ses chefs n’a été capturé ou tué. En première analyse, «Changement de direction» s’apparente à un fiasco militaire. Peut-on pour autant conclure à un échec israélien?

Incontestablement, le coût humain de l’opération est conséquent. Le bilan fait état, pour Israël, de 121 soldats tués au combat, et 750 blessés ce qui, rapporté à l’échelle de l’État hébreu, est considérable[[23]](#footnote-23). Au-delà, le préjudice moral est lourd pour Tsahal: l’armée réputée invincible n’est pas parvenue à remplir sa mission fondamentale de sanctuarisation du territoire national. Les 34 jours de guerre auront donc poursuivi l’érosion de son image au sein de la société. Mais, plus grave encore, le peuple israélien traverse une lourde crise de confiance à l’égard de ses dirigeants politiques et militaires qui, ayant affiché un excès de confiance, ont fait la preuve de leur incompétence dans la défense des intérêts supérieurs de l’État. À l’extérieur, l’évolution de la situation est de nature à susciter l’inquiétude. Tandis que l’Iran continue à défier la communauté internationale, en poursuivant la mise en place de sa capacité nucléaire, le Hezbollah s’impose au sein du monde arabe comme la force qui a su mettre la meilleure armée de la région en échec. Son leader, Hassan Nasrallah, fait figure de nouveau Saladin.

De nombreux militaires, en particulier les aviateurs, ne comprennent pas. Ils ont rempli avec un professionnalisme remarquable les objectifs qui leur ont été assignés. Ils ont la sensation d’une victoire méritée, volée par l’infortune[[24]](#footnote-24), confisquée par les politiques qui, en consentant à l’arrêt des combats, ne leur ont pas permis d’aller au bout de leur mission. Pourtant, même si le Hezbollah n’a pas été anéanti dans l’intervalle, son potentiel a été considérablement touché. Son réseau d’infrastructures (bureaux, institutions, bunkers) aurait été détruit à 70 %, ses combattants d’élite (2.000 hommes) éliminés au tiers[[25]](#footnote-25). Quant aux «fameuses» fusées, de source israélienne[[26]](#footnote-26), outre les *Zelzal*, les *Fajr* de moyenne portée ont été efficacement prises en compte par l’aviation[[27]](#footnote-27). Enfin, par une veille aérienne permanente, assurée en particulier par une vingtaine de drones, et la mise en œuvre particulièrement efficace de procédures TST[[28]](#footnote-28), Tsahal a pu interdire l’approvisionnement logistique du Hezbollah par l’extérieur du Liban (fermeture des voies de communication terrestres et maritimes).

Par ailleurs, le bilan de «Changement de direction» ne peut s’analyser qu’en regard des objectifs politiques. Comme l’a rappelé Ehud Olmert dès le 14 juillet, les buts de guerre dépassaient largement la libération des soldats capturés. Il s’agissait aussi d’obtenir l’application effective de la résolution 1559, donc de «faire pression»[[29]](#footnote-29) sur le gouvernement de Fouad Siniora et sur la communauté internationale. De ce point de vue, même si le *statu* *quo* est fragile[[30]](#footnote-30), l’avancée stratégique est indéniable. Israël est parvenu à faire du Hezbollah une préoccupation internationale, à sécuriser sa frontière nord par la mise en place d’une force d’interposition renforcée et le retour de l’armée libanaise et, indirectement, à permettre au Liban de recouvrer sa souveraineté sur l’ensemble de son territoire. Enfin, Nasrallah a été surpris par la violence et l’ampleur de la riposte israélienne; de son propre aveu, l’incident du 12 juillet n’aurait pas eu lieu s’il avait pu en mesurer les conséquences[[31]](#footnote-31).

# Le procès de Tsahal

La guerre de l’été 2006 donne lieu, en Israël, à une introspection menée avec franchise. Elle suscite aussi, bien sûr, de nombreux commentaires par les experts du monde entier[[32]](#footnote-32). Dans l’analyse des responsabilités, les critiques, souvent très sévères, se cristallisent principalement sur la personnalité du chef d’état-major de Tsahal, sur les options stratégiques retenues, et sur la pertinence du modèle de «transformation» israélien, qui consacre la prééminence de la haute technologie.

Dan Haloutz se serait, aux dépens d’un pouvoir politique «au mieux inexpérimenté, au pire incompétent»[[33]](#footnote-33), entêté à imposer le recours au «tout aérien». S’il est certain que le général d’aviation a été pétri par la culture stratégique américaine, et qu’il a étudié avec la plus grande attention les opérations aériennes récentes, le verdict ne semble pas, objectivement, recevable. Un exercice interarmées centré sur la même thématique avait en effet eu lieu quelques semaines auparavant; il avait montré la difficulté de «gagner les 300 derniers mètres»[[34]](#footnote-34). En outre, le plan initial de Tsahal prévoyait une campagne aérienne d’une semaine, avant que ne soient engagées des forces terrestres. Le cabinet israélien n’autorisa le déploiement de forces que bien plus tard, malgré les réclamations d’Haloutz[[35]](#footnote-35). Le chef d’état-major de Tsahal n’est donc vraisemblablement pas le «doctrinaire borné» qu’en ont fait les médias et de nombreux analystes.

Le jugement sur les options stratégiques effectivement mises en œuvre par Tsahal doit être tempéré par la prudence. D’une part, le haut commandement n’a pas eu les coudées franches. D’autre part, l’armée israélienne n’a pas pu, en raison du cessez-le-feu, conduire sa manœuvre jusqu’à son terme. Enfin, l’engagement massif des réservistes les derniers jours, avec le désordre que l’on sait, constitue une dérogation aux principes définis dans la doctrine du «vautour contre le serpent».

La campagne israélienne, essentiellement aérienne, n’aurait pas été pleinement concluante. Les résultats politiques et stratégiques obtenus *in* *fine* incitent à nuancer la condamnation. Sur le plan tactique, l’engagement de personnels banalisés, opérant en petits groupes, à couvert, dans un environnement difficile, au sein de la population (relief, milieu urbain) a incontestablement été problématique. Si la puissance aérienne excelle dans le traitement de cibles bien identifiées, ce contexte asymétrique où l’ennemi, placé sous la menace constante d'une frappe aérienne, dissimule ses centres de gravité constitue un défi. Une opération aéroterrestre de ratissage systématique, conduite du fleuve Litani vers la frontière, aurait vraisemblablement permis d’obtenir des résultats significatifs sur le terrain, mais au prix d’un engagement massif, inscrit dans la durée, et payé de lourdes pertes humaines. La guerre contre des «fantômes» est également difficile pour le fantassin[[36]](#footnote-36).

Le bilan comptable des actions aériennes à l’échelon tactique n’est pas sans rappeler les polémiques qui avaient suivi la campagne contre-forces menées par l’OTAN au Kosovo. L’impact réel des frappes de harcèlement contre le Hezbollah ne sera probablement jamais connu. Mais, «dans la guerre des roquettes», nul n’aurait pu faire mieux que l’IAF, la détection des tirs *a* *priori* n’étant pas possible compte tenu de la trajectoire des mobiles (non balistiques) et de la faible signature des artilleurs hezbollahis. Il est en outre permis de penser que la pression exercée par Tsahal depuis le ciel a notablement contraint la liberté d’action du Hezbollah, l’obligeant à mettre en œuvre des stratagèmes efficaces vis-à-vis d’une frappe à leur encontre[[37]](#footnote-37), mais limitant l’efficacité de leurs tirs: seules 25 % des roquettes atteindront effectivement des centres urbains israéliens[[38]](#footnote-38). Au-delà, il est probable que, compte tenu des stocks de munitions détenus par le Hezbollah, la cadence de tir eût été largement plus soutenue sans l’occupation permanente du ciel par l’armée de l’air israélienne.

Les nombreuses victimes civiles des frappes de Tsahal, ou encore les dysfonctionnements constatés dans la coordination des opérations ont conduit de nombreux analystes à condamner le «tout technologique» prôné par la doctrine israélienne, voire à miser sur la fin de la suprématie de l’IAF. Le jugement est pour le moins réducteur.

À l’été 2006, l’implication directe de la Syrie, voire de l’Iran constituait une hypothèse plausible. C’est d’ailleurs pour cela que, tout en maintenant un rythme soutenu au Sud-Liban, Tsahal n’a pas jeté toutes ses ressources dans la bataille[[39]](#footnote-39), ou encore que la proportion d’armes guidées de précision effectivement utilisées fut étonnamment faible[[40]](#footnote-40). En cas d’extension de la crise, l’armée israélienne aurait probablement renoué avec son terrain d’excellence, celui des offensives éclair de haute intensité, en terrain ouvert, où le différentiel technologique constitue un atout. Le besoin de chasseurs bombardiers de hautes performances, fortement auto-protégés, se serait alors fait sentir.

Le scénario n’a pas eu lieu, et l’IAF a opéré sur un terrain plus difficile: l’engagement de haute intensité en contre-guérilla dans un environnement présentant à la fois des défis opérationnels (détection et identification des cibles) et un risque élevé de dommages collatéraux. Pourtant, sans nier certaines options blâmables (emploi d’armements à sous-munitions, par exemple), force est de reconnaître l’efficacité du réseau ISTAR[[41]](#footnote-41) mis en œuvre. Fondé sur l’articulation de satellites, de drones, d’avions de combat, de dirigeables ou de forces spéciales, il a permis d’établir en permanence une situation tactique ayant conduit à l’engagement de cibles dans des délais inédits[[42]](#footnote-42). L’armée de l’air s’est aussi distinguée en détruisant en vol des drones chargés d’explosif opérés par le Hezbollah, démontrant ainsi la qualité de son matériel (missile air-air *Python* *V*) et son aptitude à prendre en compte de nouvelles menaces.

Garante de la suprématie aérienne au-dessus du Liban, force de surveillance de l’espace de bataille, capable de traiter des cibles de faible signature en boucle courte, et de répondre à de nouveaux défis, l’IAF élargit le champ de ses compétences, en tirant parti d’un matériel performant. Elle est aujourd’hui, de par l’isolement d’Israël dans la région et la permanence des menaces pesant sur ses intérêts, placée face au défi de l’action dans tout le spectre des engagements, depuis le contre-terrorisme jusqu’à la haute intensité. Devant, à l’instar de toutes les aviations militaires modernes, inscrire sa «transformation» dans un cadre budgétaire contraint, elle a fait le choix de la polyvalence et de la haute technologie qui, seul, lui permet de résoudre la quadrature du cercle. Ainsi, l’armée de l’air israélienne n’a probablement pas encore passé toutes ses heures de gloire[[43]](#footnote-43), même si ses faits d’arme pourront, selon le cadre d’emploi, sortir de son domaine de prédilection, celui des frappes contre-force de haute intensité en terrain ouvert.

# Quelles erreurs en définitive?

Le bien-fondé d'une riposte étant acquis, le principal échec de Tsahal réside incontestablement dans la gestion de son image, qui s’est détériorée tout au long du conflit. Les principes fondamentaux de cohérence des buts politiques et militaires, de lisibilité de l’action et de maîtrise de l’information opérationnelle n’ont pas été respectés.

Israël n’a pas su capitaliser sur sa situation initiale d’agressé, qui conférait à sa réaction une légitimité certaine. En prenant le parti de bombarder des infrastructures civiles, sans que les mobiles justifiant cette décision soient explicités, l’armée israélienne s’est irrémédiablement aliéné le soutien de la communauté internationale. À l’inverse, le Hezbollah, qui s’est imposé localement comme le défenseur de droit du Liban, s’est rapidement posé en victime et en protecteur d’une population injustement opprimée. Il a ainsi gagné le soutien de la population locale, et d’une partie de l’opinion publique internationale: les médias nous ont renvoyé les images de manifestations de soutien[[44]](#footnote-44), ce qui est pour le moins surprenant pour un mouvement terroriste qui, au nom du jihad, a déjà perpétré des attentats contre la France et les États-Unis[[45]](#footnote-45).

Dan Haloutz ne pouvait pas croire qu’il était possible de venir à bout du Hezbollah en quelques jours, voire en quelques semaines, qui plus est par le seul recours à la puissance aérienne. Mais sa grande erreur est de l’avoir laissé dire ou, pire, laissé croire. Il est vrai que, bien qu’unie derrière Tsahal aux premiers jours de l’offensive, la population israélienne ne voulait pas de cette guerre. Elle avait consenti une adhésion de principe, sous réserve des performances implicitement promises par Tsahal. Mais l’obtention rapide de résultats décisifs n’est pas survenue et, au bout de quelques jours, le haut commandement militaire avait perdu la confiance de la population israélienne.

Ehud Olmert et Amir Peretz ont également fait les frais de ce déficit de confiance. Fait rare dans l’histoire récente d’Israël, le chef du gouvernement et son ministre de la Défense n’ont pas de passé militaire. Lorsque la crise éclate, leur expérience aux affaires est limitée à quelques mois. Ils disposent donc d’un crédit réduit, qui sera vite entamé par le manque de clarté de leur discours, leurs atermoiements dans la validation des options stratégiques proposées par les militaires, et leur «capitulation» vis-à-vis des pressions exercées par la communauté internationale. Pour finir, leur manque de recul politique est attesté par le fait qu’il n’y a pas de plan B en cas d’échec de l’opération militaire, ni de stratégie de sortie de crise[[46]](#footnote-46). Dès le 15 juillet, soit à peine trois jours après le lancement des opérations, les médias israéliens dénonçaient l’échec de la stratégie de Tsahal.

Le marasme israélien est, symptomatiquement, visible dans la gestion des dommages collatéraux causés au Liban par les bombardements de Tsahal. Traditionnellement, Israël est à ce sujet peu soucieux de l’image qu’il véhicule au sein de la communauté internationale: elle est globalement mauvaise, alors un peu plus ou un peu moins[[47]](#footnote-47)… Tant qu’il est admis que Tsahal fait au mieux pour les minimiser, il n’y a pas de contestation. Cette fois-ci, pourtant, les images de sinistres diffusées en boucle sur les télévisions israéliennes ont «dressé» les Israéliens contre leurs militaires.

**Conclusion: quelles leçons pour demain?**

Le conflit Israël-Hezbollah est riche d’enseignements, dans la perspective de la conduite d’opérations de haute intensité.

Il pose en premier lieu la question du prix du sang, que les opinions publiques sont de moins en moins disposées à consentir y compris, chose surprenante, lorsque les intérêts vitaux sont en jeu. La haute technologie, dont disposent les armées modernes, a un coût justifié par les attendus qu’il est espéré d’en retirer. Ainsi, les engagements militaires doivent être rapides, décisifs et sans «bavures». En témoignent la dénonciation des stratégies de coercition menées au Kosovo[[48]](#footnote-48), 15 jours après les premières frappes ou au Liban.

Or, cette exigence d’atteinte immédiate et «propre» des buts de guerre est une illusion stratégique. «Le feu tue» toujours, même à l’heure des drones et des armements de précision. La fiabilité technique absolue demeurera longtemps encore un idéal. L’erreur humaine dans l’appréciation de situation, la décision ou la conduite de l’action restera inévitable; les dommages indésirables seront toujours là. Si les confrontations classiques sont souvent coûteuses, il en sera durablement de même des luttes asymétriques, où les guérillas ne cherchent que l’usure de leur adversaire. «La guérilla gagne si elle ne perd pas, une armée conventionnelle perd si elle ne gagne pas», disait ainsi le général américain Mack lors de la guerre du Vietnam.

Est-il pour autant permis de faire le procès de la haute technologie? Assurément, non. L’ascendant technique constitue un atout dans les combats symétriques, mais aussi dans les «petites guerres». La technologie y permet en effet à l’homme d’agir à distance, d’économiser sa sueur ou son sang pour concentrer son implication directe là où les enjeux le justifient, tout en réduisant (certes, dans le cas de la puissance aérienne, dans une proportion parfois difficile à estimer) la liberté d’action de l’adversaire. Ajoutons qu’en admettant que la «séduction», capacité à pénétrer la culture de l’adversaire pour l’influencer, fait aujourd’hui partie du jeu stratégique, la technologie concourt à la crédibilité d’une force[[49]](#footnote-49). L’opposition manichéenne de l’homme à la technologie est insensée.

Le règlement des crises de demain devra, en amont, intégrer une stratégie de sortie acceptable pour tous les acteurs. Mais si le combat s’avère inéluctable, ses enjeux devront être appréhendés et présentés aux opinions publiques avec courage et lucidité. La sphère informationnelle est désormais incontournable: il n’est en effet aujourd’hui plus possible, sous peine de transformer les succès tactiques en défaites stratégiques, de «mépriser» la portée médiatique des actions de guerre. Cohérence des buts, clairvoyance et honnêteté politique, subsidiarité, humilité dans l’exercice du commandement: tels sont, sans doute, les mots clé qu’il est permis de retenir de la 6ème guerre Israélo-arabe.

**De la défense à la sécurité:**

**évolution ou rupture?**



# *Par le Général de division (CR) Eric de La MAISONNEUVE*

*Président de la Société de Stratégie[[50]](#footnote-50)*

#### **«Actuel», la lettre trimestrielle de la Société de Stratégie, dont l’auteur est le Président a déjà publié cet article dans son n° 25.**

*La Rédaction remercie le Général de La Maisonneuve d’avoir permis aux Cahiers du CESAT de le reprendre pour ses lecteurs.*

**L**e «livre blanc sur la défense et la sécurité nationale», dans sa dernière version, la troisième depuis les années 70, a été rendu public courant juin 2008. Au-delà des critiques – bonnes ou mauvaises – qui peuvent en être faites sur la forme comme sur le fond, il paraît plus intéressant de remettre ce travail en perspective et de l’inscrire dans l’évolution de notre politique de défense depuis une cinquantaine d’années. Conformément à une volonté affichée de rupture, il marque en effet d’une certaine façon la fin d’une époque – celle de la ***défense*** – pour entrer dans une autre dans laquelle la ***sécurité*** devient le concept de référence, le qualificatif «national» passant de façon significative de la défense à la sécurité.

La défense faisait jusqu’à présent expressément référence à la nation – comprise comme l’union étroite entre une population et un territoire – et n’avait de légitimité qu’à son service. La sécurité est un concept plus général mais appliqué à de nombreux domaines précis, donc plus englobant notamment à l’égard des personnes et des biens et qui peut de ce fait sortir du cadre national et s’étendre même au monde entier. Avec ce livre blanc s’achève donc une longue période de notre histoire militaire qu’on peut faire remonter à la Révolution française, celle de la conscription et de «la patrie en danger». Avec lui nous entrons dans un nouvel univers stratégique, encore balbutiant et incertain, et qui explique l’accent mis pour la première fois dans ce type d’exercice sur une fonction longtemps délaissée dans les systèmes de sécurité français, celle du ***renseignement****.*

Contrairement aux déclarations et aux intentions affichées, s’agissant de la fonction dite d’anticipation, ce livre blanc, comme ses deux prédécesseurs d’ailleurs, est peu prospectif. Comment le serait-il dans une époque caractérisée et décrite dès l’introduction comme incertaine et complexe? Si le monde actuel se prête mal à un exercice de prospective, il faut ajouter qu’en outre ce n’est pas la véritable finalité de ce travail. Le livre blanc a pour objet de faire le constat de l’existant et l’état des lieux; il se contente alors de décrypter les mouvements géopolitiques en cours et d’indiquer en conséquence les orientations stratégiques qui visent à s’y adapter pour sauvegarder nos intérêts en même temps qu’il décrit les structures et les moyens qui doivent les concrétiser.

Ainsi le livre blanc de 1972 s’inscrivait-il dans le cadre strict de la guerre froide et gravait dans le marbre la doctrine de ***dissuasion*** nucléaire ainsi que l’appareil de défense qui en résultait. Pour sa part, le livre blanc de 1994, rendu nécessaire par l’apparition de conflits post-guerre froide (ex-Yougoslavie, Koweït), élargissait post-ante le concept de défense, essentiellement à la fonction de ***projection****.* Enfin, le livre blanc de 2008 entérine et accentue ces évolutions par la mutation du système de défense en un outil de ***sécurité***professionnalisé. Cette évolution, entamée avec pusillanimité au lendemain de la guerre froide, trouve aujourd’hui son aboutissement, du moins sur le plan des orientations, la mise en œuvre par la programmation militaire étant un exercice réputé moins assuré et depuis toujours victime des fluctuations budgétaires.

Avant d’ébaucher une critique des orientations qui sont transcrites dans le livre blanc 2008, il convient, pour les interpréter, de revenir sur les évolutions de notre politique de défense, en particulier depuis la fin de la guerre froide.

## Du concept dissuasion-conscription…

La politique d’indépendance nationale, voulue par le général de Gaulle et rendue possible (et nécessaire) par la confrontation des deux Super-grands, était fondée stratégiquement sur le concept de ***dissuasion***, accompagné pour le crédibiliser par la ***conscription***, c’est-à-dire sur un double ancrage au territoire (dissuasion) et à la population (conscription): la défense était bien exercée et doublement légitimée. Mais ce concept n’avait de valeur que dans les circonstances de ce type de conflictualité, qu’on avait alors cru durable tant il paraissait pérenniser les équilibres. La fin (surprenante) de ce bipolarisme guerrier rendait notre concept caduc et ruinait en quelque sorte la politique de défense qu’il sous-tendait.

Les premières années post-guerre froide ont été marquées par l’incrédulité devant la réalité d’un changement aussi fondamental, avec pour effet direct des atermoiements devant les évolutions qu’il était nécessaire de conduire. La grande pagaille qui avait présidé, si l’on peut dire, à l’organisation de la division Daguet, engagée lors de la première guerre du golfe en 1990 à partir d’une centaine de régiments de la 1ère Armée d’alors, en ayant été le point d’orgue. Une armée, lourde car mécanisée, peu entraînée car formée de conscrits, ne pouvait plus opposer sa force essentiellement symbolique dans des conflits qui nécessitaient, comme ceux des Balkans ou du Koweït, souplesse d’emploi et rapidité d’action. Le deuxième livre blanc, publié en février 1994, est né de ce constat de carence. En toute logique, il a engagé le processus d’élargissement du concept de défense aux autres fonctions qui étaient susceptibles de le rendre mieux adapté aux nouvelles circonstances, à savoir la ***prévention*** dont le volet renseignement devait être l’élément principal, la ***protection*** qui visait précisément le territoire national et ses atterrages européen, la ***projection***enfin pour laquelle une capacité maximum de 60.000 hommes était envisagée; la ***dissuasion*** restait inchangée dans ses grandes lignes, à la composante terrestre près, qu’il s’agît d’Hadès ou du plateau d’Albion. Cet élargissement du concept présentait un grand intérêt car il permettait d’ouvrir des perspectives avec ***trois hypothèses pour une politique de défense*** future:

* soit le maintien d’une ***défense nationale* *stricto sensu*** autour d’un noyau dur constitué par les forces de dissuasion nucléaire;
* soit l’ouverture à une éventuelle ***défense européenne autonome*** avec les fonctions de prévention (alerte et renseignement) et de protection (défense du territoire et protection des populations), élargies à nos voisins et rendues compatibles avec eux;
* soit enfin une *i****nternationalisation*** des forces françaises mises en mesure d’intégrer un système d’alliance, qu’il soit le bras armé des Nations unies ou, plus directement, des États-Unis, comme l’OTAN pour être précis.

**…au «tout projection»**

Dans les faits, pour des raisons politiques – inanité de la défense européenne – et sous la pression de lobbies civils et militaires «interventionnistes», ce concept fut simplifié et ramené à la double fonction ***dissuasion-projection***, celle-ci orientant le modèle d’armée 2015 qui fut approuvé dans la loi de programmation consécutive à ce livre blanc. Ce choix du «tout projection» étant incompatible avec le maintien de la conscription, celle-ci fut suspendue en 1996 et l’armée française s’engagea dès lors dans la voie de la professionnalisation, auquel l’armée de Terre donna le nom explicite de «refondation», expression justifiée par la rupture du lien fondamental et bicentenaire qui faisait d’elle une émanation de la nation. Mais, dans la réalité, on n’alla guère plus loin dans cette voie nouvelle que le changement de mode de recrutement, à savoir le remplacement des appelés par des volontaires, sans tirer toutes les conséquences que nécessitait une véritable «professionnalisation» en termes d’effectifs, d’organisation, d’implantations et, surtout, de «concept». On s’éloignait en fait de l’Ordonnance de 1959, texte fondateur, mais sans le dire, sans aller au bout de cette démarche et sans même oser penser à le remplacer.

Malgré certains aménagements et quelques modifications structurelles, intervenus après le déclenchement de la «guerre contre le terrorisme», l’orientation vers le «tout projection» et le modèle d’armée 2015 se sont révélés rapidement trop ambitieux, d’abord en termes budgétaires et aussi eu égard aux besoins stratégiques. Avec les interventions en Côte d’Ivoire, au Kosovo, en Afghanistan, maintenant au Tchad et au Liban, les limites de nos capacités étaient atteintes. Il fallait donc revoir à la baisse nos prétentions pour qu’elles soient réalisables. C’est ce que fait le livre blanc de 2008; il entérine ainsi les choix amorcés en 1994 et 1996 mais en tirant de ceux-ci toutes les conséquences qui en découlent logiquement: une réduction du volume des forces armées à ce qu’on peut appeler un ***seuil de suffisance***, fixé selon trois critères: les besoins stratégiques (environ 30.000 personnels, soit la division par deux du potentiel projetable), les capacités budgétaires (inchangées en principe en termes constants), l’auto-fonctionnement des forces, c’est-à-dire la capacité pour celles-ci d’exister avec leurs propres moyens. La professionnalisation avait été esquissée dans le domaine du recrutement des personnels; il restait à faire le reste, c’est-à-dire l’essentiel, en termes de structures et d’implantations. Le livre blanc 2008 prévoit ainsi une diminution sensible de 54.000 personnels et une réduction parallèle du nombre de garnisons.

### **Vers la professionnalisation**

Ainsi, après la «dénationalisation» entraînée par la suppression de la conscription, a lieu la «déterritorialisation» consécutive à la réorganisation et surtout à la rationalisation des forces. En quinze ans, on sera passé logiquement, mais sans le dire ouvertement, d’un système de défense «nationale», alimenté par la conscription et réparti sur le territoire en fonction d’un certain nombre d’héritages historiques, à un ***outil militaire professionnalisé***, structuré et organisé selon des critères d’efficacité et de rentabilité.

Il n’y a rien de choquant à ce remodelage, à condition toutefois que les choix soient fondés sur des éléments d’analyse justifiés, qu’ils soient annoncés et si possible débattus publiquement. Ce qui n’est pas le cas. Certes, la politique de défense de la France conserve son axe central puisque la dissuasion est maintenue, mais sans qu’on parvienne à en rénover le concept: la «dissuasion en soit» est une idée sympathique mais qui manque cruellement de «référent». Il faudrait dire «pour quoi faire, contre qui, dans quelles conditions?»; à moins que le silence des grandes profondeurs conceptuelles paraisse encore préférable. Mais on ne pourra éviter un jour prochain un débat sur ce sujet, soit qu’on tente de faire avancer l’idée d’une défense européenne, soit qu’on se trouve pris au piège d’une future négociation sur la non prolifération nucléaire et de la réduction des armements.

Quant au reste du système de défense, dans sa partie dite conventionnelle, qui servait autrefois à «entourer» la dissuasion pour la crédibiliser, il est en voie d’être orienté vers d’autres fonctions. On peut alors se poser la question de savoir si le couple *dissuasion-projection* – concept de «grande puissance» - est raisonnable pour un pays «moyen» comme la France et, surtout, s’il est compatible avec notre ambition affichée d’une défense européenne autonome d’une part, avec nos déclarations apaisantes réitérées à l’ONU, d’autre part.

Au total, le livre blanc 2008 s’inscrit en cohérence avec la ligne politique et les orientations stratégiques prises en catimini il y a une douzaine d’années. Ces choix étaient-ils pertinents? Le cas échéant, le sont-ils toujours? Telles sont les questions auxquelles on aurait pu espérer trouver des amorces de réponse, en tout cas des analyses, dans le livre blanc.

S’agissant de ce qu’on appelle «la menace», sa réalité est tout sauf évidente. D’abord on peut légitimement se poser la question de savoir si le terme n’est pas impropre dans la mesure où la menace n’est plus incarnée par aucun adversaire digne de ce nom; ensuite, l’analyse qui en est faite n’emporte pas l’adhésion: la menace terroriste, pour peu qu’elle soit encore crédible, n’est pas structurante, notamment pour l’appareil des forces militaires; quant à la prolifération nucléaire, elle semble, à deux exceptions près (Corée du Nord, Iran), parfaitement maîtrisée.

Ce qui est inquiétant, en revanche, c’est la forme et le niveau de violence que révèlent les affrontements contemporains. Nous ne sommes ni dans la guerre au sens classique du terme ni non plus dans la guérilla telle qu’elle a été pratiquée au cours du XXème siècle; nous sommes entrés dans une ***ère de violence nouvelle***. C’est à la décortiquer, si possible à la comprendre, puis à la contrer, que nous devons consacrer nos efforts. Ce qui est également préoccupant, c’est la modification profonde du rapport des forces internationales vers laquelle s’achemine le monde. L’émergence de nouvelles puissances, aussi atypiques que l’Inde et surtout la Chine, ne peut à terme que provoquer une mutation des relations de puissance et, au-delà, un ***élargissement du spectre conflictuel***. Ces deux pistes devraient nous alerter sur la dangerosité du monde à venir, dont le livre blanc ne paraît pas prendre toute la mesure.

Mais ce qui intrigue le plus à la lecture de cet ouvrage qui insiste à juste titre dans sa première partie sur la complexité et l’incertitude du monde actuel, c’est qu’il tranche et s’engage de façon quasi irréversible dans une direction qui n’est pas nécessairement «la bonne», en tout cas peu convaincante. Dans le flou stratégique persistant aujourd’hui, on aurait préféré plus de vigilance et, avant d’y voir plus clair, la sagesse d’une position d’attente.

## Libres opinions[[51]](#footnote-51)



# Embuscade en Afghanistan

# (18 août 2008)



*Par le Général (CR) François CANN*

*Président de l’Amicale des anciens du «8» et du «7» (RPIMa)*

**L’**accrochage qu’a douloureusement vécu en Afghanistan une section de la 4ème compagnie du 8ème R.P.I.Ma et surtout la polémique qui s’en est suivie (et qui se poursuit) générée par des journalistes, spécialistes autoproclamés de Défense, m’incitent à vous livrer quelques réflexions. Je me devais de les exposer en «8» chapitres.

**Géopolitique.**

Ayant découvert, peu de temps avant le siècle nouveau, l’existence d’un groupe du nom d’Al Qaïda, le monde occidental a soudainement pris conscience, le 11 septembre 2001 avec la destruction du World Trade Center, du potentiel terrifiant de ce groupe prêt à toutes les actions extrêmes **pour déstabiliser et défaire le monde occidental**. Ce groupe Al Qaïda, originaire d’Arabie Saoudite et du Yémen, a choisi l’Afghanistan pour **sanctuaire** parce que la topographie lui est favorable et que la population a historiquement toujours rejeté l’infidèle (les lanciers du Bengale dans le Khyber Pass au XIXème siècle et, plus près de nous, l’armée soviétique).

Par un choix incompréhensible (en dehors de considérations économiques en général et pétrolière en particulier), les États-Unis ont, à la fin de 2001, placé leur effort principal (3/4 des forces) sur l’Irak et leur effort secondaire (1/4 des forces) sur l’Afghanistan alors que des dispositions inverses se seraient avérées plus cohérentes. Il semblerait d’ailleurs que les deux candidats à la Présidence américaine s’accorderaient sur cette inversion de la répartition actuelle.

Depuis 2001 les attentats commis au nom d’Al Qaïda n’ont cessé de proliférer, tel un cancer, de par le monde, l’Algérie étant le dernier pays atteint en cette fin du mois d’août 2008.

Il n’y a aucune raison d’espérer que ces attentats prennent fin demain, de même qu’il est vain de croire qu’ils vont épargner la France.

Dès lors, l’alternative qui se pose à nous aujourd’hui est d’une simplicité biblique:

* ou bien nous tolérons l’existence du sanctuaire afghan d’Al Qaïda en espérant que cette entreprise terroriste s’essoufflera et s’éteindra d’elle-même.
* ou bien nous décidons d’éradiquer le mal à sa source et de «mettre le paquet» en Afghanistan.

Cette tragique alternative revêt la forme d’un pari mortel pour notre société dont les citoyens, mal informés du danger, souhaitent à 55%, comme pour se donner bonne conscience morale, que nos troupes engagées là-bas soient rapatriées.

**Géostratégie.**

Nous, les Français, savons d’expérience qu’une rébellion qui bénéficie du soutien d’un arrière-pays ne peut être éradiquée. Le Vietminh en Indochine avait quasiment gagné la partie dès l’avènement du communisme en Chine en octobre 1949.

Inversement, le F.L.N. n’a jamais pu, quoiqu’il dise, gagner la guerre sur le terrain en Algérie dès lors que les frontières de ce pays avec la Tunisie et le Maroc avaient été rendues totalement hermétiques.

L’Afghanistan partage avec le Pakistan une frontière de 1.500 km en montagne. Dès lors, la réponse à nos opérations actuelles en Afghanistan ne se trouve ni à Paris, ni à Washington mais à **Islamabad**, **capitale du** **Pakistan**. De deux choses l’une:

* ou bien le gouvernement pakistanais accepte la réalisation d’**opérations militaires conjointes permanentes** et alors la rébellion peut être vaincue,
* ou bien il refuse et alors il faudra que l’Occident renonce avec ses moyens actuels à combattre ce «tonneau des Danaïdes» et s’organise différemment c’est à dire en doublant ses effectifs et ceux de l’armée afghane afin de pouvoir contrôler le terrain en totalité.

**Tactique.**

Les principes de la guerre sont immuables: concentration des efforts, économie des forces et liberté d’action. Actuellement les talibans sont les seuls à pouvoir les appliquer: ils choisissent l’heure et l’endroit où frapper ainsi que leur mode d’action, ils se concentrent pour leur opération et se dispersent aussitôt pour s’économiser.

Nous avons connu ce genre de situation en Algérie. Qu’avons-nous fait? Avec patience et beaucoup de ténacité, nous avons renversé les rôles en occupant le terrain et en retournant l’insécurité contre les rebelles.

J’ai vécu ce renversement, comme lieutenant chef de section au 3ème R.P.C. du colonel Bigeard. Nous nous sommes «immergés» dans le djebel où nous avons pris la place des rebelles en étant, selon l’expression de notre colonel, «rustiques, souples, félins et manœuvriers». Les experts autoproclamés qu’on voit aujourd’hui à la télévision peuvent bien se gausser de cette époque en affirmant que nous ne sommes plus à l’heure des «p’tits gars» (allusion perfide à Bigeard). Je suis désolé mais cette guerre on a beau la baptiser «asymétrique» (un néologisme militaire qui passe bien dans les salons) il s’agit encore et toujours de **guérilla**. Et là on sait ce qu’il faut faire et surtout ce qu’il ne faut pas faire.

On sait d’expérience que, contre une guérilla ,une opération mécanisée ou motorisée frappe presque toujours dans le vide, tellement ses prémices sont voyants et bruyants et surtout parce qu’elle est liée à un réseau routier précaire.

Largement prévenus, les rebelles ont tout leur temps pour prendre le large et attendre que l’opération prenne fin pour réoccuper le terrain, surtout la nuit. Ces opérations SOP (Standard Ordning Procedures) de l’OTAN sont immuables. Elles se réalisent toujours de la même manière et interdisent toute initiative ou improvisation. Elles sont stériles. Les seuls bilans réalisés à ce jour en Afghanistan sont le fait de Forces Spéciales immergées dans les zones suspectes.

Le bon sens voudrait qu’on oriente nos forces vers une fluidité qui lui permettent d’occuper le terrain de ces zones suspectes pour y retourner l’insécurité et gêner l’action des rebelles.

Mais comme nous sommes censés être en Afghanistan pour aider ce pays à accéder à la démocratie, **l’enjeu dans les zones d’insécurité est la population**.

Les opérations de contre guérilla, pour nécessaires qu’elles soient, sont insuffisantes. Il faut pouvoir les compléter par des **actions de pacification**.

Sur ce chapitre aussi nous avons, nous, Français, une solide expérience avec ce système ingénieux et efficace des Sections administratives spécialisées chargées de prendre le contrôle des populations jusqu'alors soumises aux rebelles. Leur succès fut patent: je vous renvoie au remarquable ouvrage du Commandant Oudinot «*Un béret rouge en képi bleu*»[[52]](#footnote-52). En Afghanistan, cette tâche civilo-militaire devrait être assumée par l’armée afghane…tâche ardue dans un pays qui, en coulisse, produit 22 tonnes d’opium par jour[[53]](#footnote-53).

Très sincèrement, les formes d’action en Afghanistan doivent être modifiées du tout au tout. Point n’est besoin d’inventer, il suffit de refaire ici ce qui a réussi ailleurs. Il y a malheureusement dans les armées françaises une allergie à tirer des enseignements des actions passées: Le 7 octobre 1950 en Indochine, lors de l’opération de repli de la garnison de Langson, le 1er Bataillon Étranger de parachutistes disparut corps et biens dans les calcaires de Coc Xa. Or, en 1884, le Chef de bataillon Gallieni avait interdit, sous quelque prétexte que ce fut, de traverser cette zone mortelle.

Dans nos armées, l’expérience n’est pas transmissible. Beaucoup plus pragmatiques et modestes, les Britanniques et les Américains n’hésitent pas à faire appel aux officiers à la retraite qui ont déjà exercé un commandement dans une zone revenue à l’actualité et, à la demande, ils organisent un Conseil de véritables experts. La principale utilité de ces Conseils d’experts n’est pas tellement de suggérer ce qu’il faudrait faire mais de rappeler ce qu’il **ne faut surtout pas refaire**. Du fait de son passé militaire, notre pays regorge d’experts mais il ne sait pas en profiter. C’est bien regrettable.

**Le renseignement.**

Le règlement de manœuvre nous apprend que «le renseignement met le chef à l’abri de la surprise», ce que le général Grant pendant la Guerre de Sécession des États-Unis (1861-1865) illustrait en souhaitant avoir «des officiers qui sachent ce qui se passe de l’autre côté de la colline». À Beyrouth, dans les années 80, notre brigade de la Force multinationale de sécurité a perdu près de 90 de ses hommes sans savoir qui «venait de l’autre côté de la colline» pour les tuer. Nos services de renseignement affichèrent alors une ineptie coupable.

Aux extrémités de la gamme des moyens d’acquisition du renseignement se situent le satellite et les informations données par la population. Cette dernière, terrorisée par les talibans, ne parle pas. Quant au premier, le satellite, il est inopérant au-dessus d’un accrochage, en raison même de la fluidité et du caractère contingent de l’action. Restent les moyens intermédiaires: forces spéciales dans la profondeur, hélicoptères et drones au profit desquels il faut appliquer un effort urgent et prioritaire car cette gamme de moyens d’acquisition souffre cruellement d’un déficit grave. Il est criminel de laisser «crapahuter» nos unités terrestres en aveugle.

**L’articulation des forces.**

C’est avec surprise qu’à l’occasion de l’embuscade de «Carmin 2»[[54]](#footnote-54), nous avons appris que la 4ème compagnie (Carmin) était détachée du 8ème R.P.I.Ma, à 200 km de là, auprès du Régiment de Marche du Tchad. Nous n’avons pas été moins surpris d’apprendre que l’infirmier de «Carmin 2» était un caporal-chef du 2ème R.E.P.! Il y a sûrement de bonnes raisons du moment et de circonstances pour expliquer ce mélange d’unités.

Nous, les «Anciens patrons», avons sans cesse lutté avec force, en particulier dans les années 80, contre le non-respect des filiations organiques. Le «8» s’est entraîné cinq mois durant avec ses quatre unités et, dès son arrivée, il a dû se séparer de sa 4ème compagnie, laquelle a «débarqué» au R.M.T. dans un environnement inconnu. La qualité du R.M.T., largement reconnue, ne saurait être en cause mais a-t-on déjà vu une équipe de rugby entamer un match avec des joueurs qu’elle ne connaît pas? Il est vital à la guerre de ne pas toucher aux structures qui se sont rodées à l’entraînement.

**La fausse polémique.**

Les Anciens du 8ème R.P.I.Ma, éprouvés par la mort au champ d’honneur de huit de leurs jeunes frères d’armes, ont mal vécu l’insidieuse polémique lancée par de faux experts sur la jeunesse des paras, leur insuffisante préparation et leur mauvaise protection.

* Il n’y a pas de vieux soldats dans l’infanterie. Depuis sa création en Indochine, le «8» a perdu plus de 500 des siens:
  + Michel Bornet, tombé en Indochine, en 1951 n’avait pas dix-neuf ans,
  + Michel Lagathu, tué en Algérie, en 1958 avait fêté ses dix-neuf la veille de sa mort,
  + Pierre Jacquot, tombé au Sud Liban en 1979, avait 21 ans,
  + Jean Carbonnel, assassiné par un sniper à Sarajevo en 1994, avait vingt deux ans,
  + «Carmin 2», avait une moyenne d’âge de 24 ans et 8 mois pour un effectif de 11 gradés et 19 paras, ces derniers ayant 20 ans, lesquels se trouvent d’ailleurs humiliés qu’on leur reproche d’être trop jeunes.
    - La jeunesse n’a rien à voir avec l’ancienneté et l’expérience. Engagés à 18 ans le 1er juin 2007, les jeunes paras avaient plus de 14 mois de service: 4 mois de formation de base plus 3 semaines de stage parachutiste plus 5 semaines de stage commando. Au sixième mois de service, c’est à dire le 1er décembre 2007, la section a rejoint la 4ème compagnie (Carmin) et, depuis le 1er mars, s’est entraînée jour et nuit pour une seule mission spécifique: l’Afghanistan. De mémoire de para, nous n’avons jamais vu une unité bénéficier d’un tel préavis, cinq mois en l’occurrence. Le nombre de fois où nous avons découvert la veille notre mission pour le lendemain!

J’ajoute au chapitre de l’expérience que le chef de section et son adjoint avaient déjà accompli dix opérations extérieures et les chefs de groupe et les caporaux, une demi-douzaine en moyenne.

* + - On dit que les paras étaient mal protégés. Le nouveau CEMAT, le général Irastorza, m’a dit qu’il y a deux ans, nous aurions eu, selon l’avis des chirurgiens, deux morts de plus à déplorer: le nouveau gilet pare-éclats (EFB) les a sauvés.

Nous enrageons, nous les Anciens du «8», de voir se pavaner à la télévision des spécialistes autoproclamés de la Défense, qui pour la plupart n’ont jamais tenu un fusil de leur vie, venir nous expliquer comment il faut faire la guerre. C’est insupportable… je dis avec force que «Carmin 2» n’a pas reculé devant un ennemi largement supérieur en nombre et qu’elle a ramené ses morts et ses blessés: «Carmin 2» était donc une excellente section.

**L’inquisition médiatique.**

Hier, 26 août 2008, le régiment a accueilli, en son quartier Fayolle, le Président de la République venu passer une heure pour lui parler et aussi pour rencontrer les familles. Les survivants de «Carmin 2», blessés légers et valides étaient sur les rangs: il paraît que c’est une règle Otan de rapatrier une section «traumatisée» (quelle entreprise c’eut été en Indochine et en Algérie!). À la dislocation, on vit une meute de journalistes s’abattre avec avidité sur ces pauvres gars qui se demandaient bien ce qui leur arrivait. Et ces journalistes en mal de copie s’évertuaient, sans gêne, à arracher à nos paras quelques reproches ou autre récriminations contre le commandement susceptibles d’être triomphalement exploités dans la presse. Manque de chance pour les journalistes, nos jeunes ne tarirent pas d’éloges pour leur chef de section, l’adjudant Évrard, ainsi que pour leurs gradés avec lesquels ils vivaient en permanence depuis plus de quatorze mois (1er juin 2007). On voyait dans leurs regards que l’admiration était sincère. Leurs yeux s’embuaient lorsqu’ils évoquaient le souvenir de leur trois caporaux-chefs, Buil, Grégoire et Penon, tombés sous leurs yeux.

Ce jeu de la culpabilisation déteint des médias vers les instances dirigeantes. J’ai sous les yeux l’éloge funèbre prononcé le 21 août aux Invalides par le Président de la République; je cite: «… *en tant que chef des Armées, je n’ai pas le droit de considérer la mort d’un soldat comme une fatalité. Je verrai les familles dans quelques minutes, je veux qu’elles sachent tout. Elles y ont droit. Je veux que vos collègues ne se retrouvent jamais dans une telle situation. Je veux que tous les enseignements soient tirés de ce qui s’est passé …».*

Hier, au quartier Fayolle il a dit (je cite de mémoire): «*assurer les familles que toute la lumière serait faite sur les circonstances de l’embuscade et les responsabilités établies».* Les militaires présents ont mentalement complété: «*et les coupables seront punis».*

Vouloir traiter les circonstances d’une embuscade dans une opération de guerre comme celles d’un accident civil de la route est une dérive inquiétante pour les chefs militaires. S’ils doivent se retrouver «en taule» pour avoir débordé par la gauche au lieu d’avoir manœuvré par la droite, la source de recrutement de nos officiers risque de se tarir rapidement.

**La ferveur d’une ville.**

Vieille ville de garnison, Castres (le castrum romain) a dévoilé, de façon admirable et émouvante, sa véritable nature. Dès l’annonce du drame, le Maire a fait mettre en berne tous les drapeaux de la ville et a ouvert un livre d’or à l’hôtel de ville. Le 20 août au soir, il fallait faire une heure de queue pour accéder au registre. Les murs grillagés du quartier Fayolle furent dans la journée recouverts de fleurs par des automobilistes et des piétons anonymes.

L’office oecuménique célébré le 23 août matin a regroupé un millier de fidèles dans la cathédrale Saint Benoît et tout autant de personnes sur le parvis où avait été dressé un écran géant. Ce mardi soir 26 août, le C.O.[[55]](#footnote-55) accueillait l’Aviron Bayonnais pour son premier match de championnat. Les tribunes populaires étaient bordées d’une énorme affiche: «*Loin des yeux, près du cœur, tous avec nos gars du* ***8****».*

Le speaker fit observer une minute de silence après avoir demandé au Président du Club , Monsieur Revol, au Maire de la ville, Monsieur Bugis et au Lieutenant-colonel Meillan, commandant en second du régiment, de venir prendre place au centre de la pelouse. À l’issue de la minute de silence, il demanda au public d’applaudir le «8» pendant une minute également, lequel public, debout, se prit au jeu: c’est à qui applaudirait le plus fort!

Il faut voir dans tous ces signes d’amitié l’aboutissement d’une harmonie forgée entre les Maires et les Chefs de corps successifs, depuis l’arrivée du Régiment en août 1963. Depuis cette date, et surtout depuis 1969, année où débuta la professionnalisation du «8», plus de deux cents cadres et parachutistes ont pris leur retraite à Castres et dans les environs immédiats. Ils ont exercé une seconde carrière dans les entreprises locales où ils se sont fait apprécier pour leur ponctualité, leur politesse, leur solidarité et leur conscience professionnelle. Ils ont, pour la plupart, épousé des Castraises avec lesquelles ils eurent en moyenne trois enfants de sorte que cette communauté particulière d’un millier de personnes, digne et fière d’elle-même, est devenue un solide maillon de la chaîne socio-économique locale.

Cette complicité, longtemps mûrie, a eu pour apothéose le parrainage officiel du «8» par «sa ville» en 1999. Depuis lors, les paras du «8» portent sur l’épaule droite l’écusson aux armes de la ville dont la devise est: «Debout» et qui, associée à celle du «8», donne étrangement:

«**Volontaires Debout**»

Il y a en France des coins où il fait bon vivre.

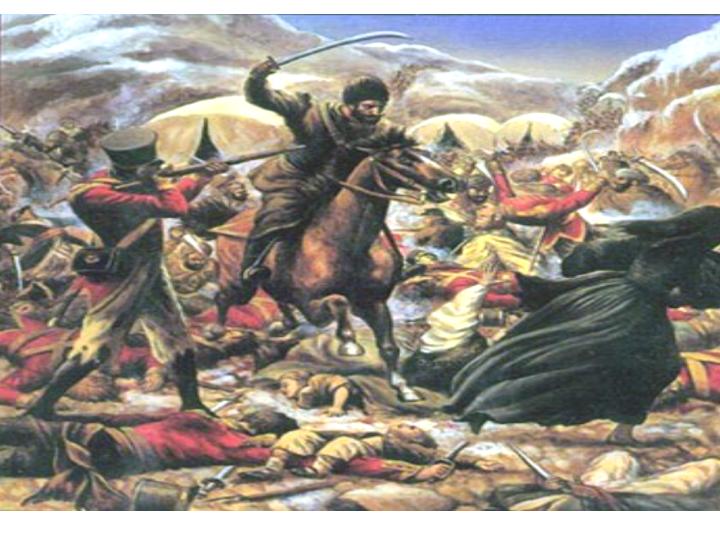
Revenir à la vérité de la guerre



*Par le Chef de bataillon Gilles de la ROQUE*

*de l’Ecole supérieure et d’application des transmissions*

*Division études prospectives*



**Guerre anglo-afghanes (1819-1939)**

Nous assistons à un retour des actions de guerre en Afghanistan.

Le retour d’expérience de l’embuscade lancée par les talibans au pied du col de Saroubi contre une colonne alliée en Afghanistan tirera dans les prochaines semaines des enseignements essentiels en matière notamment de capacité de renseignement et de reconnaissance. Mais il faudra nous interroger sans doute aussi sur l’adaptation de nos unités de marche au contrôle du milieu et peut être tendre progressivement vers l’idée de «commandos de chasse», à la mode des Généraux Salan et Challe.

D’abord parce que de telles unités opérationnelles, sorte d’unités mobiles d’une centaine hommes regroupant soldats aguerris et combattants d’origine locale, vivant sans base arrière précise, ont obtenu des résultats intéressants depuis l’expérience des colonnes mobiles affectées à des régions précises conduites par le Général Yusuf en 1851. Renseignées, très mobiles, connaissant bien le terrain, utilisant l’hélicoptère comme moyen de transport ou comme appui feu direct, de telles unités de la valeur d’un sous-groupement tactique interarmes cherchaient à créer une insécurité permanente chez l’ennemi en traquant les bandes rebelles sans relâche.

Ensuite parce que nos opérations combinées, d’une part, et nos points d’appui, d’autre part, ne paraissent pas apporter de résultats en rapport avec les moyens modernes mis en œuvre. Les opérations d’envergure coûteuses en moyens ont eu des bilans relativement médiocres.

Enfin parce que si l’objectif est le contrôle du milieu, et s’il ne s’agit pas simplement de répondre aux embuscades et aux accrochages des rebelles, il faut peut être aller plus loin et envisager des opérations militaires de bouclage, de ratissage ainsi que de contre rébellion.

Or que constatons-nous?

Nous constatons que le pion de manœuvre est le sous-groupement tactique interarmes, unité de combat qui doit pouvoir disposer d’appui de systèmes d’information et de communication et d’une logistique éprouvés, flexibles, et commandée par des commandants agiles, déterminés, patients et animés d’une foi tranquille.

Nous constatons que notre ennemi en Afghanistan est intelligent: il sait tirer profit de «la surprise stratégique», frappant d’emblée nos unités en égalisant ou neutralisant nos avantages comparatifs pour se fondre dans le paysage et se dissimuler. Agissant dans des «espaces hors limites», les rebelles, sévèrement instruits par les revers et les pertes des cinq premières années, ont donc su modifier leur stratégie et leurs modes d’actions, se dispersant en petits groupes insaisissables ou en bandes autonomes qui vont du groupe au bataillon.

Nous constatons enfin qu’une telle situation pourrait durer indéfiniment, qu’aux embuscades succèderont les escarmouches. Les conflits armés caractérisés par la présence de forces irrégulières mues par le fanatisme religieux font naître des campagnes de contre insurrection ou de contre rébellion qui doivent être planifiées sur le long terme. Le temps de la guerre irrégulière est donc un temps long. Il pourrait devenir celui des moudjahiddins et non plus le nôtre sans une adéquation des fins intermédiaires et de la fin ultime et des moyens.

Il y a donc quelques actions significatives à mener.

Elles pourraient viser par exemple à réintroduire l’enseignement tactique aux fins de nous réapproprier la tactique aux plus bas niveaux – au plus à celui du groupement tactique interarmes – dans le but de contraindre les rebelles, parce que «le succès ou l’échec d’une opération viendra désormais davantage de ceux des multiples actions de petit niveau que de la perfection ou de l’imperfection du plan opératif[[56]](#footnote-56)».

Elles pourraient aussi viser à mieux étudier notre ennemi irrégulier, «cet adversaire vivant, en réaction permanente», décrit sous les traits de l’organisation terroriste Curare[[57]](#footnote-57) dans le TTA 808, ses modes d’actions, ses procédés inspirés en partie des pratiques de l’armée soviétique, pour mieux le vaincre. En somme, le contraindre à suivre notre volonté et non l’inverse.

Elles pourraient consister aussi à relire les actions menées au cours de l’histoire militaire du XXème. Siècle pour nous forger notre propre doctrine de la contre rébellion; à nous entraîner enfin, dans des centres *ad hoc…*dans des conditions semblablesà celles des provinces où nous sommes engagés.

Même si l’on ne peut affronter des moudjahiddines de la même manière que les combats furent menés contre le Vietminh ou les Moros, la guerre que nous menons pose avec acuité la question de l’état final recherché. Si nous envisageons les actions de combat comme une lutte pour la liberté d’action et si nous plaçons le contrôle du terrain dont nous avons la responsabilité au cœur des opérations, alors cela doit nous obliger à nous poser la question des sacrifices et des moyens que nous sommes prêts à consentir pour ne pas perdre la guerre. Appliquer les méthodes de l’adversaire donc, sans disposer du support idéologique qui est la force de celui-ci, ni se renier soi même…

**La mer, espace de manœuvre**

**d’où projeter force et puissance**

**vers la terre**



*Par le Capitaine de vaisseau (R) Emmanuel LACCOURS,*

*de la Préfecture Maritime Manche Mer du Nord*

**L’**engagement aujourd’hui de nos armées sur de nombreux théâtres extérieurs s’effectue quasi exclusivement avec des moyens lourds, c'est-à-dire blindés. Il est fini le temps où quelques compagnies aérolarguées pouvaient reprendre l’initiative dans une capitale africaine où nos ressortissants étaient menacés. L’opération «Licorne» nous l’a démontré, pour être crédible sur une ligne de contrôle, le peloton de chars doit pouvoir être engagé très rapidement; l’appui d’hélicoptères de combat peut lui aussi s’avérer nécessaire pour mettre hors de combat une position de mortiers. Au Proche-Orient, notre crédibilité s’appuie sur l’engagement d’un escadron de chars Leclerc, de batteries de missiles sol-air, de canons de 155 mm…

Or, depuis les géniales démonstrations d’Archimède, nous savons que les pondéreux n’ont aucune difficulté à se déplacer sur les flots, espace par nature autoporteur et de libre circulation, tandis, que sur terre, nos impedimenta guerriers rencontrent mille obstacles de la coupure de terrain à franchir à l’autorisation politique à obtenir pour traverser, se prépositionner en territoire étranger. Quant au rêve d’Icare, en partie réalisé, me direz vous, nous constatons qu’il nous est très difficile de faire voler nos véhicules blindés, surtout avec nos propres ailes, un peu courtes et de plus vieillissantes et qu’il est tout aussi complexe d’obtenir une autorisation de survol pour nos vaillants aéronefs militaires…

Les deux tiers de l’humanité résidant dans la frange côtière, soit à moins de 80 km du littoral, nous constatons que la plupart des opérations militaires, des interventions humanitaires, des rencontres diplomatiques toujours à caractère politico-militaire se développent généralement dans cet espace, d’un accès libre et aisé depuis la mer. Aussi, pour s’assurer force et puissance, une nation doit pouvoir s’appuyer, urbi et orbi, sur une composante aéronavale structurée et pérenne. Nos camarades anglo-saxons, développant la stratégie de puissance navale de Mahan, l’ont bien compris. Chez nous, le débat pour renouveler notre capacité de projection de puissance est, depuis la publication de Livre Blanc reporté sine die: nous avons perdu la permanence de cette capacité essentielle qui est détenue uniquement aujourd’hui par les États-Unis (douze groupes de PA), le sera bientôt par le Royaume-Uni (deux groupes de PA) et devrait l’être à moyen terme par l’Inde. En revanche, pour un coût bien moindre, nous venons de moderniser notre composante amphibie avec la mise en service récente de nos deux bâtiments de projection et de commandement, les BPC «Mistral» et «Tonnerre» qui s’ajoutent à nos deux transports de chalands de débarquement, les TCD «Foudre» et «Siroco». Capables tout à la fois de projeter des forces équipées de blindés en «coup complet» par rotations d’engins de débarquement et d’hélicoptères de transport, de les appuyer notamment avec des hélicoptères de combat, d’en assurer le soutien logistique, sanitaire et pétrolier et enfin de commander cette force interarmées (accueil de l’état-major du COMANFOR), ces bâtiments s’avèrent aujourd’hui indispensables de la mission d’assistance humanitaire à la véritable opération amphibie offensive en passant par le prépositionnement dissuasif, propice à la négociation diplomatique, à l’évacuation de ressortissants (opération Baliste au Liban réalisée par le «Mistral» alors qu’il n’était pas encore admis au service actif), voire au soutien d’opérations spéciales, par exemple, contre la piraterie autour de la corne de l’Afrique, réalisé récemment par le porte-hélicoptères «Jeanne d’Arc».

Aussi, compte tenu de l’excellent «coût-efficience» de ce type de bâtiment, de son très fort taux d’emploi constaté dès aujourd’hui, il me semble fort clairvoyant de profiter du nécessaire remplacement de notre navire-école, le vénérable porte-hélicoptères «Jeanne d’Arc» pour se doter d’un troisième bâtiment de projection et de commandement voire au moins d’un troisième transport de chalands de débarquement doté d’une bonne capacité d’emport d’hélicoptères, bref d’acquérir une cinquième unité amphibie. Sans nous attarder sur les caractéristiques techniques ni même tactiques liées à ce navire, je propose de donner ici un panorama des multiples atouts que donne cet outil dans les mains du chef opératif de la force interarmées, le plus souvent interalliés, le COMANFOR: un poste de commandement, une réserve de forces, une autonomie logistique, un hôpital de campagne, le tout rassemblé, mobile, projetable par modules, sécurisé, déployable sans les inévitables contraintes diplomatiques génératrices de délais et de coûts.

Je débuterai par la **sécurisation des fonctions vitales** du COMANFOR. Tout commandant de force doit en effet disposer d’un poste de commandement, d’une force d’intervention en réserve alliant mobilité et puissance de feu, bref la cavalerie qu’elle soit montée sur roues, sur chenilles ou sous rotors, de moyens de renseignement de théâtre à base de plus en plus de drones, d’un hôpital, d’une infrastructure logistique concentrée et performante. En général le tout se retrouve dans une enceinte close aujourd’hui le plus souvent au cœur d’une ville, soit dans une situation extrêmement plus vulnérable que ne pouvait l’être un camp retranché d’une légion romaine, érigé en rase campagne, suffisamment léger pour décamper chaque matin en cas de menace avérée. Le principe selon lequel lorsque on est menacé, on ne doit jamais dormir deux nuits d’affilée dans le même lieu, car il est toujours plus aisé d’abattre un canard assis sur l’eau qu’en plein vol, n’est bien entendu pas respecté! Nos impedimenta sont tellement lourds qu’une fois posés, acheminés en un lieu, les lois de Newton sont cruelles, le tout s’affaisse et devient rapidement une cible idéale car immobile.

Dans la ville anarchique, nos ennemis rompus au techniques de guérilla sauront toujours s’approcher de notre quartier et, avec une vulgaire camionnette, débâcher un mortier en prenant le temps d’ajuster soit le PC, le dépôt de munitions, de carburant, le terrain de football où sont alignés nos hélicoptères, des hangars de maintenance, la zone vie…

Un bâtiment à bord duquel toutes ces fonctions vitales peuvent être aisément rassemblées est par essence mobile, il ne reste pas deux minutes à la même place…Sur des routes erratiques, bien souvent hors de vue de terre, dans une zone propice à son autodéfense, il peut ainsi se maintenir dans une zone d’exclusion sous sa propre protection voire sous la protection d’une frégate si la menace le justifie.

Je poursuis par un atout maître, la **liberté d’action** que donne ce positionnement à la mer, en dehors des eaux territoriales donc en espace international. Pouvoir se mouvoir librement au plus près de la zone de crise, à portée efficace d’hélicoptères soit à moins d’une soixantaine de nautiques du centre de gravité, soit une trentaine de minutes de vol au maximum, pouvoir choisir l’heure et le lieu de son engagement, en décalant ses axes d’intervention et en masquant le départ de son dispositif, ne pas avoir à demander d’autorisation de survol, de transit, d’implantation à des autorités territoriales nécessairement parties au conflit ou à la crise, bref en se dotant s’il le faut de **l’effet de surprise**, démultiplicateur de forces, constituent pour le commandant de force un avantage incalculable. Nous avons tous en tête l’échec de l’opération spéciale héliportée américaine au cœur de Mogadiscio qui a conduit au retrait du corps expéditionnaire «Restore Hope», en 1992, de Somalie, très bien retranscrit dans le film «Black hawk down». Le raid était parti de la base terrestre faisant trembler tous les faubourgs, dans une débauche de puissance, donnant ainsi le préavis nécessaire pour préparer le «comité d’accueil»…

Dans la gestion politico-diplomatique d’une crise, cet engagement avec une empreinte au sol la plus légère est idéal car il obéit au principe **de réversibilité et d’adaptation permanente**. Le groupe amphibie se rapproche de la zone et lance ses premières missions d’observation/reconnaissance, la pression monte; il vire de bord et s’éloigne derrière l’horizon, elle retombe tout en maintenant, telle une épée de Damoclès, la possibilité de lancer à l’aube une opération spéciale héliportée bien ciblée. Les principes **d’incertitude et de foudroyance**, si chers à nos stratèges, peuvent enfin s’exprimer.

Enfin, la **concentration des forces et l’économie des moyens** sont gages d’efficience. Il est parfois difficile à terre de regrouper sur un même site le PC de force, la base aérienne, le régiment blindé ou mécanisé, l’hôpital militaire, la zone vie, les infrastructures logistiques. Il s’ensuit des liaisons entre ces différents pôles, en général en zone urbaine ou périurbaine non sécurisée; il en découle perte de temps, d’informations directes et augmentation très sensible du niveau de vulnérabilité, la guérilla s’attaquant en priorité à ces minis convois à l’itinéraire et aux horaires très prévisibles. À bord, un chef de détachement d’hélicoptères de combat, par exemple, pourra en l’espace de deux heures assister au briefing du COMANFOR au PC, réaliser son briefing tactique en salle d’alerte, se faire rendre compte de la disponibilité de ses aéronefs et prendre les décisions avec son chef mécanicien in situ dans les locaux techniques jouxtant le hangar aviation, se rendre au chevet de membres de son détachement à l’hôpital et s’enquérir avec le médecin-major de la date de fin de convalescence de deux de ses pilotes, avant d’aller se restaurer au carré puis de prendre un peu de repos dans sa cabine climatisée avant de partir en mission. Il n’aura alors parcouru que quelques dizaines de mètres, en passant d’un pont à l’autre, sans affronter la menace d’un tireur isolé ou d’un engin explosif improvisé sur sa route.

En concentrant ainsi ces différents organes vitaux, une **économie de moyens** s’opère très rapidement dans une complémentarité interarmées. Une seule zone vie, une logistique dans les domaines de la mécanique, de l’électronique et de l’aéronautique quasiment commune, le regroupement d’officiers et de sous-officiers couvrant l’ensemble des disciplines apparaissent de prime abord. Mais aussi, la chaîne logistique est très adaptable et pourra être ainsi la plus courte, la plus économique et la plus efficiente. En effet, le navire se déplace aisément vers la zone aéroportuaire de théâtre la mieux adaptée, en général en dehors de la zone en crise, souvent dans le pays ou la région voisine; notons que cette dernière peut varier au cours de la mission. Par ses moyens embarqués – engins de débarquement, hélicoptères avec la capacité d’emport de charges sous élingues, rampe d’embarquement latérale pour la mise à terre de véhicules logistiques, grues, gréement de ravitaillement en combustibles/charges lourdes à la mer – des centaines de tonnes d’approvisionnement, de munitions, de carburant peuvent être embarqués en quelques heures puis acheminé vers la zone d’opérations. Convois logistiques terrestres ou pont aérien souvent très aléatoires et très vulnérables sont ainsi évités.

Cet avantage est d’ailleurs déterminant lorsqu’il s’agit de porter assistance dans une région sinistrée par une catastrophe naturelle. Les secours ne peuvent en effet venir que par la mer, les infrastructures routières et aéroportuaires étant le plus souvent hors d’état…L’aide du porte-hélicoptères «Jeanne d’Arc» fût ainsi précieuse à la suite du tsunami en Indonésie, et plus récemment à Madagascar à la suite du passage de cyclones tropicaux.

Aussi, pour être capable d’agir avec efficience sur un théâtre extérieur, une nation prend beaucoup de risques en faisant la mauvaise économie d’une solide capacité amphibie car précisément il s’agit de la composante dotée du meilleur coût/efficience. De nombreux pays d’ailleurs ne s’y trompent pas tels le Royaume-Uni qui dispose de six navires amphibie de fort tonnage, la Corée du sud ou Singapour qui alignent désormais une flotte amphibie moderne, l’Inde qui vient de racheter le TCD américain «Trenton» et compte bien développer rapidement cette composante. À l’heure du remplacement de notre navire-école, le vénérable porte-hélicoptères «Jeanne d’Arc», la décision d’acquérir une cinquième unité amphibie devrait en conséquence s’imposer au lieu de tergiverser encore et toujours sur des solutions improbables telles un hypothétique navire européen ou la location d’un car-ferry…

# L’armée allemande

# en quête d’avenir



*Par le Major i.G. Holz CARSTEN*

*de la 120°promotion du CESAT/CSEM[[58]](#footnote-58)*

**Le chef d’état-major de l’armée de terre allemande, le général de corps d’armée Hans-Otto Budde, montre le chemin de l’avenir aux forces terrestres de la Bundeswehr: dans toutes les opérations qu’elles devront mener, elles peuvent recourir ou menacer de recourir à la force militaire. Indépendamment du type et de l’intensité de l’opération, ceci constitue une nouveauté pour l’armée de terre allemande qui, jusqu’à présent, a fait une différence très nette entre, d’une part, les «opérations de combat» et, d’autre part, les «missions de paix» ou «missions d’aide».**

**A**ujourd’hui, la différence, établie en l’an 2000, entre les «opérations de combat» et les opérations «non combattantes» est devenue désuète. Elle ne correspond plus à la réalité opérationnelle. Vu les opérations dans lesquelles l’Allemagne et ses partenaires se trouvent engagés aujourd’hui, le rôle que s’attribuait le soldat et qui était celui du «combattant» ou celui du «médiateur et assistant» n’est plus d’actualité non plus. Faire la différence entre les «opérations de combat» et les opérations «non-combattantes» serait artificiel. Tout engagement doit prendre en compte l’éventualité de recourir ou de menacer de recourir à la violence et donc au combat, et le commandant de la force doit disposer de cette option d’action. Voilà le message essentiel du nouveau règlement HDv 100/100 portant sur le commandement interarmes au sein de l’armée de terre allemande. La nouvelle doctrine a été décrétée par le chef d’état-major de l’armée de terre allemande, le général de corps d’armée Hans-Otto Budde, le 5 novembre 2007.

Il en résulte aussi que l’on ne pourra plus réduire la fonction du soldat et du chef militaire au seul rôle de combattant. On peut le regretter, mais les engagements d’aujourd’hui se caractérisent par la simultanéité du combat, d’actions de stabilisation, d’aide humanitaire et de médiation, les lignes de fracture entre tous ces types d’engagement étant floues. Ceci exige un chef militaire polyvalent. Voilà pourquoi la nouvelle doctrine de commandement interarmes des forces terrestres abolit la différence faite jusqu’à présent et met en exergue les principes de commandement applicables à tous les engagements et opérations, indépendamment de leur intensité. «Combat» et «mission de paix» sont remplacés par «opération interarmes». Ceci signifie la coopération de moyens nationaux et multinationaux au niveau tactique, indépendamment de l’intensité de l’action, sous un commandement militaire unique et dans l’ensemble du spectre de tâches des forces terrestres, capacités non-militaires inclues. Le terme garantit par conséquent la cohérence des principes de commandement pour toutes les intensités d’action.

Le type d’opération le plus important selon la nouvelle doctrine est la «stabilisation», donc l’endiguement des conflits, même contre des résistances. Ainsi on a tenu compte de la réalité opérationnelle telle qu’elle se présente aux forces armées allemandes. Ceci illustre bien les nouveaux principes d’engagement: dans le cadre d’une opération de stabilisation, réalisée en coopération avec tous les participants au conflit, on crée des perspectives, ce qui peut impliquer l’imposition d’accords par la force militaire. À l’évidence, ceci implique l’imposition de la coopération par la force militaire, donc par le combat.

Il y a d’autres aspects de la nouvelle réalité opérationnelle des forces armées allemandes qui ont été pris en compte, comme les opérations de convoi, les opérations en milieu urbain et les opérations contre des forces irrégulières.

L’armée de terre allemande est ainsi bien préparée pour aller vers l’avenir, notamment parce que les principes allemands du commandement interarmes ont été conservés. Ce sont l’art du commandement interarmes, le commandement par objectif et l’unité du commandement qui sont restés essentiels. L’armée de terre a réussi à harmoniser deux approches apparemment contradictoires, à savoir conserver ce qui a fait ses preuves tout en adoptant un concept novateur. Dans toutes les réalités opérationnelles futures, le commandant de la force allemand dispose désormais d’un outil valable et pourra être sûr de ses actions.

**Le Centre d’Entraînement au Combat:**

**Il faut rentabiliser l’expérience acquise!**



*Par le Chef de Bataillon Stéphane CAILLE*

*de la 121ème promotion du CSEM*

Le déficit de maîtrise du combat interarmes aux bas niveaux est mis en exergue lors des rotations des unités au CENTAC[[59]](#footnote-59); malheureusement, son apprentissage préalable est souvent négligé ou inefficace. Pourquoi ne pas utiliser les OAC et les moyens du CENTAC pour instruire avant d’évaluer?

Aujourd’hui chacun est convaincu qu’il n’est de combat qu’interarmes et nos articulations tactiques en sont le reflet. Pourtant, trop souvent, dans les exercices joués hors du CENTAC le combat mené n’est pas réellement un combat interarmes. C’est, selon la fonction opérationnelle du directeur d’exercice, un combat de fantassins accompagnés par des cavaliers limités au «tir par-dessus troupe»; ou encore une grande chevauchée des cavaliers suivis avec difficulté par des fantassins qui ne débarquent pas… Souvent la participation du génie se limite à la présence du chef de section, avec sa P4! De fait, les exercices sont trop souvent «armo-centrés» et s’arrangeraient totalement de l’absence de l’une ou l’autre fonction opérationnelle (concurrente?...)…distillant l’idée que l’on peut s’en passer au combat. De fait, beaucoup de chefs de section ou de peloton ne voient pas vraiment à quoi servent leurs camarades des autres armes… L’apprentissage du combat interarmes doit pourtant constituer un objectif d’instruction majeur, qui soit distinct et consécutif de l’apprentissage des fondamentaux de chaque fonction opérationnelle. Le combat n’est pas interarmes en soi si un cavalier est juxtaposé au fantassin sur le terrain; il le devient en revanche si le cavalier combat au profit du fantassin qui ne peut s’en passer ou dont l’action est facilitée lors d’une phase particulière. Il en est de même pour les appuis. Trop souvent cette découverte se fait au CENTAC, dont la mission actuelle est l’«entraînement/ évaluation» et non pas directement l’«instruction».

À l’heure des restrictions budgétaires, où les heures d’exercice avec matériels sont de plus en plus comptées, il paraît nécessaire de transformer le CENTAC (mission, plan de charge) en s’inspirant du CENZUB[[60]](#footnote-60). Véritables experts du combat interarmes, s’appuyant sur des moyens performants, les instructeurs du centre devraient être mis à contribution pour former les unités lors d’exercices d’apprentissages préalables aux rotations d’évaluation. Leur objectif affiché et essentiel pourrait être la démonstration des bénéfices que chacun peut retirer des autres: un peloton blindé arrêté devant un pont tenu et miné ne pourra franchir sans l’intervention des fantassins et des sapeurs dont le débordement sera appuyé par l’artilleur. Cette séquence pédagogique simple peut être évidemment déclinée dans de multiples variantes. Le but est bien là, de montrer ce que chacun peut faire pour les autres, les délais nécessaires, les contraintes de coordination engendrées, etc... Il s’agit bien d’apprendre le combat interarmes aux chefs tactiques de niveau élémentaire en utilisant une pédagogie, non plus basée sur la découverte, mais sur la mise en œuvre accompagnée.

Devenue une véritable école du combat interarmes, les capacités du CENTAC pourraient ensuite s’étoffer. Il pourrait ainsi – pourquoi pas? – prendre en charge directement la fin de la formation initiale tactique des lieutenants puis celle des capitaines. Il constituerait ainsi une alternative crédible à l’éternelle arlésienne de «l’école de la mêlée». La contribution attendue du centre au «manuel d’emploi du sous-groupement tactique interarmes générique» – élaboration de la doctrine – n’est-il pas un signe qu’il se positionne déjà au-delà d’un simple centre d’entraînement?

**La numérisation de l'espace de bataille:**

**plus qu'un simple défi technique.**



# *Par le Comandant (Armée allemande) Thomas SCHULTE-BORGHOFF*

***«L’emploi exagéré des moyens technologiques, notamment au combat, présente le grave danger de mettre à mal l’autonomie des chefs subordonnés, [….]»[[61]](#footnote-61)***

**L**es remarques de Moltke sur les conséquences de l’emploi du télégraphe sur la conduite des opérations militaires restent valables de nos jours. Les innovations technologiques ont conduit, à chaque période de l’histoire à des réformes en profondeur dans de nombreux domaines, le domaine militaire n’y échappant pas. Aujourd’hui, la mise en place de la numérisation de l’espace de bataille constitue un défi majeur pour les forces armées. Au-delà des purs aspects techniques, il s’agit de définir l’importance des réformes à apporter à l’art et la manière de conduire des opérations militaires pour les adapter aux nouvelles possibilités technologiques offertes.

À l’ère industrielle, le commandement militaire était marqué par une structure très hiérarchisée entre des niveaux de commandement et des sphères de responsabilités différenciées et, de fait, par un flux de l’information très dirigé. À l’époque de l’information, cette architecture a tendance à disparaître, la numérisation autorisant un partage simultané et universel de l’information s’affranchissant des échelons hiérarchiques[[62]](#footnote-62). Une unité numérisée, comme par exemple une brigade interarmes, sera composée d’éléments modulaires agrégés pour remplir une mission donnée, qui, pour des raisons de soutien, auront recours à des connexions dépassant les frontières de la zone d’opération de la brigade. Les unités subordonnées agiront essentiellement en autonomie et se coordonneront avec les autres acteurs par synchronisation automatique.

L’appréhension des défis grandissants du commandement numérisé exigera du chef militaire d’avoir à répondre à des sollicitations multiples. La possibilité de recours permanent aux échelons supérieurs par la numérisation peut engendrer une propension à la quête systématique et rassurante de la décision des instances supérieures et d’informations complémentaires et, par là, conduire à une inertie et une perte de l’initiative. Pour contrer ce risque de blocage décisionnel, il s’agira à l’avenir pour le chef, d’accepter une part d’incertitude au moment de prendre l’initiative et décider à son niveau.

Il lui faudra également concilier la confiance en ses subordonnés avec une certaine tolérance pour leurs erreurs, de manière à permettre le développement de l’initiative, y compris dans des circonstances délicates et risquées. La confiance doit aussi germer chez les subordonnés qui doivent être convaincus des capacités de leur chef à prendre la décision la plus adaptée au regard des exigences de la NEB (Numérisation de l’Espace de Bataille). La diversité des unités engagées, leur éparpillement à l’intérieur comme à l’extérieur de la zone d’engagement, la perte du contact physique entre les individus peuvent engendrer une dématérialisation du lien entre le chef et ses subordonnés directs et, par là, une perte de confiance.

L’amélioration de l’efficacité dans l’engagement par le recours aux nouvelles technologies n’est possible qu’à travers l’adaptation des modes de pensée et d’action et la qualification préalable de toutes les parties prenantes. Le contenu de l’entraînement du chef doit, par conséquent et avant tout, lui donner la capacité d’appréhender les apports de la NEB à l’efficacité et l’efficience de ses décisions.

La NEB[[63]](#footnote-63) en quête

des meilleurs tubes



# *Par le Chef de bataillon Nicolas DELORT*

*de la 121ème promotion du CSEM*

**La portée, l’autonomie et le débit d’un support de communication (filaire, radio, satellitaires) constituent les véritables fondements de la puissance d’un moyen de communication tactique, bien avant la communauté des langages ou des logiciels. L’impact de ces données sur la tactique est immédiat.**

**E**n 1917, Le Général FERRIÉ a convaincu l’état-major français d’expérimenter la Téléphonie Sans Fil (radio). Les câbles en cuivre des sapeurs télégraphistes sont inadaptés à la manœuvre offensive car promptement rompus par les tirs d’artillerie amis ou ennemis. Les bataillons d’infanterie et les chars lancés en attaque ont alors besoin d’un système de communication qui, ignorant les contingences physiques, leur permet de se coordonner avec l’artillerie et de pouvoir agir par la réception, en temps voulu, des ordres nécessaires à l’exploitation de leurs actions offensives. La radio arrive à temps pour la reprise de la guerre de mouvement. Plus tard, la «Blitzkrieg» fera un usage pertinent et volontariste des transmissions radio tandis que l’armée française négligera par dédain et inconséquence une fonction dans laquelle elle faisait figure de précurseur.

Aujourd’hui, l’impression d’omniscience que confère «notre NEB» est si convaincante que nous sommes loin d’imaginer que nous puissions avoir en matière de SIC[[64]](#footnote-64) une quelconque faiblesse. Au niveau Stratégique/Opératif, le SICF (France), servi par de puissants supports hertziens ou satellites, est en avance sur tous les autres systèmes du genre. Les esprits chagrins s’inquiètent des sérieux tâtonnements identifiés au cours des dernières expérimentations: incompatibilités partielles des systèmes SIR[[65]](#footnote-65) avec le reste de la NEB, formation des personnels, micro-management…, rien que le temps ni la volonté ne puissent résoudre, en dépit de la réticence toute guerrière à la technologie. Bref tout va bien. Tout, vraiment?

Au niveau tactique, la NEB de nos GTIA[[66]](#footnote-66) est affaiblie par la modestie de ses supports de télécommunication, notamment radio VHF. Quand nous engageons une unité, nous l’envoyons toujours plus loin et nous lui demandons toujours plus de comptes-rendus. Nous croyons alors que le vrai défi réside dans l’emploi de l’interface de ces réseaux de transmissions de données, que nous voyons comme les concurrents encombrants de la bonne vieille phonie. La véritable équation se résume ainsi: La transmission de donnée réduit les portées des postes et les débits restent faibles, tandis que dans le même temps, les flux d’informations augmentent et les engagements ont des élongations toujours plus grandes.

Un combattant, habitué à surfer sur le WEB, ne retrouvera pas, avant longtemps, la puissance de son ordinateur personnel dans les moyens SIC qu’il sert sur le terrain. Les systèmes sont pourtant couplés aux capteurs de nos engins de combat. Les possibilités techniques ainsi offertes laissent espérer une gestion plus rationnelle des moyens, toujours plus contraints, dans des zones d’engagement plus complexes et devenues trop vastes. On imagine des combats réseaux centrés où la NEB pourrait ordonnancer, aux moyens les plus justes, les chefs, les capteurs, les effecteurs, soutenus par des moyens logistiques mutualisés: une vision entre «Starwars» et «Matrix». Mais cette vision digne d’un film de science-fiction s’arrête là, soumise aux limites physiques de la radio. L’arrivée de postes «PR4G VS4 IP»[[67]](#footnote-67) ne suffit pas à dépasser ce problème d’allonge et de débit malgré des performances encourageantes. Alors que faire? Il faut s’en affranchir et coupler nos postes radio classiques à de la téléphonie satellitaire. Comme par le passé, Il faut couper le fil qui nous tient la patte.

L’armée de terre a envisagé les supports satellitaires pour les PC de niveau 4 comme une solution évidente pour supporter les flux NEB entre les GTIA et la brigade. L’arrivée annoncée de stations «ASTRIDE»[[68]](#footnote-68) répond évidemment à ces besoins. Mais à l’heure du caporal stratégique, il faut faire plus. L’US Army l’a bien compris. Elle commence à équiper les véhicules de ses brigades de moyens de transmissions mixtes VHF-SAT, autrefois réservés aux forces spéciales. Pour chacun la NEB veut dire interface, compatibilité de messages et échanges puissants d’information. Ces systèmes NEB seront réellement efficaces si les supports employés, SAT[[69]](#footnote-69) ou Radio Haut Débit, facilitent les déploiements contemporains en termes d’allonge et de débit.

Comme en 1917, les télécommunications doivent relever le défi de la guerre moderne.

**Enfants-soldats:**

**un vide doctrinaire français**



*Par le Chef d’escadrons Éric de LAPRESLE*

*de la 121°promotion du CSEM*

***300.000 enfants soldats combattent sur les théâtres d’opération. Ces guerriers mineurs nous obligent à résoudre une équation insoluble qui oppose deux notions peu conciliables: la tendresse et la violence. C’est le cœur de l’asymétrie.***

**Le visage juvénile du terrorisme…**

La France n’a pas encore connu d’expériences militaires trop douloureuses au contact d’enfants. Elle doit cependant mener une réflexion de fond sur un terrorisme qui prend les traits des êtres les plus protégés de nos sociétés occidentales. Il cherche en effet, à pousser les démocraties au bout de leurs contradictions et à les délégitimer pour les vaincre. À cette fin, les enfants représentent un outil redoutable, utilisé aussi au cœur de nos sociétés.

**…inhibe les armées occidentales...**

Les violents incidents de novembre 2006 aux Invalides ont mis en scène des adolescents s’attaquant à des passants désabusés devant l’inhibition des forces de l’ordre. Quelques armées occidentales ont succombées aux pièges de la compassion. Au Sierra Léone, une section anglaise a été capturée par des enfants et un sous-officier a été tué dans l’assaut final.

**…et lui permet de s’immiscer dans les failles du droit démocratique en exploitant ses faiblesses.**

Dans son livre «Enfants soldats, victimes ou criminels de guerre», Philippe Chapleau démontre que la France est en retard dans cette réflexion doctrinale. De plus, sur le plan législatif, les conventions de Genève ne considèrent pas un enfant de moins de 15 ans comme un combattant. La multiplication des textes visant à préserver les enfants a, aussi, créé les conditions pour les rendre intouchables. Les chefs de factions connaissent cette faille béante du droit international et l’exploitent en mettant en place une «dissuasion asymétrique» qui s’appuie sur les deux faiblesses majeures de la démocratie:

* le prix donné à la vie qui inhibe face à l’action et dans la négociation;
* la morale qui restreint considérablement le champ de l’action.

# Les enfants sont en effet des armes…

Les enfants ont toutes les caractéristiques des armes les plus performantes. Ils sont petits, furtifs, rapides. Ils neutralisent par l’âge et l’innocence. Ils sont peu sensibles à la prise de risque. L’avènement des armes automatiques légères, maniables et fiables leur confère une vraie crédibilité alors qu’autrefois, la masse et le poids des armes étaient rédhibitoires. «Stockées» dans des camps de réfugiés, ces armes sont en permanence prêtes à l’emploi. Drogués et désinhibés, ils n’ont pas peur de la mort mais craignent la douleur physique. Déstructurés mentalement et socialement, ils trouvent des repères dans «le clan» et s’affirment par la violence.

**…auxquelles la France n’a pas encore trouvé la parade…**

À l’exemple des Américains et des Israéliens, il convient donc aujourd’hui de dessiner une doctrine lisible et applicable, pour guider les militaires en situation et prévenir nos adversaires potentiels que la menace est maîtrisée. Nous sommes aux frontières des limites de l’éthique qui doivent être balisées clairement.

La neutralisation systématique du chef de bande, l’utilisation méthodique des armes à létalité réduite, le refus du chef militaire occidental de discuter avec un enfant soldat, la mise hors la loi d’un enfant portant une arme sont autant de pistes à développer. Mais ces actions ne peuvent s’inscrire que dans le cadre d’un raisonnement global à la fois politique et militaire, connu et reconnu par tous.

**…par inconscience ou manque de volonté.**

Si l’officier français décide souvent dans l’incertitude, il ne doit pas pour autant être condamné à décider dans l’inconnu.

# La recherche opérationnelle



## *Par le Chef d’escadrons HERBINET,*

*du CESAT/DEMSST[[70]](#footnote-70)*

**P**armi les formations d’ingénieur suivies par des officiers de l’Armée de terre dans le cadre de l’Enseignement Militaire Supérieur Scientifique et Technique, celle en Recherche Opérationnelle (RO) réalisée à l’École Nationale Supérieure de Techniques Avancées (ENSTA) se distingue par sa spécificité. Ce ne sont pas tellement les matières étudiées (mathématiques et informatique essentiellement) qui la différencient, mais plutôt son objet même: l’ingénierie de la décision et non pas de la réalisation de systèmes. Cette particularité mérite d’être mieux connue dans la mesure où les outils et analyses issus de la RO ont des champs d’application importants et sont susceptibles de contribuer à l’amélioration de l’efficacité opérationnelle. Bien employés, ils sont une aide qui permet au chef de prendre de bonnes décisions. Cet article le montrera en décrivant plus précisément ce qu’est la RO, en dénonçant quelques fausses idées et en indiquant quelques perspectives de son utilisation dans l’armée de terre.

### **La Recherche Opérationnelle, une science militaire**

Pendant la deuxième guerre mondiale, des mathématiciens britanniques et américains se sont mobilisés pour aider les états-majors alliés dans leur travaux de planification et décision. La complexité des problèmes à résoudre au vu du manque de ressources disponibles et d’expérience a conduit à la mise au point de modèles d’analyses nouveaux baptisés «Operations Research». C’est ainsi que divers problèmes ont été résolus:

* localisation optimale des stations de radar pour la détection des raids allemands;
* organisation de l’escorte des convois pour une protection efficace du trafic marchand (l’analyse a dans ce cas permis de conclure à l’intérêt de gros convois qui permettraient de concentrer les moyens de protection, sans augmenter significativement les pertes en cas d’attaque de sous-marin allemand);
* densité des formations de bombardiers de nuit de la Royal Air Force.

Les données recueillies au sujet des différents engagements, y compris pendant la guerre de Corée, et leur analyse ont aussi permis de définir les ratios standards appliqués pour la résolution des problèmes logistiques (pertes prévisibles, taux de pannes, etc…). Ces techniques, qui sont particulièrement utiles pour les problèmes d’allocation de ressources se sont ensuite répandues dans le monde civil, où elles sont appliquées par tous les grands opérateurs de réseaux (énergie, eau et transport). Elles forment «la discipline qui permet de prendre de bonnes décisions par l’application de méthodes d’analyse avancées»[[71]](#footnote-71).

### **De quelques réticences: le mythe de la boîte noire**

Chez les utilisateurs potentiels, l’emploi de modèles mathématiques et leur utilisation par des ordinateurs suscite une crainte ou un espoir: celui de la boîte noire, qui permettrait de résoudre automatiquement les problèmes en appuyant sur un bouton. Cet a priori est infondé. La conception d’un modèle mathématique demande une étude fine du besoin du décideur pour lui faire exprimer ce que sont les paramètres de sa décision, ce que sont les contraintes qu’il doit observer et enfin l’objectif recherché. Ensuite le travail de l’ingénieur en RO est de comprendre l’interaction entre les différents paramètres pour la réalisation de l’objectif. Finalement le modèle permet au décideur de savoir si et comment il pourra atteindre son objectif, et également l’influence sur le résultat final de la modification des différents paramètres.

### **La gestion de l’incertitude et du quantifiable**

Dans l’esprit général, les mathématiques s’occupent de ce qui est quantifié et déterminé, ce qui empêche d’employer des modèles pour l’aide à la décision opérationnelle, dans la mesure où les opérations militaires sont remplies d’aléas et que leurs objectifs ne sont pas quantitatifs. Pourtant les possibilités de la RO ne se limitent pas à la poliorcétique. Du point de vue mathématique, les paramètres d’entrée d’un modèle ne sont pas forcément quantitatifs, leurs interactions peuvent être aléatoires. Même avec une modélisation grossière, il reste possible de tirer des conclusions qui permettent de transformer le hasard en risque. Prenons un exemple, suivant un modèle de type théorie des jeux. Considérons qu’un véhicule bleu est chargé de reconnaître régulièrement un axe, et que pendant cette action l’ennemi peut l’attaquer de deux manières: avec un piège ou, exclusivement, avec lance-roquette dont la probabilité d’atteinte est inversement proportionnelle à la vitesse du véhicule bleu. On suppose que l’ennemi choisit son mode d’attaque avant le passage de bleu, sans possibilité d’en changer. D’autre part, si bleu marque une halte à l’entrée du compartiment de terrain, il peut détecter un piège. Le risque d’attaque efficace contre le véhicule bleu sera alors minimal si le comportement de bleu est aléatoire. Cet exemple montre qu’il est possible par un modèle de réduire un risque opérationnel sans que les paramètres ou l’objectif soient quantifiables (paramètres: s’arrêter on non, objectif: passer sans être détruit).

En faisant abstraction de ces préjugés (espoirs irréalistes ou craintes infondées), il est possible d’envisager l’usage que l’Armée de terre peut faire de la Recherche Opérationnelle comme aide à la décision, en remarquant qu’elle est déjà employée efficacement pour la résolution des problèmes de mouvement par exemple. Il convient d’abord de noter qu’une de ses utilisations principales, l’allocation de ressources, correspond au principe d’économie des forces énoncé par le maréchal Foch.

### **Anticiper et conduire les changements**

En premier lieu un appui peut être apporté pour les travaux d’organisation et de planification de l’Armée de terre dans différents domaines (finances, ressources humaines, soutien, prospective). Les techniques classiques de modélisation sont généralement bien adaptées à ces questions: définition d’une efficacité à mesurer, de paramètres entre les mains du décideurs, et de contraintes à respecter. Dans ce cas, le décideur peut non seulement chercher la solution qui lui permet le mieux d’atteindre son objectif, mais aussi connaître les contraintes qui limitent réellement son action et évaluer le gain réalisé en jouant sur chaque paramètre.

Dans le cadre d’un projet d’études, les officiers en formation à l’ENSTA ont réalisé au profit de la DSRO et de l’EMAT/BPRH un démonstrateur d’outil pour les ressources humaines sous la forme d’un fichier excel. Le modèle résolu dans ce fichier permet d’analyser un parcours professionnel en mettant en cohérence les statuts, les besoins en effectifs prévus par les Documents Uniques d’Organisation (DUO) et les flux de recrutement, d’orientation et de reconversion. Ce travail est susceptible d’être développé pour proposer un simulateur de vieillissement et un outil d’anticipation des flux nécessaires.

### **L’analyse des opérations**

Un deuxième champ d’application prometteur se trouve dans le domaine opérationnel. Les concepts de la théorie des jeux sont parfaitement adaptés pour répondre à différents problèmes posés par les opérations actuelles et l’utilisation des équipements les plus récents. L’organisation des mouvements en zone d’insécurité peut en être un bon exemple à différents niveaux:

* gestion d’ensemble des déplacements en fonction du risque et du besoin;
* composition et articulation des patrouilles et convois pour réaliser un effet (minimiser les pertes amies, minimiser la menace résiduelle);
* déterminer la configuration la mieux adaptée pour les systèmes par rapport à la menace.

L’analyse des apports liés à la multiplication d’équipements d’observation, de détection et de brouillage, comme à la mise en réseau peut aussi s’effectuer à l’aide de modèles simples capables de répondre à différentes questions:

* quel est le régime d’emploi le mieux adapté pour les différents équipements? Cette question est loin d’être triviale, dans la mesure d’une part où certains équipements sont susceptibles d’être nuisibles en certaines circonstances (par saturation, par surexposition[[72]](#footnote-72)).
* comment exploiter une information incomplète partagée en temps réel ou, plus prosaïquement, comment engager plusieurs cibles depuis plusieurs systèmes d’armes alors que l’ennemi ne s’est peut-être pas totalement dévoilé?

L’approche de ces problèmes par la théorie des jeux est également susceptible d’aider à comprendre et anticiper l’évolution des modes d’action ennemis en retournant ces questions de son point de vue.

**En définitive**, surtout dans le domaine opérationnel, la RO a pour principale utilité d’aider le chef à formaliser comment il peut réaliser son intention, mais certainement pas de se substituer à lui pour définir cette intention. Cette aide ne passe pas tant par la résolution des problèmes posés que par leur formulation qui est généralement plus complexe puisqu’elle doit être pertinente et significative plutôt qu’absolument réaliste. Dans son rôle d’auxiliaire du chef, l’officier d’état-major fait de la RO comme monsieur Jourdain faisait de la prose, sans le savoir. Hélas, sa formation dans ce domaine se limite généralement à l’outil le plus sommaire, la règle de trois.

#### **Quelques sources**

[www.mors.org](http://www.mors.org): Société américaine militaire de Recherche Opérationnelle

[www.nps.mil/or](http://www.nps.mil/or): Département de Recherche Opérationnelle de l’université supérieure de l’US Navy. Ce site offre de nombreuses études de RO réalisées par des officiers américains: Comparaison de la section d’infanterie classique et de la section d’infanterie en réseau (Distributed Operations) en zone urbaine.

**Dynamiser**

**les Actions Civilo-Militaires?**



*Par le Colonel (ORSEM) Bernard BON,*

*Membre du Bureau de la Réunion des ORSEM,*

*Officier de réserve au GIACM[[73]](#footnote-73)*

**L’**idée est aujourd’hui communément répandue que les guerres que nous avons à mener différent des pratiques antérieures sous trois aspects:

* les conflits doivent désormais se voir en trois phases (intervention, stabilisation et normalisation) dont le seul succès militaire dans la première n’emporte pas le règlement du conflit,
* les forces armées conduisent la guerre au sein et pour les populations civiles,
* et enfin apparaissent des adversaires non conventionnels disposant et usant d’une très grande variété de modes d’action (actions asymétriques, stratégies indirectes, moyens non militaires, guerre de l’information…).

Nous nous intéresserons ici aux deux premiers points et plus particulièrement au traitement des relations qu’une force déployée sur un théâtre d’opération aura à engager et à entretenir avec l’environnement civil dans lequel elle évolue.

Les armées françaises disposent pour cela, et depuis plusieurs années maintenant, d’une fonction opérationnelle à part entière: la CIMIC (acronyme anglo-saxon pour civil-military cooperation)[[74]](#footnote-74).

Le dispositif comprend une doctrine régulièrement mise à jour[[75]](#footnote-75), un bureau dédié de l’ÉMA (le CPCO/J9), un outil d’expertise et de mise en œuvre (le GIACM), un ensemble d’expériences acquises sur les différents théâtres d’opérations et surtout une communauté de cadres formés et expérimentés au fil de leur participation aux actions de terrain.

Le champ d’application de la coopération civilo-militaire est très large, tant par la nature des objectifs, missions et domaines d’action que par une présence à tous les niveaux de responsabilité, politique et stratégique mais également opératif et tactique.

Les contributions d’idées et les points de vue éclairés sur la place à confier à la CIMIC aux niveaux politique ou stratégique ne manquent pas: qu’il s’agisse de sortie de crise, de participation à la reconstruction de zones dévastées par les conflits voire les catastrophes naturelles, ou de promotion des intérêts nationaux, les avis s’expriment et un certain consensus se fait jour sur l’objectif à atteindre.

En revanche, la mise en œuvre des actions CIMIC au niveau du terrain par les acteurs évoqués ci-dessus rencontre couramment des difficultés qui viennent obérer l’efficacité que l’on pourrait en attendre.

Cet article se propose de pointer ces difficultés et d’esquisser le moyen de les contourner en partie.

# La problématique CIMIC des niveaux opératif et tactique

Dans l’exécution de la coopération civilo-militaire, les actions au profit de la population civile prennent la forme de projets.

Si l’idée même de conduire des projets au profit des populations peut être envisagée dans les phases d’engagement ou de désengagement, c’est dans la phase de stabilisation que la conduite de projets prend tout son relief.

En effet les actions au profit de la population durant la phase d’engagement relèvent essentiellement de la réaction dans l’urgence aux conséquences des combats. À l’opposé, dans la phase de désengagement elles sont censées être prises en charge par des acteurs civils, les militaires se limitant à s’assurer d’une transition optimale.

En revanche à l’issue de la phase des combats s’ouvre la «phase de stabilisation, nouvelle phase décisive des conflits»[[76]](#footnote-76). Il s’agit alors de s’attacher la population et de «gagner les cœurs et les esprits».

On rappellera ici que l’objectif des actions au profit de la population est double. D’une part elles visent à favoriser l’insertion de la force dans son environnement par une image et une action positives. On va ainsi faciliter sa mission en optimisant l’emploi de ses moyens: «Faites fonctionner à nouveau l’école car je préfère que les gamins y soient envoyés par leurs parents plutôt qu’ils jouent à caillasser mes VAB» fait ainsi partie des directives que j’ai pu recevoir par le passé. D’autre part elles doivent contribuer au retour à la vie normale ce qui isolera un peu plus l’adversaire et constituera également un soutien à la restauration de la situation souhaitée, elle-même gage de l’atteinte de l’état final recherché.

Dans la combinaison adéquate des actions sur la population et de celles sur l’ennemi [[77]](#footnote-77) l’action au profit des populations n’est pas le domaine réservé des équipes CIMIC même s’il s’agit, de loin, de leur mission principale. Les unités de combat peuvent, et doivent également, prendre à leur charge ce type d’action. J’ai pu cependant observer que la conduite de ces actions revenait souvent et de façon inopinée aux équipes CIMIC. Il serait souhaitable qu’il en soit de même de la coordination si l’objectif est de déployer une démarche cohérente. «Le régiment a organisé une collecte de livres scolaires dans sa ville de garnison en métropole et l’équipe CIMIC en organisera la distribution dans le village de X où est déployée la Yème compagnie»; l’intention est louable et intéressante mais n’entre en général dans aucun plan d’ensemble autre que de donner une certaine visibilité temporaire à la dite compagnie et un dérivatif valorisant au quotidien de ses soldats.

Comme cela a été évoqué ci-dessus ces actions au profit de la population civile se structurent usuellement en projets: une action (par exemple la réfection d’une passerelle), des bénéficiaires (les élèves ou les agriculteurs de tel village) et une mise en oeuvre (instruction initiale, devis, coût et financement, suivi d’avancement, livraison, médiatisation …).

Notons dès à présent qu’avec le temps qui passe s’opère un glissement de la nature des projets de l’«urgence» vers le «développement». Nous reviendrons ultérieurement sur les conséquences pratiques de cette évolution.

Aux niveaux stratégique mais surtout opératif et tactique, il échoit à la CIMIC de proposer puis de conduire ces projets. Parallèlement elle peut avoir à prendre la conduite de projets qui lui sont fournis par d’autres acteurs mais les projets qu’elle a à initier par elle-même sont prépondérants.

Voyons successivement ici les avantages dont elle dispose et les difficultés qu’ elle rencontre pour mener à bien cette tâche.

## L’avantage de disposer de moyens d’action

Sur un théâtre d’opération, en tant que partie prenante des forces armées, une équipe CIMIC va disposer de la légitimité d’action et de déplacement dans le respect des règles d’engagement qui s’appliquent à elle, des moyens de déplacement et de communication là où ils peuvent être complètement déficients, de la relative sécurité donnée par sa position dans un dispositif militaire et enfin des informations sécuritaires ou d’ambiance à laquelle elle a aisément accès. À cet égard je conserve à l’esprit l’intérêt que portent les ONG à la délivrance d’une «carte» qui sur des théâtres leur donne, outre la faculté d’être identifiées par la force, un accès à certaines informations ou «briefings», tout deux garants d’une plus grande sécurité de leurs actions. Il s’agit là d’un avantage capital en termes de liberté d’action.

## L’intérêt d’une connaissance intime et quotidienne du terrain.

Les équipes CIMIC ont cette particularité d’acquérir et d’entretenir une connaissance très fine du terrain et notamment des acteurs ou personnalités influentes de la zone qui leur est attribuée. Sillonnant cette zone 6 jours par semaine et selon des modalités différenciées (types de véhicules, attitudes, missions …) de celles des unités de combat, elles accumulent et entretiennent une somme considérable de connaissances et de relations: les interlocuteurs, l’état des infrastructures de toutes natures, l’évolution des mentalités, les besoins de la population, les ressentiments à l’égard de la force, la situation économique courante, les tensions internes à la population, les réseaux formels ou informels… Le risque est bien entendu celui d’une utilisation détournée de ces informations mais il s’agit là d’un débat qui mériterait un long développement à lui tout seul.

Si l’on ne doit citer qu’une illustration de ce propos c’est celle consistant à pouvoir identifier en un seul appel téléphonique au chef d’équipe tactique de contact CIMIC (également appelée TST, Tactical Support Team) un directeur de coopérative oléicole dans un village chrétien et qui a reçu une visite d’entretien des relations il y a moins d’un mois. Ce n’est pas là le profil des correspondants usuels des unités de combat et seule la présence de la CIMIC permet de répondre à une question de cette nature.

## La faiblesse des budgets alloués

Les budgets alloués aux projets CIMIC par le ministère français de la défense sont limités.

Au Kosovo, le budget français annuellement mis à disposition de la CIMIC de la Multinational Task Force North était ainsi récemment de 90.000 € auxquels s’ajoutaient 30.000 € en provenance du commandement français de la KFOR. Ce budget est alloué à une force du volume d’une brigade.

Au sud Liban et en Côte d’Ivoire, les mêmes budgets mis à disposition de la CIMIC étaient respectivement de l’ordre de 70.000 et 160.000 € à la même époque, pour des forces de volume bataillon et brigade.

Ces sommes peuvent paraître conséquentes dans l’absolu, mais leur faiblesse se révèle quand on les ramène au coût des matériels ou fournitures.

C’est ainsi qu’un groupe électrogène de capacité suffisante pour alimenter une station de pompage d’eau ou un petit engin de chantier valaient tout deux 20.000 € au sud Liban au début de l’année 2008. Sur la base de 3 mandats par an, une approche linéaire signifiait que chaque commandant de GTIA disposait alors d’un peu plus de 20.000 € par mandat et, sans autres solutions de financement, qu’il ne pouvait mener qu’une seule action d’envergure significative pendant son séjour.

La conséquence de cette faiblesse des financements, et en l’absence de solution alternative, est la multiplication des projets de très petite taille dont l’impact n’est pas assez significatif au regard de l’objectif recherché. La très grande majorité des actions menées sur budget du ministère français de la défense se situe aujourd’hui dans une fourchette de coût allant de quelques centaines à quelques milliers d’euros.

## La complexité de la bascule de l’«urgence» vers le «développement»

Dans la phase initiale des engagements, les actions au profit des populations relèvent de l’urgence. Les actions humanitaires d’urgences sanitaires et alimentaires au profit de populations sont principalement prises en charge par des Organisations non gouvernementales (ONG) ou des Organisations Internationales (OI) avec le concours des militaires ou souvent avec leur coordination. Elles cèdent ensuite le pas à des opérations d’urgence de remises en état, de rétablissements d’itinéraires ou de réseaux, de réhabilitations sommaires… Dans cette seconde étape, la pression des contraintes liées aux combats de forte intensité est moindre. Les militaires et notamment la CIMIC jouent alors un rôle important et mettent en œuvre de multiples projets à effet immédiat et sur des points d’application déterminés. Ces projets, de taille réduite, sont à mettre en œuvre rapidement et ne présentent pas de grande complexité intrinsèque. Ils trouvent aisément leur financement dans les lignes budgétaires mises à disposition et la forte présence des ONG et OI offre de nombreuses possibilités de réalisation.

Avec le temps, l’«urgence» va lentement basculer vers le «développement»: les besoins primaires de remise en état sont servis, les attentes des populations évoluent vers des besoins plus sophistiqués, les ONG de l’urgence replient leur dispositif, les budgets disponibles auprès des OI ou des bailleurs de fonds se raréfient ou changent de nature, des programmes de développement sont engagés soit par les États soit par la communauté internationale…

Au sud Liban, on peut considérer que la période d’urgence a duré de l’été 2006 à la fin de l’année 2007. À partir de cette époque les sources de financement au titre de l’action humanitaire de la France se sont taries et les ONG en place ont réduit leurs activités en recentrant leur présence sur quelques pôles. Ce redéploiement trouvait d’ailleurs partiellement son origine dans la raréfaction des financements qui leur étaient accessibles.

Ce glissement voit émerger des besoins de projets aux caractéristiques très différentes des projets conduits jusqu’alors. Il s’agit de projets plus sophistiqués c'est-à-dire ne relevant pas de la seule mise en place de matériel ou d’équipement, qui demandent des temps d’instruction et de mise en oeuvre plus longs, qui sont plus coûteux, dont les modalités de financement sont plus complexes mais également qui peuvent comporter une part importante d’«immatériel» comme le diagnostic, la formation, le conseil…

Les besoins de contribution au redémarrage de l’économie de proximité (artisanat, agriculture et activités agro-alimentaires…), de construction d’équipements collectifs (salles communes, stades, dispensaires…), de développement du lien social (clubs de personnes âgées ou centre de loisir pour enfants), de cours de langue… apparaissent donc en complément des fournitures de petit équipement, des travaux de génie civil de base, des dons de matériels humanitaires…

La difficulté pour la CIMIC devient ainsi celle du passage d’une posture à une autre. Les équipes CIMIC, qui connaissent et pratiquent le problème arrivent en général à le surmonter mais leurs efforts doivent viser à emporter la conviction des unités de combat auprès desquelles elles interviennent et pour lesquelles l’«urgence» est plus compréhensible et plus valorisante que le «développement».

## Le handicap de capacités et de savoir faire logiquement limités

Outre les budgets réduits que nous avons évoqués plus haut, les unités militaires déployées en opération ne disposent pas des capacités matérielles permettant de couvrir l’intégralité du spectre des actions au profit des populations. Cette situation est parfaitement logique car elles sont conçues et équipées pour mener des actions de combat, au sens très large du terme, et dans un cadre réglementaire contraint.

Les illustrations sont nombreuses et nous ne nous attacherons pas à développer les contraintes liées au cadre réglementaire des cessions ou dons.

Dans le domaine sanitaire et médical, on pourrait imaginer que les unités peuvent délivrer de l’assistance médicale grâce aux moyens propres dont elles disposent en compétences, en matériels et en médicaments. Si cette assertion est vraie dans les situations d’urgence, elle se révèle erronée dans une situation stabilisée. En effet les militaires ne disposent que des moyens de ne soigner que de jeunes adultes et majoritairement de sexe masculin. Sans empêcher les Assistances Médicales aux Populations (AMP) que mènent malgré tout nos médecins et infirmiers, cette carence peut en réduire la portée. J’ai ainsi eu à traiter le cas d’une demande de médicaments contre l’hypercholestérolémie et l’hypertension dont avait besoin le médecin du bataillon pour les AMP. Le bénéfice attendu était de montrer que nous nous intéressions à la santé des personnes âgées, éléments clés de stabilisation dans les villages. Le médecin n’avait bien entendu rien de tel dans sa pharmacie. Une première tentative de recours à des «kits UNICEF» s’est révélée infructueuse car ils ne contenaient pas tout ce dont nous avions besoin. Il a fallu finalement passer par le canal d’une association française spécialisée, au prix d’une procédure un peu plus longue et surtout rigoureuse, afin de pouvoir recevoir des dons de médicaments.

Le génie militaire est également l’objet d’attentes fortes. Cependant quand leur planification laisse aux sapeurs la possibilité de travailler au profit des populations, ils se retrouvent rapidement confrontés aux limites de leur matériel de dotation. Leur équipement permet des interventions ponctuelles telles que du levage, du dégagement ou du transport de matériau, de l’aménagement du terrain ou des travaux routiers de base mais dès qu’il s’agit de travaux plus sophistiqués leur seul atout devient leur bonne volonté et leur débrouillardise. Dans des projets de réhabilitation importante de bâtiments ou des chantiers de VRD par exemple, la CIMIC doit souvent expliquer que les moyens militaires sont inappropriés.

En contrepoint de moyens matériels assez spécialisés on trouve également une appétence plus grande des militaires pour les projets de réhabilitation ou d’aménagement mettant en œuvre des matériels ou des matériaux et qui s’assimilent à du génie civil. Les projets mettant en œuvre des relations humaines ou économiques reçoivent un accueil plus réservé de la part des militaires. J’ai ainsi eu l’occasion de constater que nous étions plus à l’aise dans les «projets hard» que dans les «projets soft».À titre d’illustration je citerai l’accueil mitigé qu’avait reçu un chef d’équipe CIMIC quand il avait proposé l’idée de contribuer au redémarrage de l’atelier de couture souhaité par les femmes d’une petite ville. Je garde également en tête l’air dubitatif des cadres du GTIA auxquels j’avais exposé que parmi les sujets auxquels nous pourrions nous intéresser pour bénéficier de l’appui financier du Ministère français des affaires étrangères, figurait le soutien aux populations en difficultés comme les handicapés et les personnes âgées.

## L’obstacle d’un court horizon de temps

Sur les théâtres d’opérations les mandats ont une durée de 4 mois. Dans ce laps de temps les unités engagées, et leurs chefs, vont avoir à cœur de lancer, conduire et inaugurer des actions au profit de la population civile.

Très normalement l’objectif poursuivi est de promouvoir une image positive de l’unité, de favoriser son acceptation par la population voire de gagner sa confiance.

La volonté de vouloir impérativement initier et conclure des projets dans un délai de 4 mois conduit souvent à la multiplication de projets à court terme, aux ambitions limitées, aux effets superficiels et ne s’insérant que difficilement dans un plan d’ensemble cohérent.

Amplifié par les contraintes de moyens ou de capacités évoquées plus haut, le risque est alors de voir s’installer un décalage entre les réalisations conduites par les unités, les attentes de la population et la politique globale recherché au niveau de l’ensemble du théâtre. Ce décalage devient particulièrement sensible quand le théâtre s’installe dans la phase de stabilisation avec son corollaire du développement. Pour la population les besoins dépassent alors la seule réaction d’urgence et pour les unités la pression de «faire de la CIMIC» en relais des opérations de force se fait un peu plus pressante.

Les projets à échéance lointaine en raison soit de longs délais de montage (procédures d’autorisation ou de validation, recherche d’opérateurs, obtention des financements …) ou soit de réalisation échelonnée dans le temps (projets avec des étapes ou projets d’accompagnement par exemple) sont difficiles à promouvoir auprès des chefs qui ont le sentiment qu’ils n’en verront pas personnellement l’issue.

À cet égard, c’est le montant très important du budget et non la nature même du projet qui suscite l’intérêt dans le projet de réhabilitation d’une filière agroalimentaire conduit depuis 2007 au sud Liban. Ce projet de développement va s’étaler sur plusieurs années avec différents volets d’équipement en matériels, de formation des utilisateurs et de structuration d’une filière économique. La CIMIC doit ainsi s’attacher à entretenir l’intérêt qu’y porte l’unité armant le GTIA avec des actions de communication intermédiaires visant à ce que les différentes unités qui se succèdent se l’approprient. À défaut de cet effort le dit projet risque de disparaître de l’horizon d’action de l’unité qui lui préfèrera des actions jugées plus visibles.

Ce problème de l’horizon de temps des projets se trouve encore aggravé par l’existence du concept des Quick Impact Cimic Project (QICP ou QIP). Ces projets au profit des populations civiles ont été à l’origine promus par les organisations internationales, dont l’ONU, ou des doctrines nationales. Les équipes CIMIC peuvent parfois avoir à conduire de tels projets conçus et financés par d’autres.

Les QIP sont généralement de projets dont l’effet est à court terme, simples à mettre en œuvre mais dont on ignore souvent que la taille peut excéder la taille moyenne des projets français nationaux.

La difficulté provient de l’engouement qu’ils suscitent et du fait que ce qui ne devrait être qu’un mode d’action parmi d’autres, devient rapidement la norme. Outre l’aura dont bénéficient ce type de projets de par leur origine, ils s’insèrent parfaitement dans le cadre de l’horizon à court terme évoqué ci-dessus. On en arrive ainsi à constater l’émergence d’un «dogme du QIP» auquel on ne reconnaît pas d’alternative.

## Les vicissitudes de l’environnement international

Dans le cas des opérations en environnement international (Balkans, Liban, Afghanistan …) ce dernier constitue une autre difficulté pour la CIMIC française qui doit essayer de naviguer entre ces différents écueils.

Une manifestation de cette difficulté est la compétition dans laquelle les populations font entrer les nations contributrices à l’opération militaire concernée. Comme tout responsable CIMIC de terrain j’ai fréquemment entendu des propos tels que «Les Belges font cela» ou «Les Italiens nous ont compris» ou encore «La France n’est pas présente» quand ce n’était pas des dossiers complets de demande que l’on voyait circuler et ressortir mois après mois, voire mandat français après mandat français. Même prises avec la plus grand circonspection par le commandement, ces attitudes appellent de fait des comportements réactifs de la part des militaires français qui se sentent obligés de «faire un minimum» et surtout si nos interlocuteurs ont l’intelligence de laisser entendre que notre absence de réaction nous fait prendre fait et cause pour tel ou tel parti.

Je ne ferai également que mentionner ici la surenchère dans les demandes à laquelle nous pouvons aussi être confrontés. Ma plus belle expérience en la matière reste pour l’instant le dossier transmis au commandant du GTIA et qui comportait trois projets pour une petite ville: la construction d’un complexe sportif, la réhabilitation d’une filière ovine et surtout la production et la diffusion d’une œuvre lyrique (création, composition musicale, montage, recrutement, fabrication des décors, enregistrement, diffusion et tournées).

Un autre dégât collatéral de cette compétition, plus insidieux, va se trouver dans les rangs mêmes de nos unités qui peuvent souvent culpabiliser sur la faiblesse de nos moyens comparée à l’abondance supposée de ceux de nos «alliés». Ce ressentiment de dévalorisation affaibli d’autant l’effet de leur présence.

La seconde difficulté dans le domaine des opérations internationales est, pour la CIMIC, la coordination qu’elle doit assurer, dans un contexte difficile et avec les moyens et contraintes précédemment mentionnés.

Un premier axe de coordination que je qualifierai d’«horizontal» doit s’exercer sur le terrain avec d’une part les autres nations contributrices et d’autres part l’organisation internationale servant de cadre à l’opération. Cette coordination est d’autant plus difficile que la CIMIC reste une fonction nationale sans véritable mise en commun des moyens. Chaque nation est présente et agit avec sa doctrine, ses méthodes, ses budgets, ses opérateurs nationaux et ses objectifs politiques.

Le second axe de coordination est justement celui devant être exercé pour la cohérence de l’action globale de la France sur le théâtre concerné. Il ne peut en effet y avoir d’actions au profit des populations qui n’entrent pas dans le cadre de la politique française ou, pire, qui vont à son encontre. Si dans les phases d’urgence, l’impératif de réactivité, peut tempérer certaines divergences, les phases de stabilisation et de développement ne peuvent supporter l’existence d’actions CIMIC déconnectées de la politique générale.

# L’élargissement du rôle de la CIMIC de terrain

En dépit des difficultés et contraintes développées plus haut, la CIMIC française réussit à tenir sa place et à assurer sa mission au prix d’un usage intensif du sens qu’ont nos équipes à savoir naviguer entre les écueils et de leur capacité de débrouillardise.

Sans remettre en cause le concept et la doctrine CIMIC et tout en prenant en considération des contraintes qui ne peuvent être négligées, une mise en perspective du rôle des équipes CIMIC de niveau opératif ou tactique devrait cependant permettre d’optimiser leur action et d’accroître l’efficacité du dispositif.

Particulièrement vraie pour les phases de stabilisation et son corollaire impératif de contribution au développement, l’approche ci-dessous pourrait toutefois trouver à s’employer également, mutatis mutandis, dans les phases initiales.

## Les trois composantes du «projet CIMIC» et le rôle d’interface

Comme toute action militaire, une action au profit de la population civile c’est :

* Un effet à obtenir (susciter l’adhésion, soulager des populations, assister, suppléer une carence, soutenir des initiatives …)
* auprès d’un point d’application bénéficiaire (population, zone géographique, catégorie socioprofessionnelle, activité humaine …)
* dans un espace de temps donné (court ou long terme, effet immédiat, successif ou différé …)

La spécificité de ces actions est que l’ensemble des moyens nécessaires à leur mise en œuvre peut ne pas être disponible au sein même des forces. Cette particularité va d’ailleurs s’accroître en avançant dans la phase de stabilisation où les capacités militaires organiques ne suffisent plus.

La CIMIC a alors un rôle capital à jouer en s’ouvrant à d’autres sources de moyens. C’est dans ce registre que se trouvent les capacités de réponse aux enjeux des phases de stabilisation. Avec ces leviers nos actions CIMIC vont gagner en efficacité.

Un «projet CIMIC» peut également se voir comme la fourniture d’un bien ou d’un service, financé par un tiers, à un bénéficiaire.

La conduite d’un projet devient ainsi la mise en interaction puis la gestion d’un ensemble de trois composants:

* un bien ou un service provenant d’un «*fournisseur*»
* payé par un «*bailleur de fonds*» (généralement un donateur)
* mis en place par un «*opérateur*»

au profit d’un «*bénéficiaire*» ou d’un «*point d’application*».

Le «*fournisseur*» sera généralement une entreprise industrielle ou commerciale ou encore un prestataire de service, qu’il relève du secteur privé ou du secteur public: une société de distribution de matériel agricole ou un institut de formation d’enseignants par exemple.

Le «*financeur*» sera un organisme privé ou public, ce dernier pouvant être l’émanation d’un État ou d’une organisation internationale. On y trouvera par exemple des ONG et des OI, des fondations ou des programmes nationaux d’intervention.

L’«*opérateur*» assurera ce que l’on peut assimiler à de la maîtrise d’œuvre. Des ONG, des entreprises privées ou des agences gouvernementales sont par exemple en mesure de prendre en charge ces tâches.

Le rôle de la CIMIC dans cette approche est d’une part d’identifier les projets qui s’avèreront utiles à la mission de la force et d’autre part de contribuer à leur mise en œuvre en coordonnant l’action des trois composants identifiés ci-dessus. On remarquera que ce rôle d’interface et de facilitateur est celui qui lui est, de fait, attribué par la doctrine CIMIC en vigueur.

Cette approche, qui peut sembler très théorique de premier abord, s’illustre aisément dès lors que l’on admet que des combinaisons sont évidentes.

Au plus simple, le «*fournisseur*», le «*bailleur de fonds*» et l’«*opérateur*» ne vont faire qu’un. Il s’agit là notamment de la situation où des projets sont menés en propres par les armées.

La simple réfection d’une passerelle sur les seuls moyens militaires entrera dans ce cas. Les matériaux seront fournis par l’unité militaire concernée, ils seront de facto payés par le ministère de la défense et les opérateurs pourront être les éléments du génie présents sur place. La CIMIC assurera la coordination de l’ensemble en liaison avec les autorités locales qui seront donc le point d’application.

À l’autre extrémité du spectre des opérations possibles, un forage profond pour alimenter une zone en eau verra s’engager des moyens plus importants.

Le choix du «*point d’application*» sera dicté à la fois par des considérations d’opportunité et des contraintes hydrologiques. Une entreprise «*fournisseur*» pourra être retenue pour assurer le forage stricto sensu, sous la conduite d’un «*opérateur*» qui pourra être une ONG ou une agence gouvernementale, tandis que l’ensemble sera financé par un «*bailleur de fonds*» pouvant être un fond d’intervention voire un consortium de donateurs. Dans cette configuration, l’intervention CIMIC aura consisté à assurer l’identification et la qualification de l’opération, la génération du projet, son montage et son suivi, la liaison entre les différentes parties prenantes, la communication et la médiatisation au profit de la force et de la France… Nous sommes là très loin des cas où la CIMIC *réalise,* mais pourtant l’objectif d’une action au profit de la population dans le contexte de la présence de la force se trouve atteint, malgré la faiblesse des moyens engagés par les armées.

C’est sur ce rôle d’interface de la CIMIC entre ces différents composants qu’il convient de continuer à travailler et à promouvoir. Nous disposons là d’un moyen, à la fois, de pallier la faiblesse des moyens et la routine de certaines pratiques, tout en accédant à la capacité de mener à bien des projets d’envergure capables de répondre aux attentes des populations. En outre la sollicitation et le recours systématisé à des acteurs français peut grandement favoriser la communication et la promotion dans la société civile des actions CIMIC que mènent les armées.

Nous allons examiner successivement

comment peut se mettre en œuvre cette approche d’interface entre ces piliers.

## La force engagée et son dispositif CIMIC

Il n’est pas question que les actions CIMIC traditionnelles soient abandonnées. Les unités doivent toujours pouvoir mener des projets de taille limitée, sur leurs moyens propres et dont elles conservent l’entière maîtrise. L’appropriation des actions CIMIC par les unités doit ainsi être sauvegardée sous peine de voir la CIMIC devenir étrangère aux actions de la force, ce qui serait la négation même de sa raison d’être. C’est particulièrement vrai pour les actions d’urgence.

En revanche l’idée d’une gamme complémentaire de projets principalement axés sur le développement, ainsi que le mode opératoire qui consiste à en confier la réalisation et le financement à des tiers, doit être promue et plus particulièrement auprès des commandeurs de théâtre.

Les freins à desserrer seront alors pour les équipes CIMIC celui du sentiment de «ne rien faire» de concret et de visible et pour les commandeurs celui de ne plus être «propriétaire» du projet.

## Le bénéficiaire et le point d’application

La détermination du point d’application de l’action ou du projet CIMIC doit rester du ressort de la force engagée sur un théâtre.

Ces actions ou projets sont en effet prioritairement menés à son profit afin de lui permettre de conduire sa mission dans les meilleures conditions possibles: baisse du niveau général de tension, conquête des cœurs et des esprits, lutte d’influence avec les factions actives, facilitation de l’acceptation voire du désengagement de la force… la CIMIC peut contribuer à l’atteinte de tous ces objectifs et reste donc l’un des moyens d’action à privilégier en phase de stabilisation.

Une gamme plus large d’actions et de projets plus ambitieux doit pouvoir être mise à disposition. Le chef S9/G9, dans son rôle de conseiller CIMIC du commandeur, pourra ainsi proposer une panoplie d’actions répondant aux effets souhaités par ce dernier: des actions ponctuelles relevant du QIP aux projets de développement de plus grande envergure.

Si la force doit conserver la maîtrise des points d’application des projets CIMIC, la mise en œuvre de projets de plus grande envergure mobilisant des ressources et des financements d’origine extérieure au ministère de la défense devra cependant s’accompagner d’une prise en considération de l’ensemble des contraintes. Une coordination plus systématique et plus étroite avec notamment le niveau politique va s’imposer.

C’est ainsi qu’un projet modeste de réfection d’une école dans un village qui intéresse la mission de la force mais qui ne répond pas aux objectifs politiques de la France peut ne rester qu’une maladresse sans conséquence dommageable. En revanche, un projet de développement important comme la réhabilitation d’un petit hôpital ou une opération à vocation économique mené dans le même village avec une maîtrise d’œuvre tierce et un financement hors ministère de la défense peut s’avérer être une grosse erreur venant contrecarrer une politique globale.

Les obstacles à lever seront ici l’établissement des connections entre les opérateurs des niveaux tactiques ou opératifs d’une part et les niveaux politiques d’autre part. Et encore il conviendra que ces connections fonctionnent et soient régulièrement utilisées. Nous nous situons là dans le domaine de l’action interministérielle en général et de celui des relations entre les ministères de la défense et des affaires étrangères en particulier. Ces relations sont à mettre en place au niveau central (parisien?) et à activer en fonction des théâtres d’opération par des officiers de liaison par exemple.

## Le fournisseur

Nous n’aborderons pas ici le cas des fournisseurs de biens ou de services locaux, identifiés par les équipes CIMIC sur les théâtres d’opérations et pour lesquels elles disposent de listes, d’annuaires ou de références patiemment établis et transmis de mandats en mandats. Ils se voient également appliquer des procédures de devis ou d’appels d’offres plus ou moins élaborés au fil du temps et des contraintes rencontrées. Il s’agit là des fournisseurs traditionnels des projets CIMIC non moins traditionnels, auxquels on peut aisément recourir: matériel et matériaux de génie civil, petit outillage, équipements électriques ou mécaniques, fournitures scolaires, informatique…

La difficulté devient plus grande quand le bien ou le service nécessaire dépasse le cadre des projets usuels soit par la taille soit par la nature. Confronté à une telle demande, le responsable CIMIC se débrouille au mieux de ses réseaux d’information ou de relations et de la connaissance empirique qu’il a des expériences antérieures similaires. A contrario, il ne dispose que très rarement d’un catalogue ou d’un mode opératoire lui permettant d’identifier le ou les fournisseurs français qu’il pourrait contacter ou solliciter. Et dans les rares cas où ces canaux de communication existent, faute d’une information suffisante ils se révèlent inopérants.

Dans le cadre général d’actions de développement autour du thème de l’eau et de l’accès à l’eau au sud Liban, j’ai ainsi eu à m’intéresser à la question d’installations d’assainissement non collectives à entendre comme des projets de stations d’épuration de taille moyenne pour des hameaux, des groupes de ferme ou des écoles. L’idée était de repérer des entreprises françaises disposant de solutions techniques adaptées et d’en assurer la mise en relation avec l’agence gouvernementale locale. L’effet potentiel d’un tel projet auprès des populations et son impact sur la mission du bataillon français et la position de la France en général, n’ont besoin ici d’aucun développement particulier tant ils apparaissent évidents.

J’ai donc tenté de prendre contact avec le syndicat professionnel français du secteur et après quelques tâtonnements j’ai cru avoir identifié le bon point de contact. Cependant faute d’un travail amont de préparation préalable, d’un relais sur place (à Paris) et d’un horizon de temps dépassant les 4 mois de ma mission, mes quelques fugitifs contacts se sont révélés infructueux par incompréhension de la démarche: mes correspondants de l’époque doivent encore se demander ce que leur voulait ce militaire!

Pour éviter ces déconvenues comme ces pertes d’efficacités ou d’opportunités, on pourrait ainsi concevoir des «catalogues» de domaines d’intervention privilégiés, mis à disposition des équipes CIMIC et identifiant des contacts qualifiés et régulièrement entretenus. Point n’est besoin d’un niveau de détail très fin couvrant l’intégralité du spectre des activités économiques puisqu’il suffit de quelques points d’entrée à partir desquels il est possible de rayonner. La maintenance de ces «catalogues» pourrait être confiée à des cellules d’un dispositif permanent de base arrière hébergé par le GIACM ou une structure informelle dans la mouvance du J9. Des réservistes pourraient se voir confier la mise à jour de ces catalogues et l’entretien des contacts qu’ils représentent: leur connaissance de ces environnements civils spécialisés serait alors un atout précieux. Il semble évident de souligner ici que ce réseau de relations à monter puis à faire vivre ne concernerait que des organismes représentant des entreprises publiques ou privées: syndicats professionnels, chambres de commerce, agences officielles telles que Ubifrance, conseillers du commerce extérieur…Répétons que la mission de la CIMIC n’est pas d’assurer la promotion de telle ou telle entreprise mais bien de mettre en relation des «fournisseurs» et des besoins.

Ce réseau ne serait pas passif dans le sens de la seule tenue de listes à jour. Il pourrait être sollicité par les équipes CIMIC de théâtre dans leurs recherches puis dans le suivi à distance du montage des projets.

Enfin remarquons que le recours à un tel réseau aurait également des effets bénéfiques en matière de diffusion auprès d’opérateurs économiques d’informations et de sensibilisation aux questions pratiques de sortie de crise.

## L’opérateur

L’opérateur assure pour un projet CIMIC une fonction très similaire à celle de maître d’œuvre. Il conseille à la fois le bénéficiaire du projet et la CIMIC dans son rôle d’interface, il conçoit et valide des plans d’action, il participe aux choix des fournisseurs, il suit et réoriente les chantiers sur les plans technique ou budgétaire…

Cette fonction excède très vite les capacités propres des équipes CIMIC dès lors que le projet atteint une certaine taille ou relève d’un domaine qu’elles ne maîtrisent pas. Inversement pour des projets de taille modeste ou qui doivent être conduits dans l’urgence, l’opérateur doit rester à l’évidence l’équipe CIMIC.

Ce n’est faire injure à personne que de reconnaître que la conduite de la mise en place d’une filière économique de production d’huile d’olives, du creusement d’un puits à forte profondeur ou de la remise en fonctionnement d’un petit hôpital ne font pas partie des capacités de nos équipes CIMIC. En revanche ce genre de projets entre parfaitement dans la catégorie des projets de développement dont ont besoin nos forces déployées sur les théâtres.

Une des solutions possibles à ce problème se situe dans le recours à des tiers agissant comme opérateurs spécialisés. Dans cette catégorie on peut y trouver des agences ou organismes locaux officiels quand ils existent et sont fiables (organismes impliqués dans la reconstruction par exemple), des organisations internationales (telles que celles dépendant de l’ONU), des entreprises privées qu’elles soient nationales ou originaires de pays tiers mais également et surtout des ONG.

Ces dernières apparaissent comme constituant une alternative intéressante en raison de leur spécialisation, de leur implication et capacités d’intervention dans des situations de crise ou en voie de stabilisation, leur neutralité (qu’il convient d’apprécier avec discernement) et enfin eu égard à leurs coûts d’emploi qui sont plus compatibles avec les budgets disponibles.

L’expérience montre cependant que si nos équipes CIMIC ont une bonne connaissance des ONG de l’urgence et de l’humanitaire qu’elles croisent régulièrement sur le terrain et avec lesquelles elles travaillent depuis longtemps, les ONG de la seconde phase (les ONG de développement) nous sont moins connues: expériences communes moindres, présence différente sur le terrain, visibilité et médiatisation faible…

La coordination des ONG par les services des ambassades illustre la difficulté que l’on peut rencontrer. Tant que la situation va être qualifiée d’urgence humanitaire avec la disponibilité corrélative de certains fonds d’intervention, les ONG de la première phase vont logiquement se faire identifier et une coordination va pouvoir s’instaurer. En revanche, la bascule vers la phase de développement va mettre un terme à certains financements et parallèlement à la nécessité pour une ONG de se faire identifier en tant que telle.

Là encore peut se justifier la constitution d’annuaires ou de catalogues ainsi que l’établissement de relations en amont des phases de crise ou de stabilisation rencontrées sur les théâtres d’opération. L’idée est toujours de donner à la CIMIC les moyens d’identifier rapidement et avec pertinence l’opérateur pouvant contribuer à la réussite d’un projet identifié[[78]](#footnote-78).

Cette volonté affichée d’établissement de relations en amont avec des ONG ne devrait pas soulever les mêmes préventions que celles rencontrées pour les relations avec les ONG de l’urgence humanitaire: le débat sur la confusion des genres entre opérations militaires et actions humanitaires n’a plus de raison d’être et, de plus, la CIMIC (donc la force) ne revendique ici qu’un rôle d’interface ce qui devrait faciliter la reconnaissance des positions de chacun.

Enfin dans le registre de l’action interministérielle qui apparaît devoir être développée, notons ici l’existence d’une structure de coordination des ONG localisée au ministère des affaires étrangères, la Mission d’Appui à l’Action Internationale des ONG- MAAIONG, avec laquelle des échanges fructueux devraient pouvoir avoir lieu dans le respect des missions et contraintes de chacun.

## Le bailleur de fonds

La CIMIC ne peut plus se limiter aux seuls financements issus du ministère de la défense si elle veut être en mesure de mener à bien sa mission de proposer et conduire une large gamme de projets au profit des populations. D’une part ces financements se révèlent insuffisants eu égard à la taille des projets de développement nécessaires. D’autre part la disposition de financements en provenance d’autres horizons amène mécaniquement de la variété dans les projets possibles ce qui ne peut constituer qu’un enrichissement appréciable des actions CIMIC et de leur efficacité.

Les équipes CIMIC ont toujours inclus dans leur champ d’action la recherche de financements extérieurs qu’il s’agisse de financements publics français (ministères, agences nationales, collectivités locales …), de financements issus d’organisations internationales (UE, ONU, BIT…) ou de financements issus de donateurs (ONG, fondations et associations, entreprises privées ou publiques…). Avec beaucoup de débrouillardise et un sens aigu de l’empirisme, l’expérience montre qu’elles y arrivent plutôt bien mais la limite d’une telle démarche est une productivité insuffisante: faute de cadres de référence, de capitalisation des expériences antérieures, d’une approche rationalisée, d’une connaissance des offres disponibles et des moyens de les atteindre, d’une pratique et d’une attitude homogènes et constantes des différents intervenants successifs… l’énergie et le temps consommés dans ces recherches de financements ne sont pas à la hauteur des résultats et des besoins.

Une fois de plus la question de la mise à disposition des équipes de terrain d’un dispositif structuré auquel elles peuvent avoir aisément accès ainsi que d’un mode opératoire normalisé doit être posée.

La mise en place d’un tel dispositif passe par le recensement par anticipation des sources de financement accessibles, mais ne doit pas s’arrêter là. Un travail important de formalisation et de mise à disposition de l’information doit être mené et de manière constante[[79]](#footnote-79).

Dans un fonctionnement idéal, l’échelon CIMIC opératif ou tactique doit ainsi pouvoir contacter un interlocuteur qui, sur la base des éléments de demande exprimés, l’orientera vers diverses sources de financement possibles et lui donnera les grandes lignes du mode opératoire. On retrouve là le concept du réseau préexistant et localisé en métropole que l’on a déjà esquissé plus haut pour les «fournisseurs» ou les «opérateurs». La ligne directrice est toujours la même: elle consiste à confier essentiellement un rôle d’interface et de chef d’orchestre à la CIMIC de terrain tout en lui donnant en même temps l’accès à des réseaux de contacts spécialisés qui seront en mesure d’étudier puis de fournir ce dont le projet à besoin.

Le succès de la recherche de financements repose également sur la capacité de pouvoir faire preuve d’imagination et d’innovation. Sur le terrain, les équipes CIMIC ne vont en avoir ni le temps, ni le recul nécessaire, en raison de la légitime priorité donnée aux actions. En d’autres termes, malgré quelques coups menés avec succès par le passé, l’expérience apprend que ce sont toujours les mêmes canaux de financement qui sont utilisés et qu’il n’y a guère de place ni de temps pour des approches exploratoires: les financements issus des organisations internationales et des pouvoirs publics français restent prépondérants dans les projets menés par notre CIMIC. En contrepoint de cette observation, on notera toutefois que la France ne dispose pas d’outil tel que l’USAID[[80]](#footnote-80) par exemple.

Un réseau de captage et d’orientation de fonds, établi en base arrière et fonctionnant de façon permanente, ajoutera en revanche la possibilité d’effectuer une veille, de prendre des contacts, de faire des essais et des comparaisons, d’assurer la diffusion des bonnes pratiques…

Dans le domaine des recherches de financements de projets de développement, des pans entiers méritent d’être explorés par la CIMIC même si à l’évidence toutes ne s’avèreront pas fructueuses. Nous maîtrisons de façon suffisante la connaissance des programmes de l’UE mais des marges de progression existent dans l’efficacité de la mobilisation des financements disponibles au profit de la CIMIC. Il en est de même des programmes de l’ONU. Au plan national, le recensement des aides, subventions et autres financements d’actions ou de projets ainsi que leurs modes opératoires reste à parfaire aux niveaux ministériels ou de ceux des agences nationales telles que l’Agence Française de Développement (AFD) par exemple. Il n’est pas certain non plus que la CIMIC maîtrise parfaitement les possibilités offertes par la participation de la France aux différentes conférences de donateurs qui voient régulièrement le jour dans le prolongement direct des conflits. Il en va de même des possibilités offertes par les collectivités locales au travers d’outils tels que la coopération décentralisée: un nombre significatif de projets de développement sont à la pointure de ce que peut conduire une collectivité locale, quelle que soit sa taille. En outre ce canal apporterait non seulement le financement, ou une partie de celui-ci, mais également une ingénierie de projet intéressante et une ouverture politique.

Enfin les donateurs privés nationaux ne doivent pas être négligés dans cette esquisse de panorama. Il s’agira essentiellement d’associations ou de fondations. Sollicitées dans ce registre elles peuvent entrer dans le financement de projets de développement dès lors qu’ils répondent à leur objet social et que nous savons nous adapter à leurs contraintes: cycles des programmes éligibles, délais, formalisme des dossiers, conditions générales des projets… Dans cette catégorie des donateurs privés avec lesquels il serait utile d’entrer en relation nous pouvons citer la Fondation de France qui abrite un certain nombre d’autres fondations et qui a elle-même ses propres capacités d’intervention: à cet égard on y remarquera la mise en place assez récente d’un Comité des Solidarités Internationales qui pourrait se montrer intéressé par certains projets CIMIC.

La faiblesse unitaire des budgets disponibles, qu’ils soient publics ou privés, ne doit pourtant pas être occultée. Il en va de même de la variété et parfois de la complexité et du délai de l’instruction des dossiers de financement. En revanche dans un très grand nombre de cas le budget moyen allouable à un projet excèdera le budget moyen constaté sur les opérations financées sur les fonds propres du ministère de la défense et la multiplication des sources sera de nature à créer un flux plus important.

Le dernier intérêt à souligner concernant le recours à des financements d’origines diversifiées, et alloués à des projets dans lesquels la CIMIC n’est pas partie prenante mais joue un simple rôle d’interface, est celui d’éviter certaines contraintes administratives. La CIMIC n’étant pas bénéficiaire des fonds, la question du contrôle de l’utilisation des crédits par la direction du commissariat de l’ADCONFRANCE ne se pose plus. C’est au bailleur de fonds de s’assurer de la bonne utilisation des fonds, de la même façon que c’est à l’opérateur de mettre en place les procédures de devis ou d’appels d’offres. La latitude d’action de la CIMIC devrait s’en trouver grandement élargie.

# Conclusion

Les conflits d’aujourd’hui ne s’arrêtent pas à l’issue d’une offensive ou d’une phase de coercition initiale. Ils perdurent dans le temps, au milieu des populations civiles, et ils mettent nos forces aux prises avec des adversaires que l’on peut qualifier d’«insurgés innovants»[[81]](#footnote-81).

Nous avons ainsi la nécessité de légitimer la présence de nos forces dans la durée, voire de la faciliter. Nous nous devons également de contribuer au retour à la stabilité en leur permettant de mener une lutte d’influence avec leurs adversaires («conquérir les cœurs et les esprits») et en appuyant les autorités locales que nous considérons comme légitimes.

Le concept des Provincial Reconstruction Teams (PRT) peut se révéler utile dans cette tâche. «*Imaginé à l’origine comme instrument de sortie de crise en Afghanistan, le concept des PRT est conçu pour agir dans les champs matériel et immatériel où les unités militaires classiques trouvent justement leurs limites, qu’il s’agisse des effets à obtenir ou des moyens à mettre en œuvre. Petites, évolutives et pluridisciplinaires, ces PRT sont conçues pour produire des effets immédiatement visibles aux endroits stratégiques du pays*»[[82]](#footnote-82).

Si le pouvoir politique le souhaite, les forces françaises peuvent introduire ce type de concept dans la gamme de leurs modes d’action. Elles peuvent capitaliser pour cela sur l’expérience CIMIC accumulée depuis plusieurs années: nous disposons en effet d’une doctrine, d’un outil, d’une pratique éprouvée et d’un ensemble de cadres expérimentés et formés aux spécificités de cette fonction d’appui.

Toutefois comme on l’a vu précédemment la pratique CIMIC française doit franchir un palier pour être en mesure de répondre à de nouvelles nécessités dans le domaine des actions de développement: à la fois dans son positionnement et dans celui des moyens mis à sa disposition, il doit élargir le champ de ses capacités d’action.

Deux mots sont clés pour y parvenir: **interface** et **réseaux**.

**Notre CIMIC doit se sortir de la posture unique du** «***faire***» **pour évoluer vers celle du** «***coordonner***» et au passage l’appropriation des projets risque d’être mise à mal. Ce rôle d’interface, déjà en filigrane dans la pratique actuelle, devra faire l’objet d’une sensibilisation puis d’une formation adéquate des équipes CIMIC appelées à intervenir. Il sera également à promouvoir de façon active auprès des commandeurs de théâtre qui sont et demeureront les premiers concernés par cette évolution.

Corollaire d’un positionnement en interface, le fonctionnement en réseau permettra de contourner l’obstacle de la faiblesse des moyens qu’ils soient financiers, organisationnels ou opérationnels. La mise en place de tels réseaux, avec des structures légères et évolutives, visera à doter en moyens les projets CIMIC de développement dont les équipes de terrain seront désormais les chefs d’orchestre. Leur permanence dans le temps permettra la veille et l’anticipation qui font actuellement défaut, de même qu’elle garantira le suivi d’actions et de projets s’inscrivant de plus en plus dans la durée.

Enfin, au-delà de l’efficacité directement attendue de ces réseaux dans les actions CIMIC de développement, on peut entrevoir d’autres effets à leur mise en place: la contribution des armées à un fonctionnement en mode interministériel pour les situations de sortie de crise, le relais et la visibilité de l’action des forces auprès des acteurs économiques, financiers et sociaux de la société civile, un rôle et une fonction pouvant être pris en charge pour partie par la réserve.

## Votre tribune



**«Le repli intérieur de 1924**

**et ses conséquences»**

# (Leçons d’histoire des Cahiers n° 12)



## Avis du Capitaine (ORSEM) Matthieu MEISSONNIER

**C’**est avec justesse que l’auteur indique comme point de bascule l’année 1924 qui voit la fin des principales opérations de projection de l’armée française hors de ses frontières et qu’il montre comment, abandonnant cette option stratégique, l’effort de défense s’étiole et se désunit. Il est d’ailleurs particulièrement pertinent de montrer combien il ne s’agit pas là d’une fatalité amenant nécessairement au second conflit mondial et à la défaite.

Cependant, en négligeant deux autres éléments que sont l’isolement diplomatique du pays et sa situation financière, l’auteur occulte deux explications essentielles.

Il faut tout d’abord souligner que la période de 1919 à 1924, présentée comme un «*âge d’or*» de l’armée française, est communément désignée comme celle de «*la politique d’exécution*» qui est considérée comme un échec. En effet, dans le traité de Versailles, la France n’a pas obtenu des anglo-saxons les garanties qu’elle souhaitait. Une fois la paix signée, elle exige l’exécution intégrale des traités, notamment le paiement des réparations et la garantie de ses frontières. Mais les États-Unis et le Royaume-Uni veulent ménager l’Allemagne pour lutter contre la menace communiste et contrebalancer «*l’impérialisme français*», conformément à leur politique classique. De même, ils se refusent à une garantie des frontières qui pourraient les entraîner automatiquement dans la guerre.

C’est dans ce contexte, après une première occupation de villes allemandes en 1920 suivie de leur évacuation sous pression alliée et après l’échec de la conférence de Cannes en janvier 1922 portant sur la baisse de réparations contre la reconnaissance des frontières, que prend place, en janvier 1923, l’occupation de la Ruhr par la France et la Belgique. Elle vient exacerber les craintes des anglo-saxons.

Or, à l’époque, la France est dans une situation financière extrêmement fragile en raison de la guerre et d’une politique de reconstruction gagée sur le paiement des réparations. Face aux difficultés financières, le Parlement va refuser tout effort fiscal avant les élections législatives de 1924, contraignant à solliciter un prêt auprès de la banque américaine Morgan et déclenchant la spéculation contre le franc.

La crise va être résolue par Édouard Herriot, nouveau Président du Conseil. À l’été 1924, à la conférence de Londres, l’isolement diplomatique français est total. Les États-Unis, le Royaume-Uni et l’Allemagne se sont entendus. Herriot, conscient des faiblesses de la France choisit de maintenir l’alliance avec le Royaume-Uni, de profiter des capitaux américains et de tenter de s’appuyer sur la partie démocratique de l’Allemagne.

1924 est effectivement le tournant de la politique étrangère française durant cette période. Car la France, diplomatiquement isolée et financièrement dépendante, n’avait pas les moyens d’une politique militaire ambitieuse lui permettant d’exiger par la force l’exécution des traités. Compte tenu de cet échec, elle s’engage dans une détente ambiguë avec l’Allemagne et rend sa diplomatie dépendante du Royaume-Uni jusqu’à mettre en danger sa sécurité et ses intérêts.

***Réponse de l’ auteur de l’article, le Lieutenant-colonel GOYA***

*Ces arguments ne manquent pas de pertinence, mais ils n’expliquent pas un retournement aussi spectaculaire. Après tout, la France de 1924 dispose aussi d’alliances, en Belgique et en Europe orientale et son armée est encore riche d’un matériel abondant et de fortes compétences. Placée dans une position plus délicate en 1914, elle avait développé une stratégie très agressive, proche de la «guerre éclair» (justement pour ne pas avoir à soutenir une guerre longue contre la puissante Allemagne). Finalement, comme l’explique remarquablement Elizabeth Kier dans «****Imagining war: french and british military doctrine between the wars***»*, il semble que les considérations de politique étrangère n’ont pesé que peu dans la définition de la politique militaire française. Dans l’entre deux guerres, outre les questions budgétaires, la capacité d’intervention est surtout entravée par la peur du pouvoir politique d’une troupe d’active (et pire encore professionnelle) prête à agir plus vite et plus puissamment que les forces de sécurité intérieure. Les différents gouvernements privilégient donc le service court et la mobilisation. De leurs côtés, les militaires français sont persuadés qu’à partir d’un an de service, il n’est plus possible de faire un bon soldat et que toute stratégie offensive, exigeant des savoir-faire plus complexes que ceux de la défensive, est vouée à un échec encore pire qu’en 1914. En bref, la politique militaire de cette époque a largement été bâtie sur des fantasmes.*

## Leçons d’histoire



**Histoire de la formule**

**de remise de commandement**



*Par le Lieutenant-colonel M. GOYA,*

*de l’État-major des Armées*

**L’**idée d’une formule de remise de commandement identique pour tous les corps est très ancienne. Elle remonte probablement aux ordonnances du secrétaire à la guerre Le Tellier, codifiant aux débuts des années 1660 les pratiques du système mixte (le roi vend les commandements de la même manière que des licences d’exploitation actuellement).

Dans une ordonnance sur le service intérieur des troupes d’infanterie en date du 2 novembre 1833, on trouve la description suivante d’une passation de commandement pour un colonel commandant un régiment (article 202):

*L’officier qui doit être reçu se place à la gauche de celui qui le fait recevoir, l’un et l’autre mettent le sabre ou l’épée à la main. Ils font face à la troupe. Celui qui reçoit fait porter les armes et ouvre un ban, il prononce à haute voix la formule suivante; «Pour la réception du colonel, de par le Roi, officiers, sous-officiers, caporaux et soldats, vous reconnaîtrez pour colonel Mr XXX et vous lui obéirez en tout ce qu’il vous commandera pour le bien du service et l’exécution des règlements militaires».*

On notera que les colonels se passent le commandement de l’un à l’autre sans intermédiaire.

On retrouve une formule similaire, adaptée aux différents régimes politiques, tout au long du XIXème siècle et jusqu’à la IIIème République. La formule est alors très proche de celle en vigueur actuellement. On la retrouve encore dans le décret du 1er avril 1933 (article 7), portant règlement du service dans l’armée (applicable donc pour l’armée de terre et l’armée de l’air):

***«De par le Président de la République, vous reconnaîtrez pour votre chef de corps le … ici présent et vous lui obéirez en tout ce qu’il vous commandera pour le bien du service, l’exécution des règlements militaires et l’observation des lois».***

Cette formule reste appliquée jusqu’en 1959, date à laquelle, selon le général Dodelier, chef de l’EMP de l’époque[[83]](#footnote-83), le général de Gaulle l’aurait personnellement modifiée comme suit :

***«Officiers, sous-officiers, hommes du rang, de par le Président de la République, vous reconnaîtrez désormais pour votre chef[[84]](#footnote-84) le … ici présent et vous lui obéirez en tout ce qu’il vous commandera pour le bien du service, l’exécution des règlements militaires, l’observation des lois et le succès des armes de la France»***

Cette formule est reprise et appliquée également à la Marine nationale à partir du décret n° 66-749 du 1er octobre 1966 portant règlement de discipline générale (article 47, voir pièce jointe), lui-même en grande partie œuvre du général de Gaulle.

**Le bilan de la**

**présence britannique**

**en Irak (2003-2008)**



*Par le Lieutenant-colonel Michel GOYA*

*De l’État-major des Armées*

***«On fait la guerre quand on veut. On la termine quand on peut»***

***Machiavel***

***Mac***

**L’**histoire du Royaume-Uni est la plus riche en «petites guerres», conquêtes coloniales, contre-guérillas ou opérations de stabilisation. Forts de cette culture les Britanniques avaient l’ambition de faire de Bassorah et des quatre provinces du Sud-Est irakien, un modèle pour le reste de l’Irak. Après cinq ans de présence et 175 soldats tués, le bilan apparaît pourtant mitigé. Cette expérience est néanmoins riche d’enseignements au moment où nous nous engageons fortement auprès des Américains dans une difficile opération de contre-guérilla.

##### La participation impuissante

Après une courte période euphorique où les patrouilles étaient applaudies dans les rues de Bassorah, les soldats britanniques se sont vite rendu compte de leur manque de prise sur les évènements. Les forces et de Sa Majesté ont été employées de manière à obtenir le meilleur rapport coût/gains politiques. Cela s’est traduit d’abord par un volume de forces très réduit par rapport à la population à contrôler (de 8000 en 2003 à 5000 fin 2007, soit la moitié de la division Sud-Ouest, pour contrôler 5 millions d’habitants dont la moitié à Bassorah) et un engagement financier du même niveau (soit environ 5% du total de la Coalition).

Cet effort *a minima* a bien sûr entravé l’action des forces, comme le reconnaissait le général Jackson dès décembre 2006 (*«il n’y a aucun rapport entre ce que nous faisons et les moyens qui sont mis à notre disposition pour le faire»*), mais n’a pas permis non plus d’avoir la taille critique qui aurait permis au Royaume-Uni de cogérer l’Irak comme l’autorisait le Conseil de sécurité. De fait, la direction de la Coalition a été laissée aux Américains et les Britanniques ont été condamnés à suivre leur puissant allié avec ses objectifs ambitieux et ses maladresses initiales. La marge d’initiative s’est même encore réduite avec le transfert d’autorité au gouvernement provisoire irakien en juin 2004.

Sur le terrain, les militaires britanniques ont fait de grands efforts pour rétablir un niveau de sécurité acceptable en s’appuyant sur les pouvoirs tribaux et en s’efforçant de gagner l’estime de la population par une attitude courtoise, un usage minimal de la force et le respect du droit. Mais cette action militaire n’a pas été relayée par des organisations civiles britanniques lentes à mettre en œuvre la reconstruction et elle a été polluée par une multitude d’acteurs sur lesquels les Britanniques n’avaient que peu de prises: convois américains, ONG (dont certaines distribuant des bibles), sociétés privées, milices chiites, etc. Elle est donc restée très superficielle.

La surprise de la révolte mahdiste de 2004 a été le premier révélateur de la faiblesse du contrôle allié sur la région Sud. Puis, par les scrutins de 2005, l’Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak et ses alliés sont parvenus à obtenir la majorité des sièges dans toutes les provinces chiites, à l’exception de celle de Bassorah conquise par Mohammed al-Waeli, membre du parti Fadhila. Celui-ci s’est empressé d’installer une «kleptocratie» très lucrative et très autonome par rapport au pouvoir central, en association avec l’armée du Mahdi qui a poursuivi sa politique d’infiltration de tous les organes de sécurité et de contrôle des milieux populaires. Les militaires britanniques sont totalement impuissants à empêcher cette progression souterraine d’autant plus qu’à l’approche des élections législatives (mai 2005), le gouvernement de Tony Blair ne veut prendre aucun risque de dissiper l’illusion d’une force bien acceptée par la population et contrôlant Bassorah.

##### Perte de contrôle

La réalité de la perte de contrôle britannique éclate finalement au grand jour à Bassorah le 19 septembre 2005 après la capture par «l’Unité des crimes majeurs», ou *Jameat* (un «escadron de la mort» mahdiste) de deux soldats SAS agissant en civil. Cet incident faisait suite à de nombreux accrochages et à l’assassinat du journaliste américain Steven Vincent, aussi les Britanniques décident de marquer les esprits en libérant de force les deux SAS par un raid mécanisé sur le quartier général de la *Jameat*. Au moment du repli, les blindés sont encerclés par une foule de plusieurs milliers de personnes et des miliciens qui les bombardent de cocktails molotov. Les images des soldats s’échappant des blindés en flammes détruisent définitivement le discours officiel. De son côté, le gouverneur Waeli fait suspendre toute coopération avec les Britanniques pendant neuf mois.

Pour la majorité de la presse britannique, il est alors évident que l’opération Telic a échoué. Le *Guardian* parle d’un *«fiasco sans équivalent dans l’histoire britannique récente»*. Le *Daily Mail* conservateur évoque *«l’effondrement catastrophique de la politique britannique en Irak»* et le *Daily Express* réclame le retour des soldats. Les critiques s’adressent au gouvernement et non à l’armée, dont les difficultés ont engendré un courant de sympathie.

Le temps de la «conquête des esprits et des cœurs» est fini et la priorité est désormais le retrait d’Irak avec le moins de dégâts politiques possibles. Les Mahdistes le comprennent bien qui multiplient les attaques par IED afin d’interdire tout déplacement non protégé et de couper définitivement la force d’une population qu’ils terrorisent (le nombre mensuel de meurtres double de novembre 2005 à février 2006). Le 5 mai 2006, un hélicoptère est abattu au-dessus de Bassorah et la mission de récupération des corps des cinq soldats tués et de la carcasse de l’appareil doit se faire au milieu de tirs et de manifestations particulièrement violentes. Le 31 mai 2006, le Premier ministre irakien déclare l’état d’urgence et envoie une division rétablir l’ordre mais l’armée irakienne ne fait pas le poids face aux milices. Bassorah sombre dans la violence. En septembre 2006, les Britanniques tentent de reprendre l’initiative en lançant l’opération «Sinbad». Chacun des dix-huit districts de Bassorah fait l’objet d’une opération de bouclage de 48 heures suivie d’une occupation de deux semaines par les troupes irakiennes, puis d’un mois de contrôle par une équipe de policiers militaires britanniques. Le 18 février 2007, «Sinbad» prend fin et son succès proclamé sert de prétexte au retrait progressif britannique de Bassorah sur l’aéroport à l’ouest de la ville[[85]](#footnote-85).

Le 21 février 2007, estimant que la mission britannique a atteint ses objectifs, le Premier ministre Tony Blair annonce un contingent réduit à 5.500 hommes à l’occasion de la relève de juin 2007 et un retrait total avant la fin de l’année 2008. En octobre 2007, pour sa première visite en Irak, Gordon Brown, annonce une nouvelle réduction de 1.000 hommes pour la fin décembre et encore 2.000 de plus au printemps 2008 (décision reportée depuis).

À partir du printemps 2007, les Britanniques s’orientent vers des missions de soutien aux forces irakiennes, de protection des axes logistiques et, prétextant l’influence croissante et négative de l’Iran, de contrôle des frontières. Ils y développent des modes d’action nouveaux (patrouilles de Land rover ravitaillées par air) très médiatiques mais tactiquement peu utiles tant la tâche est immense. L’ensemble du dispositif, comme celui des autres alliés non-américains (dont le volume des forces a été divisé par deux en cinq ans et qui ont perdu 135 tués) est très vulnérable en cas de confrontation directe avec l’Iran.

##### Enseignements

Les 80.000 soldats britanniques qui se sont succédés en Irak ont fait preuve d’un grand professionnalisme. Cette compétence tactique n’a pu cependant, et c’est une constante historique, se substituer au manque de moyens et surtout à une vraie stratégie puisque l’ampleur de la tâche dépassait les moyens du Royaume-Uni et la stratégie, chaotique, était le fait des Américains.

Rétrospectivement, la seule solution aurait sans doute été de mettre en place un véritable «imperium» avec une administration directe, militaire et civile, sous une direction unique, du style du ministère de l’Irlande du Nord. Cela supposait une légitimité et des ressources humaines et financières non seulement plus importantes que celles dont disposaient les Britanniques mais aussi employées de manière plus réactive pour réussir une «paix éclair» avec le rétablissement rapide de la sécurité et des fonctions économiques.

Cette administration directe aurait comporté une composante permanente avec un personnel fixe pendant les années nécessaires au passage à la phase de normalisation et une composante tournante d’unités militaires et de cellules civiles. Les unités militaires britanniques auraient elles-mêmes été renforcées puis remplacées par une armée de type Légion arabe ou Armée des Indes, à recrutement ethnique, à fort esprit de corps et avec un solide encadrement britannique (permanent lui aussi). Ces méthodes présentaient toutefois l’inconvénient de trop ressembler à celles de la conquête coloniale, ce qui ne pouvait à terme que susciter l’irritation des Irakiens et l’incompréhension de l’opinion publique britannique persuadée d’assister à une opération de stabilisation identique à celle réalisée dans les Balkans depuis 1995.

Mais, même ainsi, l’objectif de normalisation était pratiquement inatteignable car le sort de la zone de responsabilité britannique était lié à celui de l’ensemble de l’Irak. Dans les opérations multinationales de stabilisation de grande ampleur comme en Irak et en Afghanistan, le succès général dépend du succès des Etats-Unis[[86]](#footnote-86). Cela induit un raisonnement de type «dilemme du prisonnier» chez tous les autres alliés puisque chacun d’eux a le choix entre s’impliquer fortement ou non. S’il s’implique fortement, le coût humain et financier va augmenter très vite alors que les gains espérés dépendent surtout d’une victoire des Etats-Unis. Or celle-ci est à la fois très aléatoire car les Américains sont très mal préparés à la contre-guérilla et très longue à se dessiner car ces mêmes Américains disposent de beaucoup de moyens et d’une forte motivation dans la lutte contre le terrorisme.

La tendance générale est donc à l’adoption d’un profil minimum pour être crédible et durer en attendant un succès des Américains, tout en limitant les coûts. Dans ce contexte, les considérations de politique intérieure l’emportent vite, surtout si l’opération a été imposée à une opinion publique réticence et qu’elle est scrutée par une opposition en manque d’autre terrain d’affrontement.

Les seuls véritables objectifs sont alors la limitation des pertes et des bavures puis le retrait dans l’honneur si la situation devient trop coûteuse pour un espoir de victoire américaine nul. Le détachement britannique Telic s’est ainsi coupé de la population par la *«force protection»* puis par le regroupement dans une base à l’extérieur de Bassorah, pour ensuite s’engager dans des opérations («Sinbad», surveillance de la frontière, soutien à l’armée irakienne) surtout destinées à donner l’illusion d’un repli maîtrisé. Les pertes diplomatiques qui ont résulté de cette politique à l’encontre de celle des Américains ont été compensées par une implication plus forte en Afghanistan.

Au niveau tactique, la crainte d’une enquête judiciaire vient s’ajouter au stress du combat pour induire des effets très négatifs sur le moral et le recrutement, en particulier chez les réservistes. Les problèmes de stress rencontrés par l’armée britannique en Irak sont les plus importants rencontrés depuis la Seconde Guerre mondiale et entre 1 et 2% des soldats qui reçoivent l’ordre de partir en Irak préfèrent déserter.

## On a aimé



**Un Béret rouge en Képi bleu!**

(mission en Kabylie 1956/1961),

# Carnets d’un chef de S.A.S. BENI DOUALA[[87]](#footnote-87)



**De Monsieur Georges OUDINOT**

***Préface du Général (CR) François CANN.***

**D**e retour d’ Indochine en 1955 où il a été contraint avec amertume d’abandonner ses «Paras Vietnamiens», le Capitaine Georges Oudinot – désireux de rester «un opérationnel» – se porte volontaire pour l’Algérie dès avril 1956, pour une mission d’officier des Sections Administratives Spécialisées (SAS), conçues sur le modèle des officiers des Affaires indigènes du Maroc et des Affaires sahariennes d’Algérie pour suppléer les carences de l’administration civile et occuper le terrain administratif, social, scolaire, sanitaire en vue de soustraire les populations indigènes aux entreprises terroristes. Il s’agissait de rendre confiance en la France et de susciter le renseignement et l’autodéfense des populations locales menacées par la guérilla en créant des harkas villageoises soutenues par les unités implantées dans les postes et par les opérations de nomadisation.

Il échange donc son béret rouge contre le képi bleu des SAS et prend le commandement de la SAS de BENI DOUALA en Grande KABYLIE; il y réussit avec brio et nous fait du succès de sa mission quotidienne un récit passionnant, malgré sa grande modestie à raconter les faits et son propre désintéressement pour sa carrière. Il est très efficacement aidé par son épouse, infirmière, et par beaucoup de ses chefs ainsi que par des subordonnés militaires de carrière ou appelés, dont il décrit avec respect et affection le rôle. Mais il se heurte aussi, hélas, à bien des incompréhensions et mauvaises volontés de la part de certaines autorités militaires ou civiles, souvent plus inspirées par des ambitions de carrière personnelle que par la réussite d’une mission au profit des populations attachées à la France!

Il assumera sa mission jusqu’en avril 1961, au moment où, la politique du Gouvernement français ayant changé et «l’Algérie française» s’étant muée en Indépendance «associée à la France», il refuse de renier sa parole de soldat donnée aux Kabyles et accepte de participer au «Putsch» dit «des Généraux» … Il est incarcéré à Fresnes mais il est jugé et acquitté par le Tribunal militaire spécial.

«Témoignage authentique d’un homme d’action lancé à corps perdu dans l’accomplissement de sa mission sans jamais faillir à la parole donnée»[[88]](#footnote-88), l’ouvrage s’adresse à tous ceux qui furent témoins ou victimes des faits, notamment Harkis et fils de Harkis, et à ceux qui souhaitent un éclairage concret sur cette histoire douloureuse présentée par un de ceux qui l’ont vécue intensément.

Outre un remarquable document historique, émanant d’un témoin très engagé mais honnête et remarquablement compétent dans l’exercice de ses missions aussi bien civiles que militaires et s’exprimant sans haine – mais avec beaucoup d’amertume – la lecture de ce livre présente aussi un intérêt très actuel pour l’approche et la compréhension des méthodes efficaces de lutte anti-guérilla.

On ne saurait trop recommander l’analyse technique de cet ouvrage concret et détaillé à tous ceux qui, aujourd’hui, s’interrogent sur les concepts à adopter et les mesures à prendre pour une lutte plus efficace contre la violence des «Talibans» en Afghanistan et sur les méthodes de reconquête des populations locales menacées par (…ou gagnées à…) la cause terroriste.

## *Par le Contrôleur général des armées (CR) Jean-Claude. ROQUEPLO*

**Du Caire à Damas[[89]](#footnote-89)**



# Du Lieutenant-colonel Rémy PORTE

***préface de Jean-Charles JAUFFRET***

**L**orsque l’on évoque en France la Grande Guerre, on pense essentiellement aux affrontements du Nord et de l’Est de notre pays et accessoirement aux autres fronts, notamment celui d’Orient. On oublie souvent que la Turquie («la Sublime Porte») a été aussi un acteur à part entière de cette guerre mondiale et, si des opérations comme celles des Dardanelles et de Gallipoli sont parfois rappelés, celles qui se sont déroulées sur le flanc sud-ouest de l’Empire turc – au Sinaï, en Arabie et en Palestine – le sont beaucoup plus rarement.

C’est donc l’un des intérêts de ce livre – sous titré «Français et Anglais au Proche - Orient (1914-1919)» – que de nous rappeler l’histoire de ce front oublié, qui ne saurait se résumer à la seule geste, des *Sept piliers de la Sagesse*. En premier lieu «…*sont évoquées les origines lointaines de ce conflit, dans cet arc de crise mettant aux prises depuis le XIXème siècle les intérêts britanniques (et français) autour du canal de Suez, en Syrie et pour protéger les atterrages de la route des Indes des ambitions allemandes, autour des fortes odeurs de pétrole émanant des premiers puits de Mossoul et de Bassora; le tout sur fond de revendications xénophobes du nationalisme turc, au moment où les rêves de la nation arabe se greffent sur la «nadha» ou désir de renaissance panislamique*».

Si dans l’opinion, ces guerres du désert sont dominées par la figure emblématique, mais aussi hégémonique, du Colonel Lawrence, qui les théorisera à son avantage par la suite, l’un des autres intérêts de cet ouvrage est de rappeler la part des armes françaises pour la défense de cette artère jugulaire. La France tente, en effet, «*de ne pas être exclue des négociations ultérieures. Elle parvient difficilement à rester présente, à la hauteur de ses moyens, de sa volonté politique et de la place que les Britanniques veulent bien lui concéder. Elle l’est en espérant parfois naïvement que l’ancienneté de ses engagements moraux pourrait compenser la faiblesse de sa présence réelle*».

L’issue finale de la Grande Guerre ne s’est certes pas jouée dans les sables du Sinaï ou sur les rives du Jourdain. Toutefois les conséquences de ces combats et des changements qui les ont suivis ont aujourd’hui encore des prolongements d’une brûlante actualité. Comme l’Autriche-Hongrie, la «Sublime Porte» a été démantelée à l’issue du conflit. Mais au lieu d’États souverains, sont apparus des protectorats et des territoires sous mandat. En s’intéressant, dans la dernière partie de cet ouvrage, au laborieux établissement des mandats français et britannique, l’auteur contribue à mieux faire comprendre la complexité de cette région, foyer de crises permanent.

Docteur en histoire, auteur d’une thèse remarquée soutenue en Sorbonne en 2004, le Lieutenant-colonel Rémy PORTE sert à l’École Supérieure des Officiers de Réserve Spécialistes d’État-major (ÉSORSEM), après avoir dirigé pendant plusieurs années la division Recherches et prospective du Service historique de la Défense/Terre. Il signe là une œuvre très bien conduite, fondée sur le dépouillement systématique d’archives des services de renseignement, de la presse et de fonds privés et de témoignages publiés.

## *Par le Général (CR) Christian PIROTH*

**IRAK: Les armées du chaos[[90]](#footnote-90)**



# Du Lieutenant-colonel Michel GOYA

***préface du Général de division Vincent DESPORTES***

**E**nfin un retour d’expérience nourri et pertinent sur l’engagement en Irak!

Le 1er mai 2003, sur le pont du porte-avions Abraham Lincoln et sur fond de bannière «Mission accomplie», le Président Bush annonçait, un peu prématurément, la fin des combats en Irak. En réalité, ce n’était que le début de l’enlisement de l’«hyperpuissance» dans un conflit qui marque sans doute le début d’une nouvelle ère dans l’art de la guerre.

Les ouvrages sur l’Irak n’ont pas manqué après la chute de Bagdad en avril 2003, célébrant le renouveau du blitzkrieg et le brio, incontestable, des forces américaines au cours de ce que l’on pensait être «le conflit» et qui n’en était que la première phase. Depuis, les opérations de guérilla et de contre-guérilla qui ont suivi, si elles ont fait régulièrement la une des médias, n’ont jamais fait l’objet d’un travail de synthèse ouverte, accessible au plus grand nombre, ce qui témoigne bien de l’embarras des «experts» face à ce qui apparaît comme une sévère remise en question de la puissance militaire occidentale et du credo de la supériorité technologique.

Cet ouvragebienvenu met fin à ce silence embarrassé.

Il présente une analyse tactique approfondie et judicieuse d’un conflit complexe et changeant, décrivant en détail ses différentes facettes, depuis les premières attaques dans le «triangle sunnite» au printemps 2003 jusqu’au «sursaut» américain de 2007 et son succès relatif.

Les lecteurs des Cahiers du CESAT n’en seront pas étonnés, l’auteur leur étant bien connu. Le Lieutenant-colonel Michel GOYA, Docteur en histoire et breveté du Collège interarmées de défense, est l’auteur de nombreux articles dans notre revue et de ses «Leçons d’Histoire» très appréciées. Il a longtemps servi en unité de combat et participé à plusieurs opérations extérieures en Afrique et dans les Balkans avant de rejoindre le Centre de doctrine d’emploi des forces de l’armée de terre où il a étudié les conflits au Moyen-Orient pendant trois ans. Il est actuellement officier traitant à l’état-major des armées et, par ailleurs, il enseigne l'histoire des idées tactiques à l'École Pratique des Hautes Études[[91]](#footnote-91) à la Sorbonne.

*Par le Général (CR) Christian PIROTH*

**Le climat, la bataille et la guerre:**

**des conflits limités aux conflits planétaires[[92]](#footnote-92)**



**De Monsieur Pierre PAGNEY**

**L'**auteur est fondateur du Centre de recherche en climatologie. Il est aussi spécialiste de la «chose» militaire puisque colonel de réserve et ancien membre du jury du concours de Saint-Cyr.

Rares sont les réflexions qui mêlent conflits et climat: peut-être parce que les stratèges et les chefs sont, souvent, loin du combat et de son vécu journalier par le combattant? Pour ce dernier la relation est constante, elle est lointaine pour les théoriciens de la guerre terrestre.

La réflexion est conduite à travers une analyse qui va des batailles de l'antiquité et du Moyen-âge jusqu'aux conflits planétaires récents.

L'auteur veut démontrer, et démontre que, aux trois dimensions conventionnelles doit s'en ajouter une quatrième: le climat (et pas seulement la météo du jour) et que son influence sur le déroulement du combat comme sur l'environnement du combattant, est souvent déterminante.

C'est une *œuvre pionnière,* originale, qui mérite d’être lue.

*Par le Général de corps d’armée Jean-Noël SORRET*

**Nous avons pacifié Tazalt,**

**Journal de marche d’un officier parachutiste[[93]](#footnote-93)**



# De Monsieur Jean-Yves ALQUIER

**D**e manière très judicieuse, le CDEF a décidé de proposer à la lecture des cadres d’aujourd’hui les témoignages les plus pertinents de leurs prédécesseurs afin de préparer au mieux les opérations et tout particulièrement les actions de stabilisation et de contre insurrection. L’armée française a une expérience unique en la matière avec de réels succès à son actif et il est heureux que les Américains et les Britanniques n’aient plus, seuls, le loisir de s’en inspirer!

Dans ce but, il n’est pas anodin que le choix du commandement se soit porté sur le témoignage d’un officier rappelé en Algérie, c'est-à-dire d’un officier de réserve envoyé dans ce qui serait aujourd’hui une OPEX. Ce n’est pas si fréquent tant l’officier de réserve reste soupçonné de rester trop «*pékin*», pas assez «*ops*»... Les questions que posent alors l’emploi de la réserve ne sont pas différentes d’aujourd’hui pour les longues missions à l’extérieur du territoire. Le Sous-lieutenant (R) Alquier le dit autant pour lui que pour ses camarades qui après six mois décident de «rempiler» pour six ou douze mois de plus et entreprennent de convaincre leurs patrons que les laisser «*jouer au soldat*»[[94]](#footnote-94) est indispensable à la réussite de la mission. Assurément cela ouvre des perspectives au moment où sont remis sur le métier l’emploi et le format de la réserve opérationnelle.

Le sujet principal du livre n’est évidemment pas la réserve mais bien la «*pacification*» en Algérie en 1956-1957 par un officier para chargé d’une SAS! C’est un témoignage à chaud, au jour le jour, qui prend aux tripes. écrit par un homme profondément convaincu que l’Algérie peut rester française, ce texte de 1957 nous plonge dans les circonstances de l’époque et c’est là tout son intérêt: être au plus prêt des opérations.

Quels enseignements tirer de ce témoignage? Le plus important est certainement l’engagement total de ces militaires. Ils se donnent à fond et n’hésitent pas à rester 12 ou 18 mois en opération, pour certains après des années de guerre en Europe et en Asie. Ils ne comptent pas non plus leur peine car pour faire changer la peur de camp et convaincre la population qu’elle sera protégée et ne doit plus obéir à la rébellion dont elle subit la menace mortelle; il faut être tout le temps dehors, de jour comme de nuit, toujours au contact, en maraude ou en embuscade. Ce n’est pas la grande opération spectaculaire qui fait la décision et emporte la confiance mais la conjugaison inséparable d’opérations de type «*guérilla*» avec des actions d’affichage où se manifeste publiquement le ralliement de la population.

Ce qui fait la profondeur de ce témoignage, c’est aussi la présence, presque à chaque page, du contexte politique et historique. Pour gagner la guerre au-delà de succès temporaires ou locaux, il faut que la population ait le sentiment que la force va rester indéfiniment aux «*pacificateurs*», sinon à un moment ou un autre elle choisit la rébellion ne serait-ce que pour être du bon côté quand la force s’en ira. C’est là que le témoignage de J-Y Alquier prend un aspect poignant car s’y noue le drame final. Est marquant l’épisode où l’un de ses plus fidèles *harkis* s’effondre en larmes dans le bureau du capitaine tellement il est sous tension: «*Le capitaine et moi, nous nous regardons, cherchant les mots capables de redonner une certitude à Slimane. Hélas, ni l’un ni l’autre ne nous sentons capables de parler “au nom de la France”…Le capitaine réfléchit l’air grave: Et puis si jamais la France partait, je te donne ma parole d’honneur que ni moi ni le lieutenant, nous ne te laisserons tomber, pas plus que les autres moghaznis. On est soldat, on fait la guerre ensemble. Si les politiciens font comme au Maroc, nous ne lâcherons pas nos amis. Tu es français comme nous: nous te ramènerons en France comme sous-officier ou ce que tu voudras”*»[[95]](#footnote-95). De même que, l’escadron quittant le secteur, les ralliés s’inquiètent, doutent que les troupes «*régulières*» puissent les protéger et surtout de la volonté des Français de rester. Un chef de village vient alors lui demander de permettre à tous les jeunes hommes de quitter le secteur pour ne pas être compromis avec la France. Pour ne pas avoir leur égorgement sur la conscience, il «*signe les laissez-passer qui vont éloigner de leur Mechta ces jeunes hommes, mais aussi réserver leur avenir, quel qu’il soit*»[[96]](#footnote-96).

En dehors de ces circonstances historiques, est ainsi clairement posée la nécessité de la cohérence entre la mission donnée aux militaires au contact de la population et la volonté du pouvoir politique à un horizon défini.

*Par le Capitaine (ORSEM) Matthieu Meissonnier*.

**Atlas d'une nouvelle Europe:**

**L'UE et ses voisins**

**vers une région mondiale[[97]](#footnote-97)**



**C**e bref ouvrage, une petite centaine de pages, apporte par thème (démographie, économie, défense, traités et alliances,... .), ce qu'il est utile de connaître sur l'Europe et ses riverains de l'est et du sud.

Certes on peut trouver tout cela sur «internet» mais l'effort de présentation et de synthèse justifie la lecture de ce document.

À signaler dans cette collection de nombreux et souvent originaux atlas (liste disponible sur le site de l'éditeur).

*Par le Général de corps d’armée Jean-Noël SORRET*

Directeur de la publication:

GCA (2°s) PIROTH

Comité éditorial**:**

**Gbr DEFRETIN,**

**Col BIZEUL,**

**Col TOURAILLES,**

**Col (H) MAZEL,**

Lt-col PLAETEVOET,

**Ltn (R) TAILLANDIER**

Rédacteur en chef**:**

**Lt-col PLATEVOET**

Rédacteur en chef adjoint**:**

**Ltn (R) TAILLANDIER**

Rédacteur en chef adjoint technique:

**Col (H) MAZEL**

Site intraterre: [www.cesat.terre.defense.gouv.fr](http://www.cesat.terre.defense.gouv.fr)

(rubrique publications)

Impression:

Point d’impression de l’Armée de terre

de Saint-Maixent-l’École – 07-0255

1. **Site Internet CESAT:** [**www.cesat.terre.defense.gouv.fr**](http://www.cesat.terre.defense.gouv.fr)

   **Site Intradef CESAT: www.cesat.terre.defense.gouv.fr** [↑](#footnote-ref-1)
2. ***Comme son nom l’indique, cette rubrique comporte des articles qui n’engagent que leurs auteurs.*** [↑](#footnote-ref-2)
3. Corps de Réaction Rapide-France [↑](#footnote-ref-3)
4. NCS (NATO Command Structure) et NFS (NATO Force Structure) [↑](#footnote-ref-4)
5. Comprehensive Approach ou encore manœuvre globale selon le concept du CDEF [↑](#footnote-ref-5)
6. Desclées de Brouwer - Bruxelles [↑](#footnote-ref-6)
7. État-major de l’armée de l’air [↑](#footnote-ref-7)
8. Renaud Girard, «***La guerre ratée d’Israël contre le Hezbollah***», Perrin 2006. [↑](#footnote-ref-8)
9. Coparrainée par la France et les États-Unis. [↑](#footnote-ref-9)
10. Ce retrait est effectif à compter du 26 avril 2005. [↑](#footnote-ref-10)
11. Ces fermes, situées sur le flanc nord-ouest du mont Hermon, sont l’objet d’un flou juridique. Occupées par Israël depuis 1967, elles sont en effet situées dans une zone d’incertitude frontalière entre le Liban et la Syrie, bien qu’historiquement rattachées au territoire libanais. [↑](#footnote-ref-11)
12. Cette expression, couramment employée, est impropre car l’artillerie, les forces spéciales et des unités de la marine ont été engagées aux côtés de l’armée de l’air dès le début de l’offensive de Tsahal. [↑](#footnote-ref-12)
13. «*Hezbollah: le bras armé de l’Iran*», Emmanuel Razavi, Le spectacle du monde, septembre 2006. [↑](#footnote-ref-13)
14. Il est, pour mémoire, le sinistre inventeur des attentats suicides. [↑](#footnote-ref-14)
15. «*Enseignements sur l’utilisation de l’arme aérienne au Liban*», Général Asencio, note FRS, 18 décembre 2006. [↑](#footnote-ref-15)
16. Témoignage recueilli par l’auteur. [↑](#footnote-ref-16)
17. «*Air war over Lebanon*», Andrew Brookes, Air international, septembre 2006. [↑](#footnote-ref-17)
18. Armée de l’air israélienne, également appelée IAF (Israeli air force). [↑](#footnote-ref-18)
19. «*D’un ennemi à l’autre* …», Michel Gurfinkiel, Le spectacle du monde, septembre 2006. [↑](#footnote-ref-19)
20. Cet élément a été mis en avant par de nombreux analystes. [↑](#footnote-ref-20)
21. «*Tsahal contre Hezbollah: un bilan sévère*», Pierre Razoux, Raids, octobre 2006. [↑](#footnote-ref-21)
22. «Retour d’expérience israélienne au Liban», Bernard Bombeau, Air & cosmos, 12 janvier 2007. [↑](#footnote-ref-22)
23. Cela équivaudrait à 1.500 morts français en 34 jours. Source: «*Un été meurtrier*», Frédéric Pons, Le spectacle du monde, septembre 2006. [↑](#footnote-ref-23)
24. Témoignage recueilli par l’auteur. [↑](#footnote-ref-24)
25. Michel Gurfinkiel, op. cit. [↑](#footnote-ref-25)
26. Témoignage recueilli par l’auteur. [↑](#footnote-ref-26)
27. On estime à environ 200 le nombre de ces engins effectivement tirés par le Hezbollah. 80 sites de lancement ont été traités, après quoi les *Fajr* n’ont plus menacé Israël, ce qui permet de penser que la menace a bel et bien été éradiquée. [↑](#footnote-ref-27)
28. Time sensitive targetting: processus de planification et de conduite en boucle courte, permettant de traiter dans les meilleurs délais des cibles de haute sensibilité. [↑](#footnote-ref-28)
29. M. Olmert a formellement démenti l’accusation largement portée de frappes visant à «punir» l’État libanais. [↑](#footnote-ref-29)
30. Le désarmement du Hezbollah n’étant toujours pas à l’ordre du jour. [↑](#footnote-ref-30)
31. «*Tsahal: la fin d’un mythe?*», Général Copel, Le Piège n°187, décembre 2006. [↑](#footnote-ref-31)
32. Voir à ce sujet l’analyse exhaustive du Col Fourdrinier (ÉMAA), publiée dans le numéro 13 de «Penser les ailes françaises» (avril 2007). [↑](#footnote-ref-32)
33. Ce sont les propos du quotidien Yedioth Aharonoth. [↑](#footnote-ref-33)
34. «*Enseignements sur l’utilisation de l’arme aérienne au Liban*», général Asencio, note FRS, 18 décembre 2006. [↑](#footnote-ref-34)
35. «*Israël-Hezbollah: échec de la puissance aérienne?*», Général Gelée, lieutenant-colonel de Lespinois. [↑](#footnote-ref-35)
36. De nombreux témoignages de soldats attestent d’un véritable traumatisme. [↑](#footnote-ref-36)
37. Afin de diminuer leur vulnérabilité, les hezbollahis opéraient par petits groupes, mettant en œuvre des affuts uniques, qu’ils déployaient rapidement avant de rejoindre leurs abris. [↑](#footnote-ref-37)
38. 39 victimes civiles israéliennes sont à déplorer. En tout état de cause, le harcèlement du nord d’Israël par les tirs de Katioucha a eu un impact psychologique fort, provoquant le déplacement de 100.000 personnes, occasionnant par là-même la désorganisation de l’activité économique dans le nord de l’État hébreu. [↑](#footnote-ref-38)
39. D’après Michel Gurfinkiel (op. cit.), seul 15 % du potentiel de Tsahal aurait été engagé. [↑](#footnote-ref-39)
40. 25 %, de source israélienne. Les armes de précision n’ont été utilisées «que» pour traiter les cibles le justifiant strictement. [↑](#footnote-ref-40)
41. Intelligence, Surveillance, Target Acquisition and Reconnaissance. [↑](#footnote-ref-41)
42. De l’ordre de la demi-heure, de la détection d’une menace à son traitement, lorsque l’engagement nécessitait l’arbitrage du commandement, elle pouvait descendre en-deçà de 5 minutes si la situation s’intégrait d’emblée dans un cadre prévu par les règles d’engagement (source israélienne). [↑](#footnote-ref-42)
43. Le Général Copel exprime un point de vue sensiblement différent dans l’article déjà cité. [↑](#footnote-ref-43)
44. En France, à Lyon en particulier. [↑](#footnote-ref-44)
45. Le 23 octobre 1983, 58 soldats français et 241 soldats américains sont victimes d'un double attentat à Beyrouth. [↑](#footnote-ref-45)
46. Pierre Razoux, Raids, op. cit. [↑](#footnote-ref-46)
47. «*Tsahal: la crise?»,* Pierre Razoux, Défense et sécurité internationale n°18, septembre 2006. [↑](#footnote-ref-47)
48. L'incapacité des bombardements aériens à faire plier Milosevic ***en quelques jours*** avait alors suscité des critiques quant à la stratégie retenue par l'OTAN! [↑](#footnote-ref-48)
49. Lire à ce sujet «*La séduction: une nouvelle stratégie militaire*», colonel Bommier, Revue de défense nationale, avril 2007. [↑](#footnote-ref-49)
50. Siège: 21 rue Henri Barbusse - 75005 PARIS

    e-mail: [agir@societe-de-strategie.asso.fr](mailto:agir@societe-de-strategie.asso.fr)

    site: [www.societe-de-strategie.asso.fr](http://www.societe-de-strategie.asso.fr) [↑](#footnote-ref-50)
51. **Le Comité éditorial rappelle que, dans cette rubrique, les articles sont de la seule responsabilité des auteurs, mais acceptera tout article en réponse à ceux publiés ici.** [↑](#footnote-ref-51)
52. Voir la note de lecture page [↑](#footnote-ref-52)
53. 8.200 tonnes en 2007, source Le Figaro du 23/08/08 [↑](#footnote-ref-53)
54. Indicatif radio de la section du 8ème R.P.I.Ma tombée dans une embuscade en Afghanistan ce 18 août [↑](#footnote-ref-54)
55. club de rugby local [↑](#footnote-ref-55)
56. Général Desportes, revue Héraclès n° 18; [↑](#footnote-ref-56)
57. TTA 808/III, Ennemi générique pour l’entraînement et l’instruction des forces terrestres, tome 3, forces irrégulières. [↑](#footnote-ref-57)
58. Le Major I.G. Carsten a également été, de 2005 à 2007, auditeur du stage supérieur d’état-major à la Führungsakademie de la Bundeswehr, à Hambourg. [↑](#footnote-ref-58)
59. Centre d’entraînement au combat [↑](#footnote-ref-59)
60. Centre d’entraînement en zone urbaine [↑](#footnote-ref-60)
61. Helmuth von Moltke: «***Militärische Werke IV.1, Kriegslehren***», p.42. [↑](#footnote-ref-61)
62. Comparez, concernant ce changement: Alberts, David S. et Richard E. Hays: «***Power to the Edge: Command and Control in the Information Age***», Washington D.C., June 2003. [↑](#footnote-ref-62)
63. Numérisation de l’Espace de Bataille [↑](#footnote-ref-63)
64. Système d’Information et de Commandement [↑](#footnote-ref-64)
65. Système d’Information Régimentaire [↑](#footnote-ref-65)
66. Groupement Tactique Inter Armes [↑](#footnote-ref-66)
67. PR4G VS 4 IP: Poste radio de quatrième génération version système n° 4 avec IP. Le protocole IP un des protocoles les plus importants d'Internet car il permet l'élaboration et le transport des données. [↑](#footnote-ref-67)
68. ASTRIDE: Accès par Satellite et liaisons hertziennes au Réseau de zone et à l'Intranet De l'Espace de bataille [↑](#footnote-ref-68)
69. Satellite [↑](#footnote-ref-69)
70. Préparation d’un Brevet technique, Sciences de l’ingénieur [↑](#footnote-ref-70)
71. Définition donnée par la société internationale de Recherche Opérationnelle, INFORMS. [↑](#footnote-ref-71)
72. Par exemple les leurres infrarouges montés sur véhicule. Ils accroissent significativement la signature thermique, mais ne sont efficaces que contre certains missiles anti-chars. [↑](#footnote-ref-72)
73. Groupement interarmées d’action civilo-militaire [↑](#footnote-ref-73)
74. La doctrine en vigueur tend à substituer le terme de CIMIC à celui d’Action Civilo-Militaire (ACM) et dans l’acception de coopération civilo-*militaire.* [↑](#footnote-ref-74)
75. *«Concept et doctrine interarmées de la coopération civilo-militaire*» État Major des Armées mars 2005 [↑](#footnote-ref-75)
76. «*Gagner la bataille, conduire à la paix*» (FT-01) CDEF janvier 2007 [↑](#footnote-ref-76)
77. Voir la matrice présentée par le Lieutenant-colonel Goya dans son article «*Démocratie 101*», Les cahiers du CESAT n° 6 (octobre 2006) [↑](#footnote-ref-77)
78. Une proposition similaire à celle relative aux «fournisseurs» évoquée ci-dessus peut ainsi être envisagée: un réseau de points de contact qualifiés à l’avance et auquel on peut faire appel avec des relais clairement définis, capables d’assurer à distance un relais sur des opérations de longue haleine. [↑](#footnote-ref-78)
79. Tels que: Identification et tenue à jour des points de contacts (qui? quelle expérience antérieure avec nous? entretien a minima de relations personnelles…); Connaissance des conditions de financement (nature des projets, localisation, effets recherchés…) ainsi que du volume des budgets disponibles (combien? à quel rythme? pour quels bénéficiaires?…); Maîtrise des dossiers à monter (formalisme et contenu, calendrier, instances d’instruction et de décision, circuits à suivre…) [↑](#footnote-ref-79)
80. United States Agency for International Development, agence fédérale indépendante intervenant dans le domaine humanitaire sous l’égide du Département d’État. [↑](#footnote-ref-80)
81. Arnaud de La Grange et Jean-Marc Balencie «***Les guerres bâtardes***» Perrin 2008 [↑](#footnote-ref-81)
82. Paul Haéri et Laurent Fromaget «*Stabiliser autrement? Les équipes provinciales de reconstruction (PRT) en Afghanistan*» Focus stratégique n°4 IFRI janvier 2008 [↑](#footnote-ref-82)
83. Confidence à Alain Peyreffite en 1962, relatée par ce dernier dans «**C’était de Gaulle**». [↑](#footnote-ref-83)
84. Les mots «de corps» sont supprimés. [↑](#footnote-ref-84)
85. Les derniers éléments ont quitté la ville en septembre 2007. [↑](#footnote-ref-85)
86. L’Afghanistan est la première véritable opération de contre-guérilla à laquelle les Français participent sans être nation leader. [↑](#footnote-ref-86)
87. Éditions «l’Esprit des livres», collection «Histoire et Mémoires combattantes», novembre 2007, 703 pages, 29 euros. [↑](#footnote-ref-87)
88. Général (CR) François CANN [↑](#footnote-ref-88)
89. Éditions 14-18. 388 pages, 25 €. [↑](#footnote-ref-89)
90. Editions ÉCONOMICA [↑](#footnote-ref-90)
91. ÉPHÉ, La Sorbonne; un mercredi sur 2 entre 12 et 14 heures [↑](#footnote-ref-91)
92. L'Harmattan, mai 2008 [↑](#footnote-ref-92)
93. Témoignages, Cahier de réflexion doctrinale, CDEF-DREX, 219 p., 2008 (préface du général Bruno Dary). L’édition originale date de 1957, Paris, Robert Laffont, 279 p. (préface du général Sauvagnac). [↑](#footnote-ref-93)
94. L’expression est de l’auteur p.44 [↑](#footnote-ref-94)
95. p.155. [↑](#footnote-ref-95)
96. p.218. [↑](#footnote-ref-96)
97. Éditions Autrement (septembre 2008) [↑](#footnote-ref-97)